

**Université de Montréal**

**Le potentiel synergique de l'intégration économique et de la  
protection environnementale**

**par Angéline Couvreur**

**Faculté de Droit**

Mémoire présenté en vue de l'obtention du grade de maîtrise  
en droit international

Novembre, 2016

© Angéline Couvreur, 2016

## Résumé

Comment l'approfondissement de l'intégration économique aux obstacles créés par les réglementations interagit-il avec la protection de l'environnement ? Dans cette recherche, nous explorons l'éventualité que la rationalité économique visant à promouvoir la libéralisation puisse fonctionner en synergie avec la protection environnementale.

Cette idée affleure à l'observation du paysage international contemporain, alors qu'une dernière génération d'accords commerciaux régionaux entend adopter une approche profonde et intégrale de la libéralisation commerciale, visant l'élimination des obstacles créés par les mesures non tarifaires. Ces obstacles résultent notamment des divergences réglementaires entre les territoires nationaux. Mais tandis que les mesures non tarifaires entraînent une réduction de l'accès au marché national pour les entreprises étrangères, elles cherchent dans le même temps à protéger des intérêts non commerciaux, comme l'environnement. En ce qu'elles visent l'accomplissement d'objectifs légitimes de politiques publiques, les mesures non tarifaires ne peuvent *a priori* pas être simplement éliminées de la même manière que l'ont été les tarifs douaniers. Au contraire, la réduction des obstacles créés par celles-ci semblerait requérir un renforcement de la coopération interétatique par rapport aux solutions réglementaires environnementales.

En ce sens, l'objectif primordial de cette recherche est de prendre le pouls de ce potentiel synergique de l'intégration économique et de la protection environnementale. Faisant appel à plusieurs faisceaux disciplinaires, la recherche démontre la possibilité d'une association positive entre la protection environnementale et l'intégration économique. Principalement, ces deux dynamiques pourraient bénéficier toutes deux d'une internationalisation accrue de la réglementation. Toutefois, pour que ce processus profite réellement à l'environnement, de nombreuses modalités doivent être réunies.

**Mots-clés:** protection environnementale ; libre-échange ; accords commerciaux régionaux, barrières non tarifaires ; réglementation ; Organisation mondiale du commerce ; capacité réglementaire des États

## Abstract

How does the intensifying economic integration at the level of regulatory obstacles interact with the protection of the environment? This research explores the possibility that the economic rationality underlying liberalisation can function synergistically with environmental protection.

This idea emerges from the observation of our contemporary international landscape, as the latest generation of Regional Trade Agreements aims to adopt a deep and integral approach to trade liberalisation in order to eliminate the barriers created by non-tariff measures. These obstacles predominantly result from the regulatory divergences between national territories. However, while these measures reduce domestic market access for foreign firms, they also aim to protect non-commercial interests, such as the environment. As they intent to achieve legitimate public policy objectives, non-tariff measures cannot, *a priori*, simply be eliminated in the same way that tariffs barriers have been. On the contrary, the reduction of these obstacles seems to require a strengthening of interstate cooperation regarding environmental regulatory solutions.

In this sense, the primary objective of this research is to gauge the potential for synergy between economic integration and environmental protection. Using a multidisciplinary approach, this study highlights the possibility of a positive association between environmental protection and economic integration. More specifically, it illustrates that both these dynamics could benefit from an increased internationalisation of regulation. However, in order for this process to be really beneficial for the environment, many modalities must be met.

**Keywords:** environmental protection; free trade; Regional Trade Agreements; non-tariff barriers ; regulation ; World Trade Organization ; States regulatory capacity ;

# Table des matières

RÉSUMÉ	I
ABSTRACT	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES SIGLES	V
LISTE DES ABRÉVIATIONS	VI
REMERCIEMENTS	VII
INTRODUCTION	1
PARTIE 1. ENVIRONNEMENT ET LIBRE-ÉCHANGE : DEUX DYNAMIQUES FRICTIONNELLES	18
<b>Chapitre 1. D'un point de vue physique : le bilan irrésolu des impacts mécaniques du libre-échange sur l'environnement</b>	<b>18</b>
I.    Les impacts positifs	19
II.   Les impacts négatifs	23
<b>Chapitre 2. D'un point de vue juridique : la difficile régulation de l'interface entre protection environnementale et libre-échange</b>	<b>26</b>
I.    La régulation de la protection environnementale face aux conséquences du libre-échange	27
A)    Au niveau national : la capacité réglementaire des États sous l'influence de la globalisation économique	27
B)    Au niveau global : le droit international de l'environnement, un outil de protection efficace ?	35
II.   L'interaction irrésolue entre barrières réglementaires et protection environnementale dans le contexte du régime commercial multilatéral	42
A)    « Historique » de l'interaction environnement-libéralisation commerciale entre 1947 et 1994	43

B) La balance entre l'autonomie réglementaire des États et le libre-échange selon le régime commercial multilatéral	52
1) La règle de la libéralisation commerciale	53
2) L'exception environnementale	66
C) Les limites de l'intégration négative pour l'élimination des barrières non tarifaires et la protection environnementale	72
 <b>PARTIE 2. LE POSSIBLE RÉALIGNEMENT DES DYNAMIQUES DE PROTECTION ENVIRONNEMENTALE ET DE LIBRE-ÉCHANGE</b>	 <b>78</b>
 <b>Chapitre 1. Un alignement « négatif » : la fragmentation étatique et politique comme frein commun à la protection environnementale et au libre-échange</b>	 <b>79</b>
 <b>Chapitre 2. Un alignement « positif » : la volonté d'éliminer les obstacles réglementaires comme vecteur de renforcement de la protection environnementale</b>	 <b>91</b>
I. L'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale vers l'internationalisation de la régulation	91
II. Les modalités de l'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale	100
A) Amplitude	100
1) Sur le plan économique	100
2) Sur le plan environnemental	104
B) Influences	108
C) Trajectoires	113
 <b>CONCLUSION</b>	 <b>129</b>
 <b>BIBLIOGRAPHIE</b>	 <b>I</b>

## Liste des sigles

Accord SPS : Accord sur les Mesures Sanitaires et Phytosanitaires

Accord OTC : Accord sur les Obstacles Techniques au Commerce

ACR : Accords Commerciaux Régionaux

ADPIC : Accord sur les Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au Commerce

AECG : Accord Économique et Commercial Global

AEM : Accord Environnemental Multilatéral

ALENA : Accord de Libre-Échange Nord-Américain

CCNUCC : Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques

GATT de 1947 : Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce adopté en 1947

GATT de 1994 : Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce adopté en 1994

OA : Organe d'Appel

OCDE : Organisation pour la Coopération et le Développement Économique

ONU : Organisation des Nations-Unies

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

ORD : Organisme de Règlement des Différends de l'OMC

Mécanisme RDIE : Mécanisme de Règlement des Différends entre Investisseur et État

MERCOSUR : Marché du Sud (de l'espagnol Mercado Comùn del Sur)

PNUE : Programme des Nations-Unies pour l'Environnement

PTCI : Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement

UE : Union Européenne

## Liste des abréviations

I.e : *id est*

P. : page

Etc. : Et cætera

## Remerciements

Je tiens à remercier tout d'abord mon directeur de recherche, le Professeur Hervé A. Prince, pour sa supervision tout au long de ma maîtrise. Outre ses précieux conseils liés à l'élaboration de ce projet de recherche, son soutien a été essentiel à de nombreux égards au cours de ces deux dernières années. Il m'a notamment fait confiance pour la conduite de plusieurs projets de recherche, qui ont par la suite contribué à la formulation de ce mémoire. Il m'a également permis de partager une partie des résultats de mon étude lors de l'école d'été organisée par l'Observatoire de l'intégration économique, ce qui fut une expérience très enrichissante. Enfin, il m'a aussi soutenue pour divers projets complémentaires à la maîtrise, tels que la publication d'un article.

Je suis aussi profondément reconnaissante au Professeur Jean-Guy Belley d'avoir partagé avec moi ses connaissances dans le cadre de son dernier cours dédié aux mutations contemporaines du droit. Les idées développées et les lectures réalisées dans ce cours ont eu une influence déterminante dans ce projet de recherche, en me permettant notamment de mettre le doigt sur une idée floue : l'idée que la rationalité économique qui pousse à l'intégration juridique n'est pas neutre et projette un certain regard sur le résultat de cette intégration juridique.

Un grand merci également à la Faculté des études supérieures et postdoctorales de l'Université de Montréal de m'avoir octroyé un soutien financier à la recherche et à la rédaction de ce projet de maîtrise.

Mes pensées vont enfin à tous mes proches, famille et amis. Je songe avec une infinie gratitude à mes parents, Florent Couvreur et Astrid Hennequin pour leur soutien indéfectible dans tous mes projets, y compris celui de venir étudier à Montréal. Merci immensément aussi à Thomas, Milan, Isaure, Isabella, Eduardo, Juliette, Gabriella, Sophie, Karina, Agathe, Emma, Stanislas, Roselyne, Yves, Sara, Djamila, Saïd, Laëtitia, Richard et tous les autres, pour leur présence à mes côtés et leurs encouragements continus dans la réalisation et l'aboutissement de cette longue exploration.



# Introduction

*« Here we summarize evidence that such planetary-scale critical transitions have occurred previously in the biosphere, albeit rarely, and that humans are now forcing another such transition, with the potential to transform Earth rapidly and irreversibly into a state unknown in human experience »<sup>1</sup>*

De telles conclusions scientifiques se multiplient pour nous alarmer sur la dégradation de l'état naturel de l'environnement, c'est-à-dire de « l'ensemble des facteurs biotiques, physiques et chimiques déterminant la vie sur Terre »<sup>2</sup>, les causes de cette dégradation ainsi que ses conséquences. Le cinquième rapport sur l'Avenir de l'environnement mondial du Programme des Nations-Unies pour l'environnement (PNUE) offre une compilation particulièrement révélatrice des données scientifiques sur le sujet, démontrant implacablement comment les sept milliards d'êtres humains utilisent les ressources de la Terre bien au-delà de sa capacité de neutralisation des effets négatifs qu'ils engendrent sur l'environnement<sup>3</sup>. De l'augmentation des températures, de la montée du niveau de la mer, et de l'acidification des océans, toutes trois causées par l'émission de gaz à effets de serre<sup>4</sup> ; aux pratiques agricoles non

---

<sup>1</sup> Anthony D Barnosky et al, « Approaching a state shift in Earth's biosphere » (2012) 486 Nature 52 à la p 52.

<sup>2</sup> Notre traduction du passage suivant : « [Environment] *comprises all physical, chemical, and biotic factors that determine life on earth* », extrait de *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2010, « Nature, International Protection » par Kerstin Odendahl, en ligne : <opil.ouplaw.com>. Les facteurs environnementaux incluent par exemple la nature, le climat, la température, l'humidité, la lumière. Pour une discussion approfondie sur la définition du terme « environnement », voir: Jean-Maurice Arbour et al, *Droit international de l'environnement*, 3<sup>e</sup> éd, Montréal, Yvon Blais, 2016 aux pp 1 - 5.

<sup>3</sup> United Nations, *Global Environment Outlook : Environment for the future we want*, 5<sup>e</sup> éd, Nairobi, United Nations Environment Programme, 2012 à la p xviii, en ligne : <www.unep.org>. : « [T]he 7 billion humans alive today are collectively exploiting the Earth's resources at accelerating rates and intensities that surpass the capacity of its systems to absorb wastes and neutralize the adverse effects on the environment ».

<sup>4</sup> *Ibid.*

soutenables responsables de la déforestation<sup>5</sup>, de l'érosion des sols, de la pollution de l'eau<sup>6</sup> et du déclin de la biodiversité<sup>7</sup>... l'altération de l'ensemble des paramètres environnementaux est si directement et indéniablement attribuable aux activités humaines qu'elle a conduit les scientifiques à définir une nouvelle époque géologique : l'Anthropocène<sup>8</sup>. L'augmentation de la population, l'urbanisation, de pair avec l'expansion des économies et l'intensification du commerce international<sup>9</sup>, se combinent à une vitesse et une magnitude telles qu'elles exercent une pression sans précédent sur l'environnement<sup>10</sup> et poussent de nombreux systèmes environnementaux à des limites déstabilisantes<sup>11</sup>. Ces bouleversements environnementaux entraînent d'importantes conséquences sur la santé et la vie humaine. À titre d'exemple, plus de trois millions de personnes décèdent prématurément chaque année des suites de la pollution de l'air<sup>12</sup>.

Cette situation témoigne d'une nécessité urgente quant à la prise d'actions concrètes et sincères en vue de préserver l'environnement, que ce soit dans une perspective écocentrique ou

---

<sup>5</sup> *Ibid* à la p 73.

<sup>6</sup> *Ibid* à la p 103.

<sup>7</sup> *Ibid* à la p 139 et p. 150.

<sup>8</sup> *Ibid* à la p xviii.

<sup>9</sup> Maurice Arbour, « Le principe de précaution dans le contexte du commerce international: une intégration difficile » (2002) 43:1 C de D à la p 8.

<sup>10</sup> United Nations, *supra* note 3 aux pp 4, 23, 66.

<sup>11</sup> United Nations, *supra* note 3. Voir par exemple à la p 32: « *The global atmosphere is at a critical stage, particularly in relation to climate change* ». Ou encore à la p 119: « *Ocean acidification may be approaching the planetary boundary* ».

<sup>12</sup> *Ibid* à la p 46. D'autres exemples incluent la perspective de réfugiés climatiques suite à la montée des eaux (p 268) ou bien la pénurie d'eau qui frappe certaines régions en raison de l'altération des flux environnementaux naturels (p 102).

anthropocentrique<sup>13</sup>. À cet égard, le droit international de l'environnement constitue l'un des outils essentiels au service de la protection environnementale. En guise d'illustration, les préoccupations par rapport aux changements climatiques ont pu aboutir<sup>14</sup> à la ratification de la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (CCNUCC)<sup>15</sup>, et au Protocole de Kyoto<sup>16</sup> et plus récemment à l'adoption de l'Accord de Paris en décembre 2015. Plus de 700 accords existent ainsi au seul niveau multilatéral<sup>17</sup>, spécifiquement orientés à la résolution d'une multitude de problèmes environnementaux, et contribuant assurément à l'avancée de la protection environnementale. Néanmoins, ces progrès sont souvent lents et difficiles, et semblent surtout sous-proportionnés face au caractère impérieux et irréversible des circonstances environnementales. Si les idées, directives et solutions ne manquent pourtant pas pour réorienter notre développement de façon plus soutenable et respectueuse de l'environnement, celles-ci font souvent face aux difficultés de coordination des politiques

---

<sup>13</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Environment, International Protection » par Ulrich Beyerlin et Jenny Grote Stoutenburg au para 2, en ligne : <opil.ouplaw.com>.

<sup>14</sup> United Nations, *supra* note 3 à la p 58.

<sup>15</sup> Nations-Unies, *Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, 1771 UNTS 107 (entrée en vigueur: 21 mars 1994).

<sup>16</sup> Nations-Unies, *Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques*, 10 Décembre 1997, 37 ILM 32 (entrée en vigueur: 16 Février 2005).

<sup>17</sup> Frank Biermann, Phillip Pattberg et Harro van Asselt, « The Fragmentation of Global Governance Architectures: A Framework for Analysis » (2009) 9:4 *Global Environmental Politics* 14 à la p 18. À noter que différents chiffres sont évoqués. Voir à ce sujet : *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Environment, Multilateral Agreements » par Jutta Brunnée au para 3, en ligne : <opil.ouplaw.com>. L'auteure note ici la différence entre les chiffres rapportés par l'UNEP (272 accords) et ceux de certaines études (plus de 1000 accords).

étatiques, à la fragmentation de la gouvernance internationale<sup>18</sup> et à la complexe priorisation des enjeux environnementaux dans un contexte économique globalisé<sup>19</sup>.

Parallèlement, la libéralisation commerciale poursuit son cours. Bien que les négociations commerciales multilatérales de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) semblent depuis le lancement du cycle de Doha dans une impasse<sup>20</sup>, les États s'entendent pour approfondir l'intégration économique par la conclusion d'accords commerciaux régionaux (ACR)<sup>21</sup>. Dès le début des années 1990<sup>22</sup>, leur nombre a augmenté de façon constante et régulière, aboutissant à une véritable prolifération<sup>23</sup>. Au 1<sup>er</sup> juillet 2016, 635 notifications d'ACR avaient été reçues par l'OMC, dont 423 étaient entrés en vigueur<sup>24</sup>. Les ACR constituent

---

<sup>18</sup> Loic Vatna, « Regard Prospectif sur la Gouvernance Internationale du Développement Durable » (2011) 24:1 RQDI 217 aux pp 219, 235.

<sup>19</sup> The Group of Lisbon, *Limits to competition*, Cambridge, MIT Press, 1995.

<sup>20</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « World Trade Organization (WTO) » par Peter-Tobias Stoll au para 4, en ligne : <opil.oupplaw.com>; Jean-Marc Siroën, « Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha: les leçons d'un échec annoncé » (2011) 16:2 Négociations 9.

<sup>21</sup> Christopher Frey, « Mega-Regional Trade Agreement and Post-2015 Climate Protection: Bridging the Gap » (2015) 12:3-4 *Journal for European Environmental & Planning Law* 264 aux pp 267-268; *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Economic Organizations and Groups, International » par Alberta Fabbriotti au para 12, en ligne : <opil.oupplaw.com>.

<sup>22</sup> Jo-Ann Crawford et Roberto V Fiorentino, *The Changing Landscape of Regional Trade Agreements*, Discussion paper, 8, Geneva, World Trade Organization, 2005.

<sup>23</sup> Rafael Leal-Arcas, « Proliferation of Regional Trade Agreement: Complementing or Supplanting Multilateralism » (2011) 11:2 *Chicago J Int'l Law* 597; Leon E Trakman, « The Proliferation of Free Trade Agreements: Bane of Beauty? » (2008) 42:2 *J World Trade* 367; *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Regional Trade Agreements » par Lorand Bartels au para 56, en ligne : <opil.oupplaw.com>; *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Free Trade Areas » par Michael Köbele au para 3, en ligne : <opil.oupplaw.com>; Fabbriotti, *supra* note 21 au para 12.

<sup>24</sup> « Regional trade agreements », en ligne : Site de l'Organisation mondiale du commerce <<https://www.wto.org/>> (consulté le 15 septembre 2016).

un domaine très dynamique du droit international économique et évoluent de surcroît particulièrement rapidement<sup>25</sup>. Leur portée est de plus en plus vaste, s'étendant désormais au-delà du cadre juridique de l'OMC<sup>26</sup>, que ce soit en matière de profondeur ou d'envergure. Les États s'engagent ainsi peu à peu par-delà le régime commercial multilatéral, poursuivant la libéralisation économique sur une vaste série d'enjeux tels que l'investissement, les services, les marchés publics, la propriété intellectuelle ou encore la transparence<sup>27</sup>. Dernièrement, face aux difficultés du régime commercial multilatéral pour maîtriser les divergences réglementaires entre les juridictions nationales<sup>28</sup>, une nouvelle génération d'ACR entend adopter une approche « profonde » et intégrale de la libéralisation dans l'objectif primordial d'éliminer les barrières

---

<sup>25</sup> Clive George, *Regional Trade Agreements and the Environment: Monitoring Implementation and Assessing Impacts: Report on the OECD Workshop*, coll OECD Trade and Environment Working Papers, n°2011/02, Paris, OECD, 2011 à la p 4, en ligne : <[www.oecd-ilibrary.org/](http://www.oecd-ilibrary.org/)>.

<sup>26</sup> Bartels, *supra* note 23 aux paras 6- 7; David A Gantz, « Regional Trade Agreements » dans Daniel Bethlehem et al, dir, *The Oxford Handbook of International Trade Law*, NewYork, Oxford University Press, 2009, 238 à la p 241.

<sup>27</sup> Les services, l'investissement, la transparence, la compétition et la propriété intellectuelle, ainsi que les standards techniques et les mesures SPS émergent comme les domaines principaux dans lesquels les États se sont particulièrement engagés au-delà de ce qui existe dans le cadre du régime commercial multilatéral (Iza Lejárraga, *Deep Provisions in Regional Trade Agreements: How Multilateral-friendly? An Overview of OECD Findings*, coll OECD Trade Policy Paper, n°168, Paris, OECD, 2014 à la p 15, en ligne : <[www.oecd-ilibrary.org/](http://www.oecd-ilibrary.org/)>). L'environnement figure également parmi les sujets bénéficiant d'une attention accrue, avec un accroissement régulier du nombre d'ACR incorporant des dispositions environnementales (Clive George, *Environment and Regional Trade Agreements: Emerging Trends and Policy Drivers*, coll OECD Trade and Environment Working Papers, n°2014/02, Paris, OECD, 2014 à la p 5, en ligne : <[www.oecd-ilibrary.org/](http://www.oecd-ilibrary.org/)>). Iza Lejárraga note toutefois qu'en comparaison avec les autres domaines, l'environnement demeure incorporé dans les ACR dans un degré moindre. Moins de un ACR sur cinq consacrerait ainsi un chapitre spécifique à l'environnement (Lejárraga, *supra* à la p 5 et 15).

<sup>28</sup> Alberto Alemanno, *The Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) and Parliamentary Dimension of Regulatory Cooperation*, Brussels, European Parliament, 2014 à la p 8, en ligne : <<http://www.europarl.europa.eu/>>.

non tarifaires dressées derrière les frontières<sup>29</sup>. À cette fin, ces accords du « 21<sup>e</sup> siècle » visent à établir des mécanismes horizontaux et vivants destinés à perdurer dans le temps et à être régulièrement mis à jour de façon à s'adapter aux nouveaux enjeux et autres évolutions réglementaires de leurs Parties<sup>30</sup>. Ce type d'initiatives commerciales se déploie des Amériques à l'Asie, tel que le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement<sup>31</sup> (PTCI) liant l'Union européenne aux États-Unis ; l'Accord économique et commercial global<sup>32</sup> (AECG), conclu entre l'Union européenne et le Canada ; ou encore l'Accord de partenariat transpacifique<sup>33</sup>, signé par les États-Unis, le Japon, le Mexique, le Canada, le Vietnam, la Malaisie, le Chili, Brunei, le Pérou, Singapour, la Nouvelle-Zélande, et l'Australie.

Parce que la libéralisation des échanges commerciaux et la globalisation économique qui s'ensuit possèdent une responsabilité considérable dans la dégradation environnementale<sup>34</sup>, ces

---

<sup>29</sup> Frey, *supra* note 21 aux pp 267- 268; Der-Chin Horng, « Reshaping the EU's FTA Policy in a Globalizing Economy: The Case of the EU-Korea FTA » (2012) 46:2 J World Trade 301 aux pp 309- 310; Peter Draper, Simon Lacey et Yash Ramkolowan, *Mega-Regional Trade Agreements: Implications for the African, Caribbean and Pacific Countries*, Brussels, European Centre for International Political Economy, 2014 aux pp 16- 17, en ligne : <<https://www.ecipe.org/>>; Stanko S Krstic, « Regulatory Cooperation to Remove Non-tariff Barriers to Trade in Products: Key Challenges and Opportunities for the Canada-EU Comprehensive Trade Agreement » (2012) 39:1 LIEI 3 à la p 3.

<sup>30</sup> Lejárraga, *supra* note 27 à la p 19; Reeve T Bull et al, « New Approaches to International Regulatory Cooperation: The Challenge of TTIP, TPP and Mega-Regional Trade Agreements » (2015) 78:1 Law & Contemp Probs 1 à la p 5; Alberto Alemanno, « The Regulatory Cooperation Chapter of the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Institutional Structures and Democratic Consequences » (2015) 18:3 J Int'l Econ L 625 à la p 631.

<sup>31</sup> European Commission, *Report of the 14th Round of Negotiations for the Transatlantic Trade and Investment Partnership*, Brussels, 2016, en ligne : <[ec.europa.eu](http://ec.europa.eu)>.

<sup>32</sup> *Consolidated CETA Text*, en ligne : <[www.international.gc.ca](http://www.international.gc.ca)> (consulté le 15 septembre 2016).

<sup>33</sup> « Trans-Pacific Partnership Full Text », en ligne : Office of the United States Trade Representative <<https://ustr.gov/>> (consulté le 15 septembre 2016).

<sup>34</sup> Arbour, *supra* note 9 à la p 8; United Nations, *supra* note 3 à la p xviii.

développements relatant l'approfondissement de l'intégration économique semblent plutôt enténébrer la possibilité d'une amélioration de l'état de l'environnement.

Un rai de lumière à la croisée de l'évolution des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale est malgré tout décelable. Comme nous l'avons souligné, la dernière génération d'ACR entend s'attaquer aux mesures non tarifaires. Celles-ci sont souvent constituées derrière la frontière par les réglementations adoptées par les États en vue de protéger des intérêts à priori non commerciaux, tels que la santé publique ou l'environnement, qui entraînent néanmoins une réduction de l'accès au marché national pour les entreprises des autres États<sup>35</sup>. À la suite de la baisse drastique des tarifs douaniers, ces mesures constituent de plus en plus l'obstacle prédominant au libre-échange<sup>36</sup>. Or, contrairement aux droits de douane et aux quotas, les mesures non tarifaires, parce qu'elles recouvrent des enjeux de légitimité et cherchent à atteindre des objectifs de politiques publiques, ne peuvent pas être simplement réduites ou éliminées<sup>37</sup>. Ainsi, une libéralisation concrète et effective semblerait *a priori* nécessiter que les États s'entendent sur les enjeux à l'origine de leurs réglementations et adoptent des solutions semblables pour les résoudre.

Dans ce contexte, est-il possible que la rationalité économique visant à promouvoir le libre-échange par l'élimination des obstacles créés par les réglementations favorise incidemment l'émergence d'une meilleure gouvernance environnementale au niveau

---

<sup>35</sup> Krstic, *supra* note 29 à la p 3.

<sup>36</sup> Daniel C Esty, « Bridging the Trade-Environment Divide » (2001) 15:3 The Journal of Economic Perspectives 113 à la p 114; Boris Rigod, « TBT-Plus Rules in Preferential Trade Agreements » (2013) 40:3 LIEI 247 à la p 247; *Max Encyclopedia of Public International Law*, « Non-Tariff Barriers to Trade » par Jörg Philipp Terhechte au para 3, en ligne : <[www.opil.oupilaw.com](http://www.opil.oupilaw.com)>.

<sup>37</sup> Lejárraga, *supra* note 27 à la p 24.

international ? L'approfondissement de l'intégration économique aux obstacles non tarifaires pourrait-il participer à l'élaboration d'une meilleure coordination des réponses étatiques face aux enjeux environnementaux ? La libéralisation commerciale est-elle arrivée à un stade tel qu'il lui est nécessaire d'intégrer les enjeux environnementaux pour continuer à progresser ?

Notre hypothèse est qu'il existerait un potentiel synergique entre l'intégration économique et la protection environnementale dans le sens où, à partir du moment où l'on cherche à éliminer certaines barrières au libre-échange, il est nécessaire de s'entendre sur les enjeux à l'origine de ces barrières, tels que l'environnement. À défaut, celui-ci continuerait d'être pris en compte de manière différente par les États, et la formation d'obstacles réglementaires se poursuivra. Affleurant à l'observation du paysage d'intégration contemporain, cette idée se fonde sur l'entrelacement fonctionnel croissant entre le libre-échange et la protection environnementale. Elle permet d'explorer la possibilité que la protection environnementale puisse être attelée à l'approfondissement de l'intégration économique, qui semble sur une lancée particulièrement dynamique. La synergie est donc entendue ici comme l'aboutissement d'une intégration permettant à la fois la réduction des barrières au commerce et l'amélioration du niveau de protection environnementale. Au vu de nos premiers développements, cette hypothèse relativement « positive » s'inscrit toutefois dans un contexte extrêmement fragmenté. Il convient de prendre en compte ce contexte pour poser les grandes armatures de la réflexion menée dans le cadre de ce mémoire.



Tout d'abord, et de manière générale, la relation entre l'environnement et le libre-échange demeure particulièrement controversée<sup>38</sup>. En plus d'être intrinsèquement complexe et multifacette<sup>39</sup>, elle est également ancrée dans un débat idéologique. Les experts environnementaux et la communauté commerciale empruntent souvent des perspectives diamétralement opposées<sup>40</sup>. D'un côté, les environnementalistes adoptent généralement une vision plus absolue et morale<sup>41</sup>, et perçoivent le libre-échange comme un synonyme de croissance destructrice de l'environnement<sup>42</sup>. De l'autre, la vision commerciale est communément axée sur les résultats et l'efficacité<sup>43</sup>, et assimile souvent les réglementations environnementales à des barrières au commerce<sup>44</sup> et une source déguisée de protectionnisme<sup>45</sup>.

---

<sup>38</sup> Edith Brown Weiss, « Environment and Trade as Partners in Sustainable Development: A Commentary » (1992) 86:4 AJIL 728 à la p 730; Daniel Bodansky et Jessica C Lawrence, « Trade And Environment » dans Daniel Bethlehem et al, dir, *The Oxford Handbook of International Trade Law*, New York, Oxford University Press, 2009, 505 à la p 506.

<sup>39</sup> Matthew A Cole, « Examining the Environmental Case Against Free Trade » (1999) 33:5 J World Trade 183 à la p 193; Michael Trebilcock, Robert Howse et Antonia Eliason, *The Regulation of International Trade*, 4<sup>e</sup> éd, Abingdon, Routledge, 2013 à la p 656.

<sup>40</sup> Cette opposition, cette double culture a notamment été mise en exergue par Daniel C. Esty. Voir: Daniel C Esty, *Greening the GATT: Trade, Environment and the Future*, Washington DC, Institute for International Economics, 1994.

<sup>41</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 506. Les auteurs résument en ces termes la divergence entre les experts environnementaux et les experts commerciaux: « *The trade community generally takes a more anthropocentric, outcome-oriented approach, emphasizing efficiency. Environmentalists take a more absolutist, moralistic approach, encompassing non-human values. Trade lawyers tend to see regulations as barriers to trade; environmentalists as a means of preventing destructive type of behaviours* ».

<sup>42</sup> Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656.

<sup>43</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 506.

<sup>44</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 20; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 506.

<sup>45</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 24; Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656. Comme le souligne Daniel C. Esty, ces quelques observations générales ne reflètent pas la gamme des points de vue existants, des plus extrêmes aux plus conciliants (Esty, *supra* note 40 aux pp 28-29).

Plusieurs auteurs ont mis en évidence la façon dont cet enjeu de « double culture » participe à exacerber la tension naturelle existant à l'intersection de la protection environnementale et de la libéralisation commerciale<sup>46</sup>. Un rapprochement relatif des perspectives s'est produit dans la période plus récente<sup>47</sup>, reflétée par un changement de paradigme d'une compartimentation et d'un antagonisme des enjeux environnementaux et commerciaux vers une large reconnaissance de la nécessaire intégration et soutien mutuel de l'économie et de l'écologie<sup>48</sup>. Bien que notre réflexion s'inscrive assurément dans une telle perspective intégrative des dynamiques environnementales et commerciales, nous n'en adoptons pas pour autant une vision idéaliste, et sommes conscients des possibles restrictions inhérentes à cette approche. En ce sens, cette recherche se concentre autant sur le potentiel synergique de l'intégration économique et de protection environnementale que sur ses limites.

Ensuite, notre problématique, émergeant dans le contexte des accords commerciaux régionaux, s'inscrit dans le débat des bienfaits et des inconvénients du régionalisme par rapport au multilatéralisme. Principalement, celui-ci s'articule autour de la question de savoir si les

---

<sup>46</sup> Esty, *supra* note 40 aux pp 20- 24; John H Jackson, « World Trade Rules and Environmental Policies: Congruence or Conflict? » (1992) 49:4 Wash & Lee L Rev 1227 à la p 1228; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 506; Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656.

<sup>47</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 507.

<sup>48</sup> Shawkat Alam, *Sustainable development and free trade: institutional approaches*, coll Routledge studies in development economics, n°63, Abingdon (R-U), Routledge, 2008 à la p 1; Oren Perez, « Multiple Regimes, Issue Linkage and International Cooperation: Exploring the Role of the WTO » (2005) 26:3 U Pa J Int'l Econ L 735 à la p 735; Norichika Kanie et Peter M Haas, « Introduction » dans Norichika Kanie et Peter M Haas, dir, *Emerging Forces in Environmental Governance*, Tokyo, United Nations University Press, 2004, 1 à la p 1. Robyn Eckersley situe ce changement de discours par rapport aux dynamiques commerciales et environnementales envers un discours de synergie et de soutien mutuel à la publication du rapport Brundtland en 1987 (Robyn Eckersley, « Understanding the Interplay between the Climate and Trade Regimes » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 11 à la p 16).

accords commerciaux régionaux constituent des « blocs de constructions » (« *building blocks* »)<sup>49</sup> ou au contraire des « pierres d'achoppement » (« *stumbling blocks* »)<sup>50</sup> pour le régime commercial multilatéral. Déjà fortement présent en droit international commercial depuis les années 1990, ce débat prend manifestement un nouvel essor dans le contexte de l'émergence d'une dernière génération d'ACR, qui gagne encore en profondeur et en portée. Ce développement fait l'objet d'une littérature particulièrement prolifique concernant ses intérêts et ses désavantages sur une multitude de sujets<sup>51</sup>. L'environnement n'échappe pas à cette

---

<sup>49</sup> Dans ce cas de figure, la réduction du nombre des parties engagées dans la conclusion d'un accord peut permettre le rapprochement des intérêts et la facilitation des négociations par rapport aux enjeux controversés dans le contexte multilatéral (Lejárraga, *supra* note 27 à la p 9). Les ACR servent alors de laboratoires, d'antichambre du régime commercial multilatéral (Bartels, *supra* note 23 au para 53; Bernard M Hoekman et Michel M Kosteki, *The Political Economy of the World Trading System: the WTO and beyond*, 2<sup>e</sup> éd, Oxford, Oxford University Press, 2001 à la p 366), permettant l'expérimentation et la recherche de solutions. L'avancement des négociations au niveau régional génère progressivement le potentiel d'une réforme au niveau multilatéral (Bernard Hoekman, *Supply Chains, Mega-Regionals and Multilateralism: A Road Map for the WTO*, Research Paper, RSCAS 2014/27, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2014 à la p 32).

<sup>50</sup> La prolifération des accords commerciaux régionaux peut également être analysée comme participant au blocage des négociations commerciales multilatérales. Par exemple, les ACR entraînent une dispersion des ressources humaines et financières entre de multiples arènes de négociation (George, *supra* note 25 à la p 6) et le détournement de l'attention des États et du public des négociations multilatérales (Trakman, *supra* note 23 à la p 367).

<sup>51</sup> L'impact potentiel des ACR est ainsi étudié par rapport à une vaste gamme d'enjeux, des plus généraux au plus spécifiques: du régime commercial multilatéral (Lejárraga, *supra* note 27; Andrew L Stoler, *Will the WTO have Functional Value in the Mega-Regional World of FTAs?*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2013; Frank Altemöller, « A Future for Multilateralism?: New Regionalism, Counter-Multilateralism and Perspectives for the World Trade System after the Bali Ministerial Conference » [2015] 10:1 Global Trade and Customs Journal 42), l'investissement (Reinhard Quick, « Why TTIP Should Have an Investment Chapter Including ISDS » [2015] 49:2 J World Trade 199; Peter H Chase, « TTIP, investor-state dispute settlement and the rule of law » [2015] 14:2 European View 217), la coopération réglementaire (Alasdair R Young, « Liberalizing trade, not exporting rules: the limits of regulatory co-ordination in the EU's "new generation" preferential trade agreements » [2015] 22:9 Journal of European Public Policy 1253; Alemanno, *supra* note 30;

attention soutenue et nuancée de la recherche universitaire. Certains auteurs mettent en lumière les atouts importants que cette nouvelle génération d'ACR est susceptible de présenter pour l'enjeu environnemental. Adoptant de plus en plus une approche flexible et ouverte par rapport à la coopération environnementale<sup>52</sup>, ces accords semblent en effet reconnaître que le commerce international « ne peut être vu de façon isolée par rapport aux nombreux défis réglementaires auxquels les gouvernements sont confrontés »<sup>53</sup>. En ce sens, ces accords peuvent constituer une plateforme de coopération réglementaire potentiellement capable de lier les enjeux économiques et sociaux par-delà les frontières nationales<sup>54</sup>, et davantage que dans le cadre commercial multilatéral. Cependant, de nombreux auteurs soulignent également la conditionnalité de cette évolution positive à une série de facteurs. À titre d'exemple, Morten Bøås estime que les ACR

---

Jonathan B Wiener et Alberto Alemanno, « The Future of International Regulatory Cooperation: TTIP as a Learning Process toward a Global Policy Laboratory » [2015] 78:4 Law & Contemp Probs 103; C Boyden Gray, « Upgrading Existing Regulatory Mechanisms for Transatlantic Regulatory Cooperation » [2015] 78:4 Law & Contemp Probs 31), à la politique industrielle (Dan Ciuriak et Harsha Vardhana Singh, *Mega-regionals and the Regulation of Trade: Implications for Industrial Policy*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015), ou encore à la santé (Holly Jarman, « Public health and the Transatlantic trade and investment partnership » [2014] 24:2 European Journal of Public Health 181; Meri Koivusalo, Ronald Labonte et Scott Sinclair, *The Proposed EU-Canada Trade Agreement Raises Health Concerns in Both Canada and European Union*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2011).

<sup>52</sup> Joy A Kim, « Harnessing Regional Trade Agreements for the Post-2012 Climate Change Regime » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 57 à la p 62, en ligne : <<http://www.unep.org/>>.

<sup>53</sup> Notre traduction du passage suivant: « *Now a new generation of FTAs recognises that international trade in goods and services cannot be viewed in isolation from many of the regulatory challenges that governments are facing* », extrait de Tracey Epps, « Regulatory cooperation and Free Trade Agreements » dans Susy Frankel et Meredith Kolsky Lewis, dir, *Trade Agreements at the Crossroads*, London, Routledge, 2014, 141 à la p 142.

<sup>54</sup> *Ibid*; Max Planck Encyclopedia of Public International Law, « Economic integration, Comparative Analysis » par Armand de Mestral au para 21, en ligne : <[opil.ouplaw.com](http://opil.ouplaw.com)>; Alberta Fabbriotti, *supra* note 21 au para 73; George, *supra* note 25 à la p 6.

peuvent participer à l'établissement d'une gouvernance régionale, à condition de résoudre la problématique de la légitimité et de l'effectivité<sup>55</sup>. Christopher Frey entend quant à lui démontrer le potentiel des accords mégarégionaux pour servir de véhicule d'une ambitieuse politique climatique, à condition que ceux-ci incorporent les engagements résultants de la COP 21<sup>56</sup>. Enfin, certains auteurs se montrent plus catégoriquement fermés à toute éventualité que les accords d'intégration économique régionaux puissent soutenir la prise en compte des enjeux environnementaux. Natassia et Dan Ciuriak considèrent ainsi que la poursuite de la libéralisation commerciale dans le contexte des accords mégarégionaux n'est pas un développement positif pour le changement climatique<sup>57</sup>. Quant à Samuel Barkin, il estime que les détails des accords commerciaux ne présentent que peu d'importance par rapport aux tendances de la coopération environnementale multilatérale ou les dynamiques du commerce international<sup>58</sup>. Outre la divergence de ces opinions universitaires, il convient de souligner que la négociation et la conclusion de ces accords sont également très controversées auprès des acteurs de la société civile. Ces accords ont notamment suscité de nombreux rapports de diverses organisations non gouvernementales (ONG) qui consignent les impacts néfastes susceptibles de résulter de la mise en œuvre des ACR, aussi bien sur l'environnement même, que sur les réglementations

---

<sup>55</sup> Morten Bøås, « The Trade-Environment Nexus and the Potential of Regional Trade Institutions » (2000) 5:3 *New Political Economy* 415 à la p 430.

<sup>56</sup> Frey, *supra* note 21.

<sup>57</sup> Natassia Ciuriak et Dan Ciuriak, *Climate Change and the Trading System: Implications of the Trans-Pacific Partnership*, Ciuriak Consultin Inc, 2016 à la p 3.

<sup>58</sup> J Samuel Barkin, « Trade and Environment » dans Lisa L Martin, dir, *The Oxford Handbook of the Political Economy of International Trade*, New York, Oxford University Press, 2015, 439 à la p 453.

environnementales<sup>59</sup>. De manière générale, la protection de l'environnement constitue ainsi l'un des enjeux majeurs autour desquels gravitent les craintes de la société civile quant à ces accords<sup>60</sup>. Par ailleurs, l'environnement représente aussi une source de discordes entre les parties négociatrices mêmes de ces accords<sup>61</sup>. Au vu de tels développements, il semble indéniablement pertinent d'évaluer le rôle concret des ACR pour faire progresser l'intégration socio-économique interétatique<sup>62</sup> et apporter des réponses au chevauchement des enjeux commerciaux et environnementaux<sup>63</sup>. Si cette orientation de recherche a effectivement influencé la formulation de notre problématique, il nous apparaît important d'étudier plus largement et plus

---

<sup>59</sup> Voir par exemple : « TAFTA/TTIP - Coopération réglementaire: coopérer pour moins réglementer » (2015), en ligne : Corporate Observatory Europe <<http://corporateeurope.org/>>; Natacha Cingotti et al, *No fracking way: how the EU-US trade agreement risks expanding fracking*, Brussels, Corporate Observatory Europe, 2014; Jacqueline Wilson, *Baith-and-Switch: The Trans-Pacific Pacific's Promised Environmental Protections do not Deliver*, coll What's the Big Deal? Understanding the Trans-Pacific Partnership, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2016; *The Transatlantic Free Trade Agreement: What's at Stake for Communities and the Environment*, Sierra Club, 2013, en ligne : <<http://action.sierraclub.org/>>; « TTIP: Leaked EU trade proposal would prevent Paris climate promise to end fossil fuel era » (2016), en ligne : Transnational Institute <<https://www.tni.org/>>.

<sup>60</sup> Sebastian Dullien, Adriana Garcia et Josef Janning, *A Fresh Start for TTIP*, coll Policy Brief, n°124, London, European Council on Foreign Relations, 2015 à la p 1; Vicki Birchfield, « La négociation du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP): comparaison entre les motivations, les oppositions et l'opinion publique des États-Unis et de l'Union européenne » (2015) 26:2 Politique Américaine 129 à la p 131. À noter que les services publics, ou encore la protection des données, font également partie de ces sujets qui suscitent l'opposition de la société civile.

<sup>61</sup> Voir par exemple : Matthew Rimmer, « The Trans-Pacific Partnership, the environment and climate change » (2012), en ligne : East Asia Forum <<http://www.eastasiaforum.org/>>.

<sup>62</sup> Luke Nottage, « Asia-Pacific regional architecture and consumer product safety beyond Free Trade Agreements » dans Susy Frankel et Meredith Kolsky Lewis, dir, *Trade Agreements at the Crossroads*, London, Routledge, 2014, 114 à la p 114: « *We now need a fundamental reassessment of the roles and potential of FTAs, compared to other arrangements, in advancing sustainable socio-economic integration among states* ».

<sup>63</sup> Sikina Jinnah, « Trade-environment politics: the emerging role of regional trade agreements » dans Peter Dauvergne, dir, *Handbook of Global Environmental Politics*, 2<sup>e</sup> éd, Chetenham, Edward Elgar, 2012, 386.

généralement la question de l'interaction entre les dynamiques environnementale et commerciale, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, cette approche permet de prendre du recul concernant le caractère controversé des accords commerciaux régionaux de nouvelle génération, qui tend à susciter une réponse en forme de oui ou de non. Par ailleurs, les potentiels avantages et inconvénients des accords commerciaux régionaux par rapport à l'environnement tendent à dépendre grandement des circonstances spécifiques à chaque accord, en fonction des parties négociatrices, des dispositions adoptées ainsi que de leur mise en œuvre<sup>64</sup>. Au contraire, l'approche adoptée ici permet la généralisation des résultats à l'ensemble des accords commerciaux régionaux ainsi qu'à d'autres segments d'intégration économique<sup>65</sup>. En ce sens, le principal apport de la recherche développée dans le cadre de ce mémoire est de construire un cadre d'analyse des dynamiques environnementales et commerciales telles qu'elles émergent aujourd'hui, permettant d'examiner la façon dont l'approfondissement de l'intégration économique est susceptible d'interagir avec la protection environnementale.

Sur le plan méthodologique, il convient de souligner que d'innombrables paramètres politiques, économiques, sociaux, juridiques s'entrecroisent pour déterminer la relation que la protection environnementale entretient avec l'intégration économique, que ce soit dans le cadre des accords commerciaux régionaux<sup>66</sup>, ou de manière plus générale<sup>67</sup>. Conséquemment, la production scientifique sur le sujet de l'intersection entre environnement et commerce est

---

<sup>64</sup> Trakman, *supra* note 23 à la p 388; Gantz, *supra* note 26 à la p 246.

<sup>65</sup> On peut penser ici par exemple aux organismes de standardisation internationaux ou aux accords de reconnaissance mutuelle.

<sup>66</sup> Gantz, *supra* note 26 à la p 246.

<sup>67</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 205. : « [T]he current treatment of trade-environment issues is inseparably entwined with the economic, social and political construction of the current dominant world system and consequently has resulted in major conflicts of interests between many states and other actors ».

extrêmement vaste et englobe les disciplines les plus diverses, du droit à l'économie, en passant par les sciences politiques, la sociologie ou encore les sciences environnementales, etc<sup>68</sup>. Toutes ces disciplines apportent des perspectives différentes et variées qui contribuent à renseigner les liens existants entre la protection environnementale et l'intégration économique. Par exemple, l'approche sociologique du droit international est particulièrement pertinente par rapport à notre problématique, car elle permet de comprendre la façon dont les différentes composantes de la société internationale interagissent en faveur ou en défaveur de l'intégration du droit international<sup>69</sup>. Similairement, l'économie politique internationale, rattachée aux sciences politiques, offre une perspective intéressante en ce qu'elle se concentre sur « l'interaction entre les aspects économiques et politiques de la globalisation »<sup>70</sup>. Pour sa part, l'étude des relations internationales, concernée par le rôle de l'État, la façon dont il conduit ses relations avec ses pairs et avec quel résultat<sup>71</sup>, procure un cadre d'examen des rapports de pouvoirs interétatiques dans lesquels s'inscrivent les dynamiques environnementale et commerciale. Le domaine théorique lié à la gouvernance globale permet quant à lui d'ouvrir le champ d'analyse vers une pluralité d'acteurs, comme les entreprises multinationales, les ONG, ou encore la société civile. Ainsi, bien que notre problématique émerge face aux évolutions du droit international

---

<sup>68</sup> Steve Charnovitz, « New WTO Paradigm for Trade and the Environment » (2007) 11 SYBIL 15 à la p 17; Voir aussi: Arbour et al, supra note 2 à la p 9, soulignant le « *caractère essentiellement pluridisciplinaire de l'analyse environnementale* ».

<sup>69</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Sociological Theories of International Law » par Anthony Carty au para 4, en ligne : <[www.opil.oupilaw.com](http://www.opil.oupilaw.com)>.

<sup>70</sup> Notre traduction du passage suivant: « [International political economy] *concentrates on the interplay between the economic and political aspects of globalisation* », dans Axel Hülsemeyer, *International Political Economy: A Reader*, Oxford, Oxford University Press, 2010 à la p 283.

<sup>71</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « International Relations, Principal Theories » par Anne-Marie Slaughter et Thomas Hale, en ligne : <[www.opil.oupilaw.com](http://www.opil.oupilaw.com)>.



économique, nous trouvons difficile d'évaluer l'interaction de l'intégration économique avec la protection environnementale au travers du seul prisme juridique. Et sans toutefois prétendre englober l'ensemble de tous les concepts et les théories développées dans une multitude de matières, nous ferons ici appel à plusieurs faisceaux disciplinaires pour mettre en lumière le plus précisément possible le triangle relationnel entre réglementations, intégration économique et protection environnementale<sup>72</sup> tel qu'il émerge dans le présent contexte.

Nous utilisons ainsi une multitude de sources littéraires pour construire notre raisonnement, chaque partie fonctionnant comme la prémisse du développement argumentaire de la partie suivante, afin de former un ensemble se voulant le plus cohérent possible.

Afin de prendre toute la mesure du triangle relationnel entre réglementations, environnement et intégration économique, nous commencerons par dresser le portrait du résultat de l'interaction entre la protection environnementale et la libéralisation économique, reconnaissant la nature frictionnelle de ces deux dynamiques (Partie 1). En nous appuyant sur cet état des lieux, nous poursuivrons en examinant la façon et la mesure dans lesquelles les dynamiques de protection environnementale et de libéralisation économique sont susceptibles d'être réalignées dans le présent contexte, prenant le pouls de leur potentiel synergique (Partie 2).

---

<sup>72</sup> Alan M Rugman, John Kirton et Julie Soloway, « NAFTA, Environmental Regulations, and Canadian Competitiveness » (1991) 31:4 J World Trade 129 à la p 142. Les auteurs soulignaient ici l'importance d'une approche interdisciplinaire pour analyser l'interconnexion entre le droit international économique et la protection environnementale.

## **Partie 1. Environnement et libre-échange : deux dynamiques frictionnelles**

À partir du moment où l'on cherche à savoir dans quelle mesure l'approfondissement de l'intégration économique est susceptible d'interférer positivement avec la protection environnementale, il semble nécessaire de dresser un état des lieux des interactions entre l'environnement et le libre-échange. En l'état, ces deux dynamiques apparaissent sinon antagonistes, du moins frictionnelles, et ce aussi bien d'un point de vue physique (I) que juridique (II).

### **Chapitre 1. D'un point de vue physique : le bilan irrésolu des impacts mécaniques du libre-échange sur l'environnement**

L'adoption d'un point de vue « mécanique » est ici figurative<sup>73</sup> : dans le même sens que la frappe du joueur de tennis a pour effet d'envoyer la balle de l'autre côté du terrain, quels sont les effets du libre-échange sur l'état de l'environnement ?

Cette question est inextricablement liée au débat sur le commerce et l'environnement<sup>74</sup> ; il est donc essentiel de l'aborder dès lors que l'on s'interroge sur le potentiel synergique de la libéralisation commerciale et de la protection environnementale. Cette problématique est unanimement, extrêmement complexe<sup>75</sup>, et la réponse dépend grandement de l'angle de vue selon lequel on se positionne<sup>76</sup>. Dans ce contexte, cette partie aura pour objectif de réaliser une

---

<sup>73</sup> Marie Gatard, dir, *Dictionnaire du Français*, Paris, Hachette, 1987, *sub verbo* « mécanique [mekanik] adj. et n ». Par exemple, la mécanique peut être définie comme « *un ensemble complexe d'éléments qui concourent à une action, à un résultat* ».

<sup>74</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 508.

<sup>75</sup> J Samuel Barkin, *supra* note 58 à la p 440.

<sup>76</sup> *Ibid*; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 aux pp 508- 509.

synthèse aussi neutre et nuancée que possible des effets positifs (A) et négatifs (B) que le libre-échange est susceptible d'avoir sur l'environnement<sup>77</sup>.

## **I. Les impacts positifs**

Il est possible de mettre en exergue trois principales séries de corrélations positives entre le libre-échange et l'environnement.

Une première série de corrélation positive entre environnement et libre-échange se décline selon le raisonnement suivant : en ce que le libre-échange permet l'augmentation de la concurrence, il peut conduire à une utilisation plus efficiente des ressources<sup>78</sup>. Au contraire, le protectionnisme tend à favoriser des choix irrationnels par rapport à l'utilisation des ressources naturelles<sup>79</sup>. Les exemples de subventions particulièrement néfastes pour l'environnement ne manquent pas pour illustrer ce propos<sup>80</sup>. Dans le domaine de l'agriculture, les subventions peuvent conduire à la surutilisation des pesticides et autres produits chimiques<sup>81</sup>, ainsi qu'à la sous-estimation du prix de certaines denrées, et conséquemment leur surconsommation, comme

---

<sup>77</sup> Il convient de noter que seule sera développée dans cette partie l'influence du libre-échange sur l'environnement et non celle que l'environnement peut avoir sur le libre-échange. Cela ne signifie pas que les conditions environnementales n'exercent pas d'influence sur le libre-échange. Par exemple, le changement climatique et ses conséquences environnementales sont susceptibles d'affecter directement et indirectement la production agricole et le commerce (Moustapha Kamal Gueye, Jonathan Hepburn, Manesh Sugathan et Marie Chamay, « Climate Adaptation and Trade: Key Challenges and Options for Agriculture in Small Developing Countries » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 43 à la p 43, en ligne : <<https://www.unep.org/>>).

<sup>78</sup> Robyn Briese, « Precaution and Cooperation in the World Trade Organization: An Environmental Perspective » (2002) 22 *Australian Year Book of International Law* 113 à la p 114; Cole, *supra* note 39 à la p 185; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 509.

<sup>79</sup> Brown Weiss, *supra* note 38 à la p 792.

<sup>80</sup> Il convient de noter que dépendamment des circonstances, les subventions peuvent avoir un effet bénéfique ou négatif sur l'environnement. Toutefois, dans le contexte évoqué ci-dessus, nous n'évoquerons que les situations dans lesquelles les subventions ont un effet dommageable pour l'environnement.

<sup>81</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 54.

la viande<sup>82</sup>. Similairement, les subventions pour la pêche contribuent très gravement à la surexploitation des ressources halieutiques<sup>83</sup>. Un autre exemple réside dans le domaine des énergies fossiles, souvent subventionné par les États<sup>84</sup>. Le professeur Thomas Schoenbaum souligne que la libéralisation du commerce peut servir la cause environnementale, lorsqu'elle favorise la suppression de ces subventions particulièrement dommageables pour l'environnement<sup>85</sup>. Un contre-argument repose dans l'idée qu'il est plus avisé de soutenir la production locale afin d'éviter les longs transports, source de pollution. Une telle analyse n'est toutefois pas systématique : produire certaines ressources localement peut nécessiter beaucoup plus de ressources que dans un pays où les conditions sont naturellement plus favorables, en comptant les ressources nécessaires au transport<sup>86</sup>. À titre d'exemple, Saunders *et al.* ont pu démontrer que produire de la viande d'agneau au Royaume-Uni nécessite quatre fois plus d'énergie que de la produire en Nouvelle-Zélande et de la transporter au Royaume-Uni<sup>87</sup>.

Deuxièmement, le libre-échange est généralement considéré comme l'un des principaux moteurs de croissance économique et de création de richesses<sup>88</sup>, un lien qui peut s'avérer positif

---

<sup>82</sup> Division du commerce et de l'environnement, *Le commerce et l'environnement à l'OMC*, Organisation mondiale du commerce à la p 25; Eckersley, *supra* note 48 à la p 15.

<sup>83</sup> Charnovitz, *supra* note 68 à la p 30.

<sup>84</sup> Division du commerce et de l'environnement, *supra* note 82 à la p 26; Eckersley, *supra* note 48 à la p 13; Carol McAusland, « Globalisation's Direct and Indirect Effects on the Environment » dans *Globalisation, Transport and the Environment*, Paris, OECD, 2010, 31 à la p 37, en ligne : <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>. L'auteure explique que de nombreux États subventionnent, au moins implicitement, la consommation d'énergies fossiles, par exemple via l'établissement de taxes à l'exportation sur l'énergie ou des subventions à la consommation.

<sup>85</sup> Thomas Schoenbaum, « Free International Trade and Protection of the Environment: Irreconcilable Conflict? » (1992) 86:4 AJIL 700 à la p 702.

<sup>86</sup> Barkin, *supra* note 58 à la p 442.

<sup>87</sup> Caroline Saunders, Andrew Barber et Greg Taylor, *Food Miles: Comparative Energy/Emissions Performance of New Zealand's Agriculture Industry*, coll Research Report, n°285, Lincoln (NZ), Lincoln University, 2006.

<sup>88</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 1.

pour l'état de l'environnement<sup>89</sup>. Il y a un effet mécanique de la pauvreté sur la dégradation de l'environnement, qui engendre par exemple l'exploitation abusive des ressources naturelles<sup>90</sup>. Comme le souligne le rapport Brundtland, « un monde où la pauvreté et l'injustice sont endémiques sera toujours sujet aux crises écologiques »<sup>91</sup>. En ce sens, Robert Repetto estime que l'une des mesures les plus efficaces pour la protection de l'environnement serait la coopération économique internationale pour augmenter les niveaux de vie, notamment dans les pays en développement<sup>92</sup>. Cette corrélation positive est parfois illustrée par la courbe environnementale de Kuznets<sup>93</sup>, soit la relation en forme de U inversé entre niveaux de développement économique et dégradation environnementale. Selon cette théorie, et comme le résume Edith Brown Weiss, les pays auraient tendance à accroître leurs niveaux de pollution et de dégradation environnementale au commencement de leur développement économique. Puis, à un certain moment, ils atteignent un niveau de richesse suffisant pour générer à la fois une demande de protection environnementale et les ressources nécessaires pour le faire<sup>94</sup>. Dans ce cas de figure, le libre-échange serait au départ négatif pour l'environnement, avant d'être corrélé avec une augmentation de la protection environnementale<sup>95</sup>. Dans le même ordre d'idée, David Vogel trouve que les standards environnementaux tendraient à être renforcés durant les

---

<sup>89</sup> Eckersley, *supra* note 48 à la p 12; Brown Weiss, *supra* note 38 à la p 729; Cole, *supra* note 39 à la p 193; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 509.

<sup>90</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 3. L'auteur donne ici l'exemple des agriculteurs contraints de surexploiter leurs terres, conduisant à l'aggravation de la désertification.

<sup>91</sup> Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *Notre avenir à tous*, coll Les publications du Québec, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988 à la p 52.

<sup>92</sup> Robert Repetto, « Avoiding trade and environment conflicts » (2000) 5:4 *Environment and Development Economics* 483 à la p 519.

<sup>93</sup> S Kuznets, « Economic growth and Income Inequality » (1955) 45:1 *American Economic Review*.

<sup>94</sup> Edith Brown Weiss résume en ces quelques mots la théorie de Kuznets : « *Countries that just are beginning the process of economic development cause serious environmental degradation up to the point at which they acquire sufficient wealth to generate both a demand to protect the environment and the resources with which to do it* » (Brown Weiss, *supra* note 38 à la p 730).

<sup>95</sup> *Ibid*; Esty, *supra* note 40 à la p 110.

périodes de prospérité économique, tandis qu'ils auraient tendance à être affaiblis en phase de ralentissement économique<sup>96</sup>.

Enfin, un troisième impact positif du libre-échange sur l'environnement repose dans le fait qu'il peut soutenir la diffusion et l'adoption de pratiques et méthodes de production plus écologiques. Sur le plan économique, la réduction des barrières commerciales est souvent évoquée comme un facteur permettant la diffusion de biens et services environnementaux ainsi que celle de technologies « vertes »<sup>97</sup>. D'autre part, il est possible que l'ouverture des frontières autorise l'émergence de pressions internationales pour une production plus écologique. Par exemple, les consommateurs peuvent utiliser leur pouvoir d'achat pour influencer le comportement des entreprises à l'étranger<sup>98</sup>. Dans le même ordre d'idée, la libéralisation peut conduire à l'adoption (plus ou moins spontanée) de certains standards environnementaux due à l'influence exercée par un partenaire économique avec un large marché d'importation. Ce type d'harmonisation, connu sous le nom de « California Effect », « *se produit lorsque les exportateurs trouvent qu'il est plus efficace de produire une seule version respectueuse de l'environnement de leurs produits plutôt que de créer de multiples gammes de produits pour profiter de normes plus faibles dans certains pays* »<sup>99</sup>.

Il convient de remarquer que ces corrélations positives entre le libre-échange et l'environnement sont largement basées sur la prémisse selon laquelle la protection

---

<sup>96</sup> David Vogel, « Environmental Regulation and Economic Integration » (2000) 3:2 J Int'l Econ L 265 à la p 267.

<sup>97</sup> Muthukumara Mani, « Incentive Mechanisms and Climate-Friendly Technologies » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 35 à la p 36, en ligne : <<https://www.unep.org/>>; Cole, *supra* note 39 à la p 186.

<sup>98</sup> Barkin, *supra* note 58 à la p 441.

<sup>99</sup> Notre traduction du passage suivant : « *This upward harmonization, known as the "california effect", occurs when exporters find it more efficient to manufacture one environmentally friendly version of their product than to create multiple product lines to take advantage of weaker standards in some countries* » extrait de Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 509.

environnementale peut être atteinte au travers des mécanismes du marché<sup>100</sup>. Or, cette prémisse suppose la réunion d'une série de circonstances<sup>101</sup>, en l'absence de laquelle le libre-échange est au contraire susceptible d'avoir une influence très néfaste sur l'environnement.

## II. Les impacts négatifs

Premièrement, si la corrélation positive entre libre-échange, augmentation des richesses et amélioration de l'état de l'environnement est parfois avérée, elle n'en est pas pour autant absolue<sup>102</sup> et de nombreux facteurs doivent être pris en compte. Une telle corrélation présupposerait notamment une répartition équitable des bénéfices du libre-échange entre les pays, ce qui n'est pas le cas actuellement<sup>103</sup>. Ainsi, certains États ont adhéré aux principes du libre-échange sans pour autant voir leur économie progresser de façon significative<sup>104</sup>. Par ailleurs, l'amélioration de la protection environnementale n'est pas intrinsèque à la croissance économique, notamment lorsque celle-ci repose sur l'exploitation des ressources naturelles. La courbe environnementale de Kuznets évoquée ci-dessus, avérée dans certains cas, connaît donc de sévères objections. D'une part, il semble que cette courbe puisse s'appliquer au niveau de pollution locale, mais beaucoup moins aux formes de pollution mondiale comme les gaz à effet de serre<sup>105</sup>. D'autre part, même lorsqu'elle est locale, la source de pollution n'est pas

---

<sup>100</sup> James K R Watson, *The WTO and the Environment: Development of competence beyond trade*, coll Routledge Research in International Economic Law, Abingdon (R-U), Routledge, 2013 à la p 98 : « *A premise of free trade advocates is that environmental protection can be achieved through the workings of the market* ».

<sup>101</sup> *Ibid* à la p 99.

<sup>102</sup> Stewart Hudson, *Trade, Environment and the Pursuit of Sustainable Development*, coll International Trade and the Environment, n°159, Washington DC, World Bank, 1992 à la p 57; Esty, *supra* note 36 à la p 118; Eckersley, *supra* note 48 à la p 15.

<sup>103</sup> Nitya Nanda, *Expanding frontiers of global trade rules: the political economy dynamics of the international trading system*, Abingdon, Routledge, 2008; Alam, *supra* note 48. Ces deux auteurs apportent de nombreux arguments et précisions sur les déséquilibres à la base du régime de libéralisation commerciale.

<sup>104</sup> Nanda, *supra* note 103 à la p 13. L'auteur donne ici l'exemple du Mexique et des pays subsahariens.

<sup>105</sup> Barkin, *supra* note 58 à la p 441.

nécessairement complètement éliminée, mais bien souvent relocalisée vers d'autres pays<sup>106</sup>. Par ailleurs, l'étude de Kuznets est fortement basée sur l'expérience d'une poignée d'États industrialisés qui n'est peut-être pas systématiquement applicable à d'autres pays<sup>107</sup>. En outre, le concept selon lequel il est possible de se développer économiquement maintenant avant de se préoccuper de l'environnement plus tard est notamment fortement contredit par l'état de dégradation avancé des conditions environnementales<sup>108</sup>.

Deuxièmement, la rhétorique selon laquelle la libéralisation commerciale permet d'éliminer certaines pratiques protectionnistes néfastes pour l'environnement connaît également quelques nuances et contre arguments. Ainsi, selon Stewart Hudson, cette corrélation est valable seulement quand les externalités environnementales sont entièrement internalisées<sup>109</sup>. Lorsqu'elles ne le sont pas, le libre-échange contribue au contraire « à exacerber une allocation des ressources déjà nocive pour l'environnement, car il amplifie l'activité économique »<sup>110</sup>.

Par suite, il existe une série d'effets d'échelle du libre-échange sur l'état de l'environnement. L'accroissement du commerce international repose sur l'augmentation de la production et de la consommation, qui a un impact mécanique sur la dégradation de l'environnement, de surcroît en l'absence de politiques environnementales appropriées<sup>111</sup>.

---

<sup>106</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 510. Cette relation est parfois dénommée sous l'expression de l'hypothèse du « paradis des pollueurs » (« *pollution haven hypothesis* »).

<sup>107</sup> James McCarthy, « Privatizing conditions of production: trade agreements as neoliberal environmental governance » (2004) 35:3 *Geoforum* 327 à la p 327.

<sup>108</sup> World Commission on Environment and Development, *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press, 1987 à la p 22.

<sup>109</sup> Hudson, *supra* note 102 à la p 58.

<sup>110</sup> Notre traduction du passage suivant : « *In such situations, free trade can exacerbate already environmentally harmful resource allocation, because it magnifies economic activity* », extrait de Briesse, *supra* note 78 à la p 114; Voir aussi: Alam, *supra* note 48 aux pp 3- 4.

<sup>111</sup> Esty, *supra* note 36 aux pp 114- 115; Esty, *supra* note 40 aux pp 42- 43.



Comme le résume Daniel Esty, « dans la mesure où les activités économiques sont responsables de la pollution, promeuvent la consommation de ressources non renouvelables comme le pétrole, ou l'utilisation de ressources renouvelables comme l'eau au-delà du taux de reconstitution naturelle, alors la promotion de plus de ces activités est dommageable »<sup>112</sup>. Ces effets d'échelle jouent sur l'ensemble des conditions environnementales, que ce soit au niveau de la pollution de l'eau et de l'air, de l'épuisement des ressources naturelles, de la production de déchets, de la déforestation, de l'émission de gaz à effet de serre, etc. Ainsi, le libre-échange participe à la diffusion et l'expansion de modèles de développement économique particulièrement néfastes pour l'environnement<sup>113</sup>, notamment parce que la rationalité environnementale n'y est pas ou peu intégrée<sup>114</sup>.

Ultimement, « notre système économique actuel, reposant sur l'idée d'une croissance perpétuelle, semble incompatible avec un système écologique qui est déterminé par des limites biophysiques »<sup>115</sup>.

---

<sup>112</sup> Notre traduction du passage suivant : « *Specifically, to the extent that economic activities cause pollution, promote consumption of non-renewable resources such as oil, and use renewable resources such as water above the rate of natural replenishment, then promoting more of such activities is harmful* », extrait de Esty, *supra* note 40 à la p 42.

<sup>113</sup> Lee Godden, « "Globalized localisms": Three phases of international environmental governance for biodiversity protection » dans Shawkat Alam, Nathalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice : The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 11 à la p 12.

<sup>114</sup> Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, « Achieving social and environmental justice through the many dimensions of globalisation: An elusive or achievable quest? » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice : The relevance of international law in an evolving world order*, Routledge, Oxon; New York, Routledge, 2011, 1 aux pp 3- 4.

<sup>115</sup> Notre traduction du passage suivant : « *The current economic system, built on the idea of perpetual growth, sits uneasily within an ecological system that is bound by biophysical limits* », extrait de United Nations, *supra* note 3 à la p 66.

Considérant la complexité des impacts physiques du libre-échange sur l'environnement, il serait possible de développer indéfiniment sur cette question, chaque extrait des raisonnements présentés ci-dessus semblant fonctionner en miroir avec un raisonnement équivalent. Ces dialectiques contradictoires s'affrontent en guise de notre « toile de fond »<sup>116</sup>. Les évoquer a pu permettre de donner un aperçu de l'interconnexion à la fois évidente et complexe du libre-échange et de l'état environnemental<sup>117</sup>. Manifestement, les dynamiques physiques du libre-échange et de l'environnement ne sont pas nécessairement antagonistes à tout égard, et peuvent même être parfois étroitement alignées. Malgré cela, il est clair que le libre-échange peut avoir des implications extrêmement néfastes sur le plan environnemental. L'enjeu est donc de savoir comment, et s'il est possible de réguler cette interface. La partie suivante tâchera donc d'aborder l'interconnexion des enjeux environnementaux et commerciaux d'un point de vue juridique.

## **Chapitre 2. D'un point de vue juridique : la difficile régulation de l'interface entre protection environnementale et libre-échange**

Cette partie vise à dresser le portrait des dynamiques de libre-échange et de protection environnementale d'un point de vue juridique. Dans un premier temps, il s'agira de retracer l'état actuel du domaine juridique dans sa capacité, et sa difficulté, à réguler le libre-échange et le mouvement de globalisation en résultant ainsi que leurs conséquences environnementales (A). Puis, dans un second temps, il sera question d'examiner comment la protection environnementale et la libéralisation commerciale interagissent dans le cadre du régime commercial multilatéral (B).

---

<sup>116</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512.

<sup>117</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 114; Watson, *supra* note 100 à la p 104.

## **I. La régulation de la protection environnementale face aux conséquences du libre-échange**

Suivant les dynamiques étudiées dans la partie précédente, on peut soutenir l'idée selon laquelle la balance des effets mécaniques du libre-échange sur l'environnement serait plus positive s'il était possible d'en réguler les conséquences dommageables<sup>118</sup>. En ce sens, nous avons vu que l'internalisation des coûts environnementaux et la mise en place de politiques environnementales appropriées recouvrent une importance majeure. Toutefois, il semble que le libre-échange et le mouvement de globalisation en résultant soient également liés à une multitude d'évolutions et de conséquences sur la capacité de régulation du lien environnement-commerce. Notamment, la globalisation est susceptible d'affecter le pouvoir des États à agir de façon autonome en vue de réguler l'activité économique et de protéger l'environnement (A). Par ailleurs, le rôle du droit international de l'environnement, bien que majeur, est toujours en évolution et connaît encore certaines limitations (B).

### *A) Au niveau national : la capacité réglementaire des États sous l'influence de la globalisation économique*

L'influence de la globalisation sur la capacité réglementaire des États est à la fois une observation évidente<sup>119</sup> et en même temps une supposition<sup>120</sup> difficile à démontrer empiriquement sans développer longuement tant il s'agit là d'un sujet enclin à polémique.

---

<sup>118</sup> Håkan Nordström et Scott Vaughan, *Trade and Environment*, coll Special Studies, Geneva, World Trade Organization, 1999, en ligne : <www.wto.org>.

<sup>119</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Globalization » par Frédéric Mégret, en ligne : <opil.ouplaw.com>.

<sup>120</sup> David Held, « Regulating Globalization? The Reinvention of Politics » (2000) 15:2 *International Sociology* 394 aux pp 396-397; Ludger Kuhnhardt, « Globalization, transatlantic regulatory cooperation, and democratic values » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation : Legal Problems and Political Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 481 à la p 483.

Avant toute chose, il est nécessaire de revenir brièvement sur ce que l'on entend par « globalisation ». Établir une définition qui fasse l'unanimité est une tâche relativement compliquée étant donné qu'il semble exister autant de définitions que d'auteurs<sup>121</sup>. En effet, la globalisation est un phénomène extrêmement controversé, que ce soit au niveau de sa nature, de ses implications ou de son amplitude<sup>122</sup>. Le seul élément étant réellement consensuel est qu'il s'agit là d'un phénomène intrinsèquement complexe, évolutif, multifacette, et multidimensionnel, comportant des dynamiques inégales et contradictoires<sup>123</sup>. Dans le cadre de cette recherche, le terme globalisation est employé afin de désigner un ensemble de processus d'expansion des activités humaines à l'échelle globale, que ce soit sur le plan économique, politique, social, juridique et culturel<sup>124</sup>. Bien que ces dimensions soient également importantes dans le phénomène de globalisation<sup>125</sup>, la dimension économique est souvent présentée comme recouvrant une importance majeure<sup>126</sup>. Dans une large mesure, c'est la globalisation de l'économie qui semble être le moteur de l'interconnexion et de l'expansion des autres secteurs<sup>127</sup>. Cette globalisation économique est caractérisée par de nombreux éléments, avec

---

<sup>121</sup> Julian Ku et John Yoo, « Globalization and Sovereignty » (2013) 31 Berkeley J Int'l L 210 à la p 211. Particulièrement, la définition de globalisation tend à dépendre de la perspective idéologique adoptée par l'auteur, ou de la conclusion recherchée.

<sup>122</sup> Mégret, *supra* note 119. Voir aussi: Alam, Klein et Overland, *supra* note 114 à la p 2.

<sup>123</sup> Ved P Nanda, « The challenges of globalisation and international law: The way forward » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice : The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 254 à la p 255; Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen, « Introduction » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen, dir, *International in the New Age of Globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 1 ; Francis Snyder, « Global economic networks and global local pluralism » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation : Legal Prospects and Political Problems*, New York, Oxford University Press, 2000, 99 à la p 100.

<sup>124</sup> Mégret, *supra* note 119; Snyder, *supra* note 123 à la p 100.

<sup>125</sup> Nanda, *supra* note 123 à la p 255.

<sup>126</sup> Jean-Bernard Auby, *La globalisation, le droit et l'État*, 2<sup>e</sup> éd, Paris, LGD J, 2010 à la p 18.

<sup>127</sup> *Ibid* aux pp 20- 21.

entre autres l'émergence d'un marché global et l'augmentation exponentielle du commerce international, l'explosion des investissements directs à l'étranger ainsi que l'interpénétration des marchés financiers<sup>128</sup>. Il y a ainsi une dispersion géographique de tous les facteurs et les activités de production, de distribution et de consommation, indépendamment des frontières nationales<sup>129</sup>. La globalisation de l'économie se manifeste également par la transformation de ses principaux acteurs, à savoir, les entreprises, qui en sont dans le même temps les principales instigatrices. En ce sens, les sociétés multinationales, transnationales ou globales<sup>130</sup>, avec leurs activités réparties dans différents pays, ont émergé comme étant les nouveaux acteurs majeurs de l'économie globale. Ces entreprises transnationales sont généralement la partie immergée de véritables réseaux de firmes économiquement intégrées en dépit des frontières nationales<sup>131</sup>.

Ces caractéristiques de la globalisation économique ont entraîné d'importants débats en doctrine autour de la question de savoir quel est le sort des États dans un monde globalisé<sup>132</sup>. Les analyses sont parfois extrêmement divisées quant à leur observation, certains auteurs annonçant le retrait de l'État nation, voire son obsolescence dans le contexte de la globalisation<sup>133</sup>, tandis que d'autres soutiennent un maintien total<sup>134</sup>. De manière générale, il

---

<sup>128</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 10; Snyder, *supra* note 123 à la p 100; Nanda, *supra* note 123 à la p 256.

<sup>129</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 24.

<sup>130</sup> Sociétés transnationales, multinationales ou globales... des nuances sont parfois faites entre les différents termes permettant de désigner les entreprises qui s'engagent dans des activités dans plusieurs États. Dans le cadre de cette recherche, nous ne ferons pas de distinction entre ces différents termes. Ils seront employés afin de désigner toute société ayant des activités réparties dans plusieurs pays, suivant la définition donnée dans : John H Dunning et Sarianna M Lundan, *Multinational Enterprises and the Global Economy*, 2e éd, Edward Elgar Publishing, 2008.

<sup>131</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Corporations in International Law » par Peter T Muchlinski au para 5, en ligne : <opil.ouplaw.com>; Francis Snyder, *supra* note 123.

<sup>132</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 136.

<sup>133</sup> Voir par exemple: Susan Strange, *The Retreat of the state: the diffusion of power in the world economy*, coll Cambridge studies in international relations, n°49, New York, Cambridge University Press, 1996; Kenichi Ohmae, *The end of the nation state: the rise of regional economies*, London, HarperCollins, 1996.

<sup>134</sup> Voir par exemple: Nick Bisley, *Rethinking globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007. L'auteur entend ici se positionner en opposition à la littérature « décliniste ».

semble que le rôle des États soit en continuelle évolution<sup>135</sup>. Et si à certains points de vue ils se trouvent fragilisés, et tendent à voir leur puissance juridique se dissoudre dans la globalisation, ils n'en restent pas moins des entités régulatrices essentielles<sup>136</sup>. Les développements ci-dessous viseront à donner un aperçu de cette ambivalence.

Tout d'abord, il est clair que l'interconnexion et la déspatialisation (ou respatialisation selon l'angle adopté) des activités économiques ne peuvent être sans effet sur l'organisation de sociétés établies de manière nationale et territoriale<sup>137</sup>. La répartition des activités économiques indépendamment de ces frontières rend de plus en plus complexes l'adoption et l'application de réglementations propres à les réguler, et ce que ce soit à l'étranger ou sur le territoire national<sup>138</sup>. À l'étranger, cela est difficile, car selon le principe de souveraineté étatique et l'organisation westphalienne, chaque État est le seul et suprême responsable des activités dans les limites de son territoire<sup>139</sup>. L'État peut également se trouver en démesure pour réguler certains enjeux sur son propre territoire pour une série de raisons. Il se peut par exemple que l'État soit (de manière réelle ou perçue) en situation de concurrence réglementaire avec ses pairs<sup>140</sup>, ou que l'État soit en difficulté pour réguler des entités dont la puissance économique

---

<sup>135</sup> Philip G Cerny, *Rethinking world politics: a theory of transnational neopluralism*, New York, Oxford University Press, 2010 à la p 167.

<sup>136</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 136. L'auteur ajoute que « la globalisation n'est que l'un des facteurs de cette régression, à laquelle concourent d'autres facteurs ».

<sup>137</sup> *Ibid* à la p 25.

<sup>138</sup> Jonathan R Macey, « US and EU structures of governance as barriers to transatlantic regulatory cooperation » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation : Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 357 à la p 357.

<sup>139</sup> Nanda, *supra* note 123 à la p 257.

<sup>140</sup> Suite à l'ouverture des frontières économiques, les sociétés transnationales peuvent choisir le lieu le plus favorable pour l'établissement de leurs activités. Les systèmes juridiques des États peuvent donc se trouver en situation de concurrence afin d'attirer les investissements. Une telle situation a pu être analysée comme créant un risque de « course réglementaire vers le bas », les États cherchant à réduire les coûts réglementaires au détriment de la protection environnementale.

dépasse la sienne<sup>141</sup>. Il est important de souligner que tous les États n'ont pas la même puissance juridique pour faire face aux défis de la globalisation économique, mais de manière générale, tous subissent indéniablement une certaine pression<sup>142</sup>. Aucun État ne peut donc seul « rester en plein contrôle des forces déchaînées par des activités transnationales et transfrontalières, notamment en raison du volume, et de la vélocité des transactions »<sup>143</sup> ou répondre unilatéralement aux enjeux globaux de manière effective<sup>144</sup>.

D'un point de vue plus politique, la globalisation est liée à l'émergence et à la prise d'importance d'une série de nouveaux acteurs dans le champ réglementaire. Outre les sociétés transnationales, les organisations non gouvernementales et les mouvements civils comptent également au rang des acteurs non étatiques capables d'influer sur les processus réglementaires<sup>145</sup>. Par ailleurs, la globalisation a eu un impact significatif sur l'importance, la nature, et l'émergence des acteurs interétatiques que sont les organisations internationales<sup>146</sup>. En effet, les États partagent désormais la scène politique globale avec de nombreuses organisations internationales, que ce soit les organisations multilatérales comme l'Organisation des Nations-Unies (ONU) ou l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les agences de

---

<sup>141</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 136; Nanda, *supra* note 123 à la p 257; Pour une analyse concrète du poids des sociétés transnationales par rapport aux États, voir par ex: Leslie Sklair, *Globalization: capitalism and its alternatives*, Oxford, Oxford University Press, 2002 aux pp 38- 39.

<sup>142</sup> Cerny, *supra* note 135 à la p 169.

<sup>143</sup> Notre traduction du passage suivant : « *One marked effect of economic globalisation is the inability of States to remain in full control of the forces let loose by transnational and transborder activities, especially because of the sheer volume, speed and velocity of inter-state transactions* », extrait de Nanda, *supra* note 123 aux pp 256- 257.

<sup>144</sup> *Ibid* à la p 264.

<sup>145</sup> M Refiqul Islam, « Harbinger a new paradigm of global governance: The role of NGOs in shaping international law and relations in the 21st century » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice: The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 235; Snyder, *supra* note 123 à la p 101; Mégret, *supra* note 119 au para 13.

<sup>146</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 21.

standardisations ou bien les organisations régionales comme l'Union européenne (UE) ou l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA)<sup>147</sup>. La globalisation a favorisé le transfert de nombreuses compétences aux organisations internationales, soit aux fins d'encourager et de poursuivre la libéralisation, soit aux fins d'en atténuer ses conséquences et de prendre en compte des enjeux globaux<sup>148</sup>. Ainsi, « les décisions [des États] sont de plus en plus abondamment enfermées dans des contraintes internationales — mondiales — ou régionales »<sup>149</sup>. Par ailleurs, de nombreux corps et réseaux plus informels viennent s'insérer dans le champ réglementaire<sup>150</sup>. L'ensemble de ces nouveaux acteurs forme une fresque complexe de forces au sein de laquelle l'État tend à être un acteur parmi d'autres, et qui est soumis à certaines influences susceptibles de l'affaiblir ou de le déstructurer, voire de le restructurer.

D'un autre côté, l'État reste une entité absolument indispensable sur une large série de domaines, et « conserve un poids considérable »<sup>151</sup>, que ce soit pour le fonctionnement de la globalisation économique ou la régulation des enjeux non commerciaux.

Tout d'abord, et selon Jean-Bernard Auby, « la régression de la puissance juridique [...] n'a aucunement pour corollaire une diminution des fonctions régulatrices de l'institution étatique »<sup>152</sup>. L'auteur explique que l'État reste le principal responsable et détenteur de l'autorité juridique dans trois domaines essentiels : la constitution juridique de la société et du marché, les rapports juridiques entre l'interne et l'externe et la garantie de la sécurité

---

<sup>147</sup> Held, *supra* note 120 à la p 398; Nanda, *supra* note 123 à la p 264; Mégret, *supra* note 119 au para 21.

<sup>148</sup> Mégret, *supra* note 119.

<sup>149</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 136.

<sup>150</sup> Voir par exemple au niveau international : Mégret, *supra* note 119 au para 33.

<sup>151</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 140.

<sup>152</sup> *Ibid* à la p 141.



juridique<sup>153</sup>. Ainsi, en premier lieu, les États sont les principaux auteurs des règles du marché sur leur territoire. Les États demeurent donc une institution prédominante, que ce soit dans l'accompagnement de la globalisation<sup>154</sup> ou dans la régulation de ses conséquences néfastes<sup>155</sup>. Ils semblent néanmoins de plus en plus influencés dans ce rôle par les forces transnationales et internationales déployées par la globalisation<sup>156</sup>.

En second lieu, les États « maîtrisent encore l'essentiel des flux juridiques entre l'interne et l'externe »<sup>157</sup>. Ainsi, malgré leur prise d'importance majeure, les régimes juridiques internationaux restent indéniablement et invariablement fragiles quant à leur exécution autonome sur le territoire d'un État<sup>158</sup>. Les mécanismes étatiques demeurent généralement indispensables à l'application du droit international, et ce que ce soit pour l'exécution des sentences arbitrales<sup>159</sup> ou la mise en œuvre de mesures correctives contre le déclin écologique<sup>160</sup>. En troisième lieu, c'est aux États qu'il incombe d'établir et de maintenir « un cadre institutionnel et légal favorable à la sécurité intérieure, au bien-être économique et social, à la protection de l'environnement »<sup>161</sup>.

---

<sup>153</sup> *Ibid.*

<sup>154</sup> Cerny, *supra* note 135 à la p 159.

<sup>155</sup> OECD, *International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*, Paris, OECD, 2013 à la p 62, en ligne : <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>; Voir aussi par ex: Auby, *supra* note 126 à la p 141; Nanda, *supra* note 123 à la p 263. Ce dernier auteur explique que les interventions gouvernementales lors de la crise financière de 2008 constituent l'une des illustrations récentes majeures du rôle clé exercé par les États dans le fonctionnement de l'économie globale.

<sup>156</sup> Voir par exemple: Cerny, *supra* note 135 aux pp 157- 173.

<sup>157</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 142.

<sup>158</sup> Cerny, *supra* note 135 à la p 167.

<sup>159</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 42.

<sup>160</sup> Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 2; Peter Newell, « The political economy of global environmental governance » (2008) 34:3 *Review of International Studies* 507 à la p 520.

<sup>161</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 142.

Ensuite, l'État reste « le seul cadre dans lequel les mécanismes démocratiques, les valeurs, les normes ont été capables de s'enraciner, de se développer et de prospérer »<sup>162</sup>. Il est toujours l'entité politique de référence sur la scène internationale<sup>163</sup>, et sûrement celle au coefficient de légitimité le plus élevé<sup>164</sup>. Toutefois, comme cela a été évoqué ci-dessus, l'État n'est pas à même de répondre seul et de façon appropriée à l'ensemble des défis posés par la globalisation économique, ce qui génère un certain déficit démocratique<sup>165</sup>. Parallèlement, le fait que l'État demeure le principal référentiel politique n'est pas exclusif avec l'émergence d'un sens de rattachement identitaire plus large, à l'échelle globale<sup>166</sup>. Néanmoins, ce sentiment d'appartenance planétaire reste encore à l'état embryonnaire, et en l'absence de mécanismes démocratiques internationaux, c'est l'État qui agit comme seul réceptacle officiel de la légitimité populaire.

En résumé, il apparaît que la globalisation affecte fortement la capacité des États à opérer de manière unilatérale pour réguler l'activité économique et la protection des enjeux sociaux. Paradoxalement, même dans un contexte globalisé, les États demeurent les principaux responsables de certaines fonctions régulatrices essentielles, ainsi que l'incarnation de la légitimité populaire. En ce sens, le cadre étatique est particulièrement important pour la protection environnementale, mais dans le même temps sa puissance juridique est, seule, insuffisante pour mettre en œuvre des solutions cohérentes et efficaces fonctionnant à l'échelle

---

<sup>162</sup> Notre traduction du passage suivant : « *Since states are the only framework in which democratic mechanisms, values and norms have been able to take root, develop and flourish, globalization is often perceived as equivalent to de-democratization* », extrait de Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 484.

<sup>163</sup> Cerny, *supra* note 135 à la p 167.

<sup>164</sup> Jürgen Habermas, « The Constitutionalization of International Law and the Legitimation Problems of a Constitution for World Society » (2008) 15:4 Constellations 444 à la p 447.

<sup>165</sup> Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 484; Islam, *supra* note 145 à la p 237.

<sup>166</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 14.

globale. Dans ce contexte, le droit international, parce qu'il implique une coordination et une coopération internationale, semble *a priori* bien placé pour « étirer » la capacité réglementaire des États et permettre la prise en compte des enjeux globaux tels que l'environnement.

*B) Au niveau global : le droit international de l'environnement, un outil de protection efficace ?*

Que ce soit la dégradation environnementale ou le terrorisme, les pandémies ou les violations des droits de la personne, de nombreux enjeux contemporains transcendent les frontières étatiques dans un contexte globalisé<sup>167</sup>, en même temps que le font les activités économiques. Spécifiquement par rapport à l'environnement, de la gestion des déchets au réchauffement climatique, en passant par la pollution atmosphérique et la préservation de la biodiversité... la plupart des enjeux environnementaux ont par nature une ampleur transnationale, voire globale. Ils requièrent donc une coordination et une coopération dépassant le cadre de l'État-nation. Cette réalisation a encouragé le développement du droit international par lequel les États peuvent s'affranchir de leurs limites territoriales pour répondre plus efficacement aux besoins d'un monde interdépendant<sup>168</sup>.

En ce sens, à partir des années 1970 et de l'appréciation du monde comme « un système écologique global interconnecté »<sup>169</sup>, le droit international de l'environnement a émergé comme une branche spécifique du droit international<sup>170</sup>. Ce « corpus des normes du droit international

---

<sup>167</sup> Nanda, *supra* note 123 à la p 264; Mégret, *supra* note 119 aux paras 26- 29.

<sup>168</sup> Nanda, *supra* note 123 à la p 257 et p. 264.

<sup>169</sup> Notre traduction de l'expression : « *an interconnected global ecological system* », utilisée dans Godden, *supra* note 113 à la p 12. Dans ce texte, l'auteure explique les effets contraires et multifacettes que la globalisation a pu avoir sur la protection de la biodiversité : d'un côté encourageant l'émergence d'un cadre de coopération juridique globale, de l'autre entraînant une aggravation de la perte de la biodiversité.

<sup>170</sup> Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 3. Les auteurs expliquent que: « *While the first international treaties dealing with environmental protection date back to the late 19th century and activity in this*

relatives aux questions environnementales guidant l'ensemble des acteurs de la gouvernance internationale de l'environnement »<sup>171</sup>, est aujourd'hui considéré comme l'un des outils essentiels au service de la protection de l'environnement. En ce sens, de nombreuses réalisations et réussites peuvent être relevées, telles que le développement impressionnant et prolifique de lois internationales environnementales majeures, ainsi que l'établissement progressif d'une structure bureaucratique complexe et sophistiquée dédiée à la protection des enjeux environnementaux<sup>172</sup>. Sur le plan idéologique, le droit international de l'environnement est corrélé avec l'émergence et la diffusion de principes et de concepts clés de la protection environnementale, au premier rang desquels se classe probablement celui de « développement durable ». Comme le souligne Francesco Francioni, ce concept se trouve depuis déjà plus de 25 ans au cœur des efforts diplomatiques et juridiques visant à la réconciliation des enjeux

---

*realm increased after World War II, only from then on did IEL [International Environmental Law] develop the conceptual underpinnings, substantive maturity, and institutional structures allowing for it to be qualified as a functionally defined issue-area of international law ».* Nous ne reviendrons pas ici de manière substantielle et exhaustive sur l'historique du développement du droit international de l'environnement. Toutefois, il est intéressant de noter le développement en trois principales étapes du droit international de l'environnement, conformément aux explications de Kerstin Odendahl. L'auteur met en exergue le passage d'une dimension relativement utilitaire à ses débuts ; à une approche plus « sincère » mais sectorielle qui persiste jusqu'à la fin des années 1970 ; pour devenir de plus en plus holistique à mesure de la réalisation de l'interconnexion des enjeux environnementaux à partir des années 1980-1990. Nous citerons ici quelques exemples de traités permettant de refléter ces différentes phases évolutives du droit international de l'environnement. Ainsi, la dimension « utilitaire » peut être illustrée par l'adoption de conventions telles que la Convention pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture (1902). Ensuite, la seconde phase dite « approche sincère, mais sectorielle » peut être reflétée par la conclusion de traités comme la Convention pour la protection des phoques de l'Antarctique (1972). Enfin, la conclusion de traités à vocation globale et générale comme le Protocole de Kyoto à la Convention-cadre des Nations-Unies sur les changements climatiques (1997) ou la Convention sur la diversité biologique (1992) illustre l'adoption d'une approche plus holistique (voir Odendahl, *supra* note 2).

<sup>171</sup> Notre traduction du passage suivant : « *The main tool at their disposal is international environmental law ('IEL'), which can be defined as the corpus of international law norms pertaining to environmental matters which guides all actors in international environmental governance* », extrait de: Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 2.

<sup>172</sup> Godden, *supra* note 113 à la p 12.

économiques et écologiques<sup>173</sup>. Défini comme le « développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs »<sup>174</sup>, ce concept implique « la préservation indéfinie des systèmes indispensables à la vie écologique »<sup>175</sup>. Il revêt ici une signification fondamentale en écho à notre problématique en ce qu'il propose un schéma selon lequel développement économique et protection environnementale peuvent fonctionner en synergie.

À une échelle plus pragmatique, il est clair que le droit international de l'environnement a efficacement permis la résolution de certains enjeux environnementaux. À titre d'exemple, le protocole de Montréal<sup>176</sup> est souvent cité comme un succès important du droit international de l'environnement. En effet, ce traité a largement contribué à l'élimination quasi totale des substances à l'origine de la destruction de la couche d'ozone, leur consommation ayant chuté de 98 % entre 1986 et 2013<sup>177</sup>. Suivant cette suppression progressive, il est espéré que la couche d'ozone puisse retrouver son épaisseur des années 1980 entre 2025 et 2040 sur la majeure partie de la planète<sup>178</sup>.

---

<sup>173</sup> Francesco Francioni, « Realism, Utopia, and the Future of International Environmental Law » dans Antonio Cassese, dir, *Realizing Utopia: The Future of International Law*, Oxford, Oxford Scholarship Online, 2012, 442 à la p 443: « [A] concept that for more than 20 years has been at the heart of diplomatic and judicial efforts at reconciling environmental protection with the demands of economic growth ». Selon l'auteur, le concept du développement durable se distingue comme l'un des éléments principaux capables d'influencer le développement futur du droit international de l'environnement.

<sup>174</sup> Commission mondiale sur l'environnement et le développement, *supra* note 91 à la p 51.

<sup>175</sup> Notre traduction de l'expression suivante : « *indefinite preservation of ecological life-support system* », extrait de: Brieze, *supra* note 78 à la p 118.

<sup>176</sup> *Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone)*, 16 septembre 1987, 1522 UNTS 3 (entrée en vigueur: 1er janvier 1989).

<sup>177</sup> United Nations Development Programme, *Human Development Report 2015 - Work for Human Development*, New York, United Nations, 2015 à la p 74: « *The world has also almost eliminated ozone-depleting substances, consumption of which fell 98 percent between 1986 and 2013* ».

<sup>178</sup> United Nations, *supra* note 3 à la p 54. Cette « convalescence » de la couche d'ozone est susceptible de se produire différemment selon les régions. Ainsi, tandis que la récupération de la couche d'ozone devrait se produire

Cependant, en dépit de ces nombreux accomplissements dont les paragraphes ci-dessus ne représentent que quelques exemples, le droit international de l'environnement reste pour l'heure un corpus juridique sous-développé, notamment à la lumière des défis qu'il est censé relever<sup>179</sup>. Manifestement, « son cadre réglementaire et institutionnel est encore trop fragmenté et incohérent pour fournir un remède holistique aux phénomènes connexes et interdépendants de la détérioration de l'environnement mondial »<sup>180</sup>.

Sur le plan institutionnel, il n'existe pas à l'heure actuelle d'organisation internationale à compétence générale sur la question environnementale. La gouvernance internationale environnementale est donc fragmentée entre de multiples institutions, comme le Programme des Nations-Unies pour l'environnement, la Commission du développement durable, le Conseil économique et social des Nations-Unies, la Cour internationale de justice, les nombreuses institutions établies individuellement par les accords environnementaux multilatéraux ou encore certaines institutions économiques comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international<sup>181</sup>.

Sur le plan normatif, le droit international de l'environnement souffre aussi de certaines faiblesses. L'une d'entre elles consiste en l'existence d'un nombre très important d'instruments

---

d'ici à 2030 sur les latitudes moyennes de l'hémisphère nord, elle devrait prendre jusqu'au milieu du siècle dans l'Antarctique.

<sup>179</sup> Francioni, *supra* note 173 à la p 443.

<sup>180</sup> Notre traduction du passage suivant : « [I]ts regulatory and institutional framework is still too fragmentary and incoherent to provide a holistic cure for the interrelated and interdependent phenomena of global environmental deterioration », extrait de: Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 20.

<sup>181</sup> Vatna, *supra* note 18 à la p 219; Arbour et al, *supra* note 2 à la p 43. De nombreux auteurs, y compris dans le domaine du droit international économique, semblent s'accorder pour dire que la création d'une nouvelle structure de gouvernance environnementale à compétence générale est indispensable afin de garantir une meilleure coordination sur le plan réglementaire et financier, et promouvoir une égalité des intérêts environnementaux avec les enjeux économiques. Toutefois, en raison de motifs politiques, financiers et autres, un tel projet n'a pour l'instant pas pu aboutir.

juridiques internationaux, soit plus de 700 au seul niveau multilatéral<sup>182</sup>. Si cette prolifération juridique représente une force sous l'angle quantitatif, elle implique aussi un patchwork extrêmement complexe de règles qui rend difficile l'émergence d'un cadre juridique réellement cohérent et coordonné<sup>183</sup>. Ce morcellement est notamment reflété par l'apparition de nombreux domaines « hyperspécialisés » du droit international de l'environnement<sup>184</sup>, tels que le droit international de la nature<sup>185</sup>, le droit international du changement climatique<sup>186</sup> ou encore le droit international du développement durable<sup>187</sup>.

Ensuite, l'utilisation très importante voire la prévalence du « droit mou » (« *soft law* ») a un impact pour le moins ambivalent sur l'évolution du droit international de l'environnement<sup>188</sup>. En effet, si la flexibilité de cet outil facilite l'adoption d'instruments internationaux, elle semble aussi produire un corpus de règles qui manque cruellement de force normative et reste donc à l'état idéologique<sup>189</sup>. Réciproquement, l'une des failles les plus sérieuses du fonctionnement du droit international de l'environnement est probablement l'insuffisance des mécanismes d'application<sup>190</sup>. Les traités environnementaux forcent rarement

---

<sup>182</sup> Voir Introduction, à la p 3, ci-dessus.

<sup>183</sup> Odendahl, *supra* note 2 au para 23; Biermann, Pattberg et Asselt, *supra* note 17 à la p 18.

<sup>184</sup> Kati Kulovesi, *The WTO Dispute Settlement System: Challenges of the Environment, Legitimacy and Fragmentation*, coll Global Trade Law Series, n°37, Alphen-sur-le-Rhin (PB), Kluwer Law International, 2011 à la p 75.

<sup>185</sup> Voir par ex: Kerstin Odendahl, *supra* note 2.

<sup>186</sup> Voir par ex: Farhana Yamin et Joanna Depledge, *The International Climate Change Regime: A Guide to Rules, Institutions and Procedures*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

<sup>187</sup> Voir par ex: Marie-Claire Cordonier Segger et Ashfaq Khalfan, *Sustainable Development Law: Principles, Practices and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

<sup>188</sup> Arbour et al, *supra* note 2 aux pp 87- 88.

<sup>189</sup> Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 2.

<sup>190</sup> Francioni, *supra* note 173 à la p 443: « *The most serious weakness of international environmental law is the lack or deficiency in enforcement mechanisms* ». Pour une analyse concise des différentes caractéristiques propres aux mécanismes d'application en droit international de l'environnement, voir notamment: Arbour et al, *supra* note 2 aux pp 87- 98.

les États à adopter des politiques environnementales particulières et laissent une très large marge de manœuvre pour transposer les obligations internationales dans le régime juridique national<sup>191</sup>. Inévitablement, il existe un décalage important entre les objectifs énoncés au niveau multilatéral et leur exécution au niveau national<sup>192</sup>.

Et c'est bien là que demeure toute l'ambiguïté de « l'eldorado » que représente le droit international de l'environnement, dans cette double relation qu'il est contraint d'entretenir avec le cadre national et son rôle changeant dans la globalisation. Tout en cherchant à s'affranchir de leurs frontières territoriales pour prendre en compte de manière effective les enjeux globaux, les États rechignent, au nom de leur souveraineté, à mettre en place des actions significativement contraignantes<sup>193</sup>. De manière générale, le droit international est ancré dans le régime politique étatique : il est originellement le droit créé par et pour l'État afin de régir ses relations interétatiques<sup>194</sup>. En dépit de l'émergence et de l'importance que jouent de nombreux nouveaux acteurs sur la scène juridique internationale, que ce soit les organisations internationales, les entreprises transnationales ou les organisations non gouvernementales, le droit international tend à rester centré sur une perspective étatique<sup>195</sup>. Dans le même temps, le

---

<sup>191</sup> Katharina Holzinger, Christoph Knill et Thomas Sommerer, « Environmental Policy Convergence: The Impact of International Harmonization, Transnational Communication, and Regulatory Competition » (2008) 62:4 International Organization 553 à la p 554.

<sup>192</sup> Henrik Selin, « Global Environmental Governance and Regional Centers » (2012) 12:3 Global Environmental Politics 18 à la p 18: « *As global governance grows more institutionally and politically complex, there remain often significant gaps between stated policy goals in multilateral environmental treaties and what parties have actually done domestically* ».

<sup>193</sup> Beyerlin et Grote Stoutenburg, *supra* note 13 au para 21; Odendahl, *supra* note 2 au para 24; Voir aussi: Francioni, *supra* note 173 à la p 456: « *It is this state-centred perspective that has hindered the passage of the idea of erga omnes obligation from a purely theoretical concept to a practical legal tool codifying the commitment of every state actively to engage in the promotion and protection of environmental quality as an essential public good* ».

<sup>194</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 2.

<sup>195</sup> Selon Anastasia Telesetsky, cette perspective du droit international considérant les acteurs étatiques comme les seuls détenteurs de la personnalité juridique internationale constitue à certains égards un décalage important avec



droit international subit également des dommages collatéraux de la remise en cause factuelle du rôle de l'État<sup>196</sup>.

Finalement, le fonctionnement du régime international de l'environnement est souvent conflictuel avec l'une des autres branches majeures du droit international, le droit international commercial. En effet, parce que le droit international se développe relativement à certains enjeux spécifiques, ces deux branches du droit international ont évolué de façon indépendante et presque imperméable<sup>197</sup>. Cette fragmentation du droit international génère un déficit de coordination entre la protection environnementale et la libéralisation commerciale, voire une certaine rivalité entre ces deux domaines, ce qui ne favorise pas le renforcement du droit international de l'environnement<sup>198</sup>.

---

la réalité factuelle de la redéfinition des pouvoirs au profit de certains acteurs comme les sociétés transnationales. Pour l'auteure, le maintien de cette « fiction juridique » nuit particulièrement au développement et à l'application des normes environnementales internationales. L'auteure évoque l'influence officieuse des sociétés transnationales sur le développement du droit international de l'environnement, leur autorité *de facto* sur les ressources naturelles et humaines et l'allocation de droits internationaux aux sociétés transnationales sans leur corolaire d'obligations, comme autant d'arguments au soutien d'une reconnaissance de la personnalité juridique internationale des sociétés transnationales. Voir: Anastasia Telesetsky, « Co-regulation and the Role of Transnational Corporations as Subjects in Implementing International Environmental Law » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen, dir, *International in the New Age of Globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 287.

<sup>196</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 2; Nanda, *supra* note 123 à la p 256.

<sup>197</sup> Delimatsis Panagiotis, « The Fragmentation of International Trade Law » (2011) 45:1 J World Trade 87 à la p 87. « [International law] *develops through issue-oriented fields of law-making driven by specialized and relatively autonomous spheres of social action and structure* ».

<sup>198</sup> En droit international, les États sont supposés se conformer à l'ensemble de leurs obligations simultanément, c'est-à-dire à l'ensemble des traités qu'ils ont ratifiés ainsi qu'au droit coutumier et aux principes généraux. En ce sens, la plupart des États doivent se conformer au droit de l'OMC, mais aussi à leurs obligations de protéger la vie, la santé et l'environnement en vertu des divers traités qu'ils ont signés. Cependant, en raison de la fragmentation du droit international et du relatif déficit de coordination entre les différentes branches du droit international, certaines obligations apparaissent parfois être en contradiction les unes avec les autres. Ainsi, les objectifs de promouvoir le commerce et de protéger l'environnement peuvent sembler être en compétition (voir Partie 1, Chapitre 2, II.,B), aux pp 52-53, ci-dessous). Voir aussi à ce sujet: Hugues Hellio, « Résolution ou

Ainsi, en dépit de l'importance majeure du droit international de l'environnement, certaines faiblesses structurelles, ainsi que les dynamiques influençant le développement du droit international de manière plus générale semblent circonscrire le rôle actuel du droit international de l'environnement. D'un point de vue juridique, ni le niveau national ni le niveau global ne permettent à l'heure actuelle de réguler les conséquences du libre-échange et d'apporter des solutions concrètes aux enjeux environnementaux. Toutefois, les mesures mises en œuvre par les États au nom de la protection environnementale, que ce soit aux niveaux national ou international, n'en sont pas moins susceptibles de constituer des obstacles au commerce. La prochaine partie aura pour objectif de relater cette interaction irrésolue entre la protection environnementale et la libéralisation économique.

## **II. L'interaction irrésolue entre barrières réglementaires et protection environnementale dans le contexte du régime commercial multilatéral**

Nous commencerons par relater rapidement l'évolution de l'inclusion de la protection environnementale dans le cadre du régime commercial multilatéral, parallèlement à la volonté de libéraliser les échanges, procurant un aperçu du contenu des accords quant à l'interaction entre ces deux dynamiques dans ce contexte (1). Puis, dans un second temps, nous aurons l'opportunité de revenir sur quelques-uns des exemples majeurs de l'interaction conflictuelle et irrésolue des enjeux commerciaux et environnementaux sous le régime commercial multilatéral

---

prévention des conflits normatifs en droit international de l'environnement » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, 16, coll Unité Mixte de Recherche de droit comparé de Paris, Paris, Société de législation comparée, 2009, 51 aux pp 53- 57.

(2). Cette analyse nous permettra de mettre en lumière comment la prévalence des mécanismes d'intégration négative constituent une limite à la progression de l'intégration économique<sup>199</sup> ainsi qu'à la prise en compte de l'environnement dans le cadre du régime commercial multilatéral (3).

*A) « Historique » de l'interaction environnement-libéralisation commerciale entre 1947 et 1994*

L'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce adopté en 1947 (GATT de 1947) a constitué le cadre international de la libéralisation commerciale pendant près de 50 ans<sup>200</sup>. L'accord a été particulièrement efficace pour atteindre son objectif initial de réduction des tarifs douaniers<sup>201</sup>. Ainsi, entre 1947 et 1994, « le niveau moyen des tarifs douaniers dans le monde baisse de 80 % »<sup>202</sup>. Parallèlement, l'environnement revêtait relativement peu d'importance dans le contexte d'après-guerre et c'est donc sans surprise que le GATT de 1947 ne contient pas de référence explicite à l'environnement<sup>203</sup>. L'inclusion de l'article XX reflète toutefois une certaine conscience de la possible interférence entre mesures environnementales et disciplines commerciales<sup>204</sup>. Cette disposition autorise en effet les parties, à déroger, sous

---

<sup>199</sup> Mestral, *supra* note 54 au para 1. Comme le souligne l'auteur, l'intégration économique en tant que telle est un phénomène complexe qui s'étend au delà du champ juridique couvert par l'OMC. Toutefois, dans le cadre de cette recherche, notre perspective est centrée sur les barrières non tarifaires, pour lesquelles l'OMC est la structure de droit international la plus « couvrante ».

<sup>200</sup> À l'origine, l'accord fut adopté de manière temporaire dans l'attente de l'entrée en vigueur de la Charte de la Havane, celle-ci devant établir l'Organisation internationale du commerce. Le Congrès américain ayant refusé la ratification de la Charte, le GATT de 1947 continuera de s'appliquer de manière indépendante jusqu'à la clôture du cycle de négociations multilatérales d'Uruguay en 1994. Voir *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « General Agreement on Tariffs and Trade (1947 and 1994) » par Wolfgang Benedek, en ligne : <opil.oupilaw.com>.

<sup>201</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 24; Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 41; Jackson, *supra* note 46 à la p 1232.

<sup>202</sup> Jean-Yves Huwart et Loïc Verdier, *La mondialisation économique: Origines et conséquences*, coll Les essentiels de l'OCDE, Paris, OCDE, 2012 à la p 41, en ligne : <www.oecd-ilibrary.org>.

<sup>203</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 9; Alam, *supra* note 48 à la p 60.

<sup>204</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 514.

certaines conditions, des disciplines générales pour protéger la vie et la santé des humains, des animaux et des plantes et la conservation des ressources naturelles non renouvelables<sup>205</sup>.

Malgré cela, l'enjeu environnemental n'émergera réellement dans l'agenda commercial multilatéral qu'à partir des années 1970<sup>206</sup>. La mise en lumière de l'enchevêtrement des enjeux environnementaux et commerciaux mène ainsi à la création du Groupe sur les mesures environnementales et le commerce international<sup>207</sup>. De façon intéressante, la création de ce comité correspond à la fois à l'émergence de la protection environnementale en tant que branche spécifique du droit international et à l'inquiétude croissante de la communauté commerciale quant à l'impact des réglementations environnementales sur le libre-échange<sup>208</sup>. En effet, étant donné les baisses successives des droits d'entrée sur les territoires nationaux, l'attention s'est peu à peu reportée sur l'existence d'une autre catégorie de barrières : les mesures non tarifaires<sup>209</sup>. Ainsi à la suite des négociations commerciales du cycle de Kennedy à la fin des années 60, ces mesures et la façon dont elles peuvent entraver le commerce commencent à être minutieusement examinées<sup>210</sup>. Puis, lors du cycle de Tokyo dans les années 1970, les États

---

<sup>205</sup> *Accord Général sur les Tarifs Douaniers et le Commerce*, 30 Octobre 1947, 55 UNTS 187 (entrée en vigueur : 1er janvier 1948) Art XX, alinéa b) et g).

<sup>206</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 514.

<sup>207</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 60; À noter toutefois que cette institutionnalisation restera longtemps purement symbolique, aucune réunion n'ayant été tenue pendant plus de 20 ans, jusqu'à la conférence environnementale des Nations-Unies au sommet de Rio en 1992. Voir: Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 514.

<sup>208</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 514.

<sup>209</sup> Esty, *supra* note 36; OECD, *Looking Beyond Tariffs: The Role of Non-Tariff Barriers in World Trade*, coll OECD Trade Policy Studies, Paris, OECD, 2005 à la p 31; Jackson, *supra* note 46 à la p 1232; Alice Landau, *Redrawing the Global Economy: Elements of Integration and Fragmentation*, Basingstoke (UK), Palgrave, 2001 aux pp 82- 83.

<sup>210</sup> Terhechte, *supra* note 36 au para 14. Les États mettront alors en place une procédure de notification des barrières non tarifaires.

adoptent une série de « codes »<sup>211</sup>, destinés à prendre en compte certaines normes et réglementations, sans succès<sup>212</sup>. Il faut noter que, déjà dans le GATT de 1947, deux dispositions majeures entrevoyaient la nécessité de contrôler les mesures non tarifaires adoptées par les États en vue de garantir le libre-échange. Primordialement, l'article III<sup>213</sup> énonce le principe du traitement national et requière que toutes les réglementations, taxes et autres impositions intérieures, lois, ou prescriptions ne soient pas appliquées de manière moins favorable aux produits importés qu'aux produits nationaux similaires. Ce principe du traitement national constitue, au côté du principe de la nation la plus favorisée, intégré dans l'article I<sup>214</sup>, la clé de voûte du GATT : l'impératif de non-discrimination. L'article XI est également l'une des règles de fond constituant le fonctionnement basique du GATT<sup>215</sup>. Cette disposition prohibe l'utilisation de restrictions quantitatives telles que les licences d'importation et les quotas, ainsi que « toute autre mesure »<sup>216</sup>, reflétant la volonté d'éliminer toute restriction commerciale autre que les mesures tarifaires<sup>217</sup>.

---

<sup>211</sup> Voir par exemple: *Accord relatif aux obstacles techniques au commerce*, 12 avril 1979, 1186 UNTS 276 (entrée en vigueur: 1er janvier 1980).

<sup>212</sup> Trachtman, Joel P. « FDI and the right to regulate: Lessons from trade law » dans *The development dimension of FDI: policy and rule-making perspectives*, New York, United Nations, 2003, 189 à la p 190; Terhechte, *supra* note 36 au para 14; Gabrielle Marceau et Joel P Trachtman, « A Map of the World Trade Organization Law of Domestic Regulation of Goods: Technical Barriers to Trade Agreement, the Sanitary and Phytosanitary Measures Agreement, and the General Agreement on Tariffs and Trade » (2014) 48:2 J World Trade 351 à la p 355. Comme l'expliquent les auteurs, l'accord relatif aux obstacles techniques au commerce, aussi désigné sous le nom de « code de la normalisation » est considéré comme étant le plus important de ces codes. L'échec de cette initiative serait principalement dû à la nature plurilatérale, et non multilatérale de cet accord.

<sup>213</sup> *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, *supra* note 205, art III.

<sup>214</sup> *Ibid*, art I.

<sup>215</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Goods, Free Circulation of » par Friedl Weiss et Silke Steiner, au para 21, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

<sup>216</sup> *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, *supra* note 205 art XI. 1.

<sup>217</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 39 à la p 512. Rüdiger Wolfrum note que cette large couverture est souvent considérée comme étant nécessaire pour garantir la libéralisation commerciale face à « l'ingéniosité illimitée » des États pour développer de nouvelles barrières non tarifaires (Rüdiger Wolfrum, « Article XI GATT » dans Rüdiger

En dépit des efforts multilatéraux et de l'existence de plusieurs dispositions pertinentes, le cadre de la libéralisation commerciale établi par le GATT de 1947 ne parviendra pas à réguler de manière « efficace » la prépondérance nouvelle des barrières non tarifaires<sup>218</sup>. Celles-ci recouvrent une vaste série de mesures complexes et insaisissables<sup>219</sup> auxquelles les dispositions très générales de 1947 ne sont pas adaptées<sup>220</sup>.

C'est donc en 1994, suite au cycle d'Uruguay, que les États créeront l'Organisation mondiale du commerce (OMC), dotée d'un régime commercial en réponse à la prolifération des barrières non tarifaires. Plusieurs accords spécifiques sont alors dédiés à certaines catégories de mesures non tarifaires, telles que par exemple l'accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation<sup>221</sup>, l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires<sup>222</sup> ou encore l'accord sur les règles d'origine<sup>223</sup>. Plus particulièrement, deux

---

Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n° 3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 46 aux pp 47- 48).

<sup>218</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 356.

<sup>219</sup> Terhechte, *supra* note 36 au para 3; OECD, *supra* note 209 à la p 13. Au contraire, dans le cadre du régime commercial multilatéral, les droits de douane sont généralement considérés comme une politique commerciale transparente et claire, qui ne constitue pas nécessairement une barrière infranchissable au commerce international. Ainsi par exemple, la libéralisation commerciale sous le GATT s'est faite par une conversion progressive de toutes les barrières commerciales en droits de douane, puis de l'abaissement progressif de ceux-ci.

<sup>220</sup> Michael Koebel, « Preamble TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n° 3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 167 aux pp 170- 171 ; Holger Hestermeyer, « Article III GATT1994 » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO : technical barriers and SPS measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 5 à la p 8.

<sup>221</sup> *Accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation*, 15 avril 1994, 1868 UNTS 436 (entrée en vigueur: 1er janvier 1995).

<sup>222</sup> *Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, 15 Avril 1994, 1869 UNTS 14 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

<sup>223</sup> *Accord sur les règles d'origine*, 15 avril 1994, 1868 UNTS 397 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

accords multilatéraux ont vocation à endiguer « le protectionnisme réglementaire » (« *regulatory protectionism* »<sup>224</sup>) : l'Accord sur les obstacles techniques au commerce<sup>225</sup> (accord OTC) et l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires<sup>226</sup> (accord SPS). L'objectif de ces deux accords est de créer un cadre permettant de distinguer les mesures visant réellement à atteindre un objectif de politique publique de potentielles restrictions déguisées au commerce<sup>227</sup>. Pour cela, l'accord OTC comme l'accord SPS s'appuient toujours primordialement sur le principe de non-discrimination<sup>228</sup> tout en encadrant plus avant le pouvoir réglementaire des États membres afin de limiter son impact restrictif sur le commerce<sup>229</sup>. Dans les deux accords, les États conservent le droit d'adopter les mesures qu'ils considèrent comme étant nécessaires pour protéger une série d'objectifs légitimes<sup>230</sup>. Toutefois, de nombreuses conditions viennent encadrer la mise en œuvre de ce droit réglementaire des États. Ainsi, les

---

<sup>224</sup> Trachtman, *supra* note 212 aux pp 190- 191. Clarifier le cadre juridique des exceptions de l'article XX du GATT est également avancé comme l'un des objectifs principaux de ces accords par Peter-Tobias Stoll (voir Stoll, *supra* note 20 au para 31).

<sup>225</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, 15 Avril 1994, 1868 UNTS 120 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

<sup>226</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, 15 Avril 1994, 1867 UNTS 493 (entrée en vigueur : 1er janvier 1995).

<sup>227</sup> Michael J Trebilcock et Robert Howse, *The Regulation of International Trade*, 3<sup>e</sup> éd, New York, Routledge, 2005 à la p 566.

<sup>228</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 2.3 et art 5.5; *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 2.1 (dédié aux règlements techniques) et art. 5.1.1 (dédié aux procédures de conformité). Il est intéressant de noter que ces articles combinent à la fois des éléments de l'article I et III du GATT. Voir: Anja Seibert-Fohr, « Article 2 SPS » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 392 à la p 407; Ludvine Tamiotti, « Article 2 TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 210 à la p 214.

<sup>229</sup> Stoll, *supra* note 20 au para 32.

<sup>230</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 2.1 ; *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225 préambule et art 2.2. À noter que bien que les États conservent leur pouvoir réglementaire dans les deux accords, il est affirmé plus fermement et plus explicitement dans le cadre de l'accord SPS.

mesures sanitaires et phytosanitaires doivent, *inter alia*, être mises en œuvre en réponse à une nécessité<sup>231</sup>, scientifiquement fondée<sup>232</sup>, de façon à gêner le commerce le moins possible et sans établir de discrimination arbitraire ou injustifiable ni de restriction déguisée<sup>233</sup>. Similairement, les règlements techniques et procédures d'évaluation de la conformité ne doivent pas instituer un traitement moins favorable entre les produits importés et les produits nationaux<sup>234</sup> ni créer d'obstacles plus restrictifs que nécessaire pour atteindre un objectif légitime<sup>235</sup>. Les membres doivent par ailleurs se justifier pour toute adoption de mesures techniques ayant « un effet notable sur le commerce » vis-à-vis des pays qui en font la demande<sup>236</sup>. Outre ces critères substantiels, les deux accords énoncent une série d'obligations procédurales de transparence, tels que la publication des mesures, l'allocation d'un délai raisonnable entre celle-ci et la mise en vigueur, l'allocation d'une période de commentaires aux autres parties, etc<sup>237</sup>. Les accords OTC et SPS incorporent également deux « outils » de coopération réglementaire plus active entre les États membres afin de faciliter le flux du commerce international. D'une part, les États sont fortement encouragés à établir leurs réglementations sur la base de standards développés

---

<sup>231</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 2.2.

<sup>232</sup> On retrouve les critères scientifiques tout au long de l'accord SPS, tels qu'aux articles 2.2, 3.3 et 5. Il convient de noter que les membres sont également autorisés à adopter des mesures temporaires dans l'attente de nouvelles informations (art 5.7 accord SPS), en vertu d'une incorporation limitée du principe de précaution. Voir la discussion plus approfondie par rapport à ce principe, aux pp 60-64, ci-dessous.

<sup>233</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 2.3, 5.4, 5.5 et 5.6.

<sup>234</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 2.1. L'exigence d'un traitement non moins favorable concerne aussi les produits importés par rapport aux produits similaires originaires de tout autre pays. L'article 2.1 incorpore ainsi à la fois le principe de la nation la plus favorisée de l'article I et le principe du traitement national de l'article III du GATT.

<sup>235</sup> *Ibid*, art 2.2 et 5.1.2. Tandis que ces deux dispositions visent les mesures adoptées par les institutions centrales, l'accord OTC contient également une série de dispositions dédiées aux mesures adoptées par les institutions publiques locales ainsi qu'aux organismes non gouvernementaux à activité normative (articles 3, 4 et 7 et 8)

<sup>236</sup> *Ibid*, art 2.5.

<sup>237</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, annexe B, alinéa 1, 2 et 5; *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 2.9, 2.10-2.12, 5.6-5.9.



au niveau international<sup>238</sup>. D'autre part, ils sont incités à reconnaître l'équivalence des mesures SPS<sup>239</sup>, des règlements techniques<sup>240</sup> ou des résultats des procédures d'évaluation de la conformité des autres États membres<sup>241</sup>, lorsque ceux-ci atteignent un niveau de protection équivalent, notamment par la conclusion d'accords de reconnaissance mutuelle<sup>242</sup>.

Sur le plan environnemental, c'est sans nouvelles règles sur l'intersection commerce-environnement que se clôturera le cycle de négociations commerciales d'Uruguay<sup>243</sup>, même si la création de l'OMC s'accompagne également de quelques « innovations » sur le plan environnemental. Tout d'abord, l'environnement est désormais reconnu comme étant l'un des objectifs généraux du régime commercial multilatéral. À ce titre, l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce affirme dans son préambule l'importance de permettre une :

« [u]tilisation optimale des ressources mondiales conformément à l'objectif de développement durable, en vue à la fois de protéger et préserver l'environnement et de renforcer les moyens d'y

---

<sup>238</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 3.1 ; *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 2.4 (dédié aux règlements techniques), art 5.4 et 5.5 (dédiés aux procédures d'évaluation de la conformité). Il convient de noter que l'utilisation des standards internationaux est plus fortement requise dans le cadre de l'accord OTC. Baser leurs réglementations sur les standards internationaux confère plusieurs avantages aux États membres. Entre autre, leurs réglementations sont alors présumées conformes au critère de nécessité (article 3.2 de l'accord SPS; article 2.5 de l'accord OTC), et les États sont dispensés de leurs obligations procédurales (annexe B, alinéa 5 de l'accord SPS; article 5.6 de l'accord OTC). Comme l'explique Peter-Tobias Stoll, ce type de dispositions tend à renforcer le rôle des organes de standardisation (Stoll, *supra* note 20 au para 32).

<sup>239</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 4.1 .

<sup>240</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 2.7.

<sup>241</sup> *Ibid*, art 6.1.

<sup>242</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 4.2; *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, art 6.3. À noter que pour la reconnaissance de l'équivalence des règlements techniques, l'accord OTC oriente plutôt les États vers une reconnaissance unilatérale (Tamiotti, *supra* note 228 à la p 229).

<sup>243</sup> Benedek, *supra* note 200 au para 46.

*parvenir avec [les] besoins et soucis respectifs [des Parties] à différents niveaux de développement économique »<sup>244</sup>.*

Similairement, l'Accord sur l'agriculture<sup>245</sup> et l'Accord OTC<sup>246</sup> font mention de la nécessité de protéger l'environnement dans leur préambule.

Par ailleurs, plusieurs accords multilatéraux adoptés en 1994 incluent désormais des références pertinentes vis-à-vis de la protection environnementale, notamment l'Accord sur les aspects des droits de la propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC)<sup>247</sup> et l'Accord sur l'agriculture<sup>248</sup>. Il faut toutefois noter que ces dispositions tendent à incorporer l'environnement dans le cadre d'une exception ou d'une exemption par rapport aux dispositions générales. Par exemple, dans l'Accord ADPIC, l'environnement est une des raisons au nom desquelles il est possible d'exclure certaines inventions de la brevetabilité<sup>249</sup>. Remarquablement, l'Accord OTC et l'Accord SPS incorporent l'environnement comme un objectif de réglementation, ce qui constitue une obligation positive par rapport à l'exception de l'Article XX<sup>250</sup>. Ainsi dans l'accord OTC, l'environnement est explicitement cité parmi les objectifs au nom desquels les

---

<sup>244</sup> *Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 154 (entrée en vigueur: 1er janvier 1995). Ceci constitue une reconnaissance importante de la relation entre environnement et commerce international (Stoll, *supra* note 20 au para 99; Alam, *supra* note 48 à la p 61).

<sup>245</sup> *Accord sur l'agriculture*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 410 (entrée en vigueur: 1er janvier 1995): « *Notant que les engagements au titre du programme de réforme devraient être pris de manière équitable par tous les Membres, eu égard aux considérations autres que d'ordre commercial, y compris la sécurité alimentaire et la nécessité de protéger l'environnement* ».

<sup>246</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, préambule: « *Reconnaissant que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires pour assurer la qualité de ses exportations, ou nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement, ou à la prévention de pratiques de nature à induire en erreur* ».

<sup>247</sup> *Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*, 15 avril 1994, 1869 UNTS 299 (entrée en vigueur: 1er janvier 1995).

<sup>248</sup> Il convient de noter que l'accord sur les subventions et les mesures compensatoires contient également une référence directe à l'environnement en son article 8, mais que celui-ci a expiré conformément à l'article 31.

<sup>249</sup> *Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*, *supra* note 247, art 27.2.

<sup>250</sup> Tamietti, *supra* note 228 à la p 220.

États peuvent adopter des mesures réglementaires ayant un impact sur le commerce<sup>251</sup>. L'accord SPS quant à lui, en ce qu'il énonce comme objectif de réglementation « la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou à la préservation des végétaux », couvre également certaines mesures environnementales, même si son champ d'application semble plus réduit<sup>252</sup>.

Sur le plan institutionnel, le Comité sur le commerce et l'environnement est aussi créé en 1994 par une décision ministérielle. En écho avec l'absence de nouvelles règles, les principales missions du comité sont d'examiner l'intersection entre les mesures commerciales et les mesures environnementales et d'établir des recommandations vis-à-vis de la pertinence de modifier les dispositions du système commercial multilatéral<sup>253</sup>.

Comme le reflète cette présentation (partielle) du cadre établi au niveau multilatéral quant aux barrières non tarifaires, notamment réglementaires, le régime commercial multilatéral tente de définir une balance entre l'autonomie des États membres d'adopter des

---

<sup>251</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225 art 2.2. Ludivine Tamiotti note de façon intéressante que, contrairement à l'article XX du GATT, l'environnement est ici incorporé dans le cadre d'une obligation positive et non comme une exception (Tamiotti, *supra* note 228 à la p 220), une interprétation que l'Organe d'appel a semblé confirmé dans son rapport États-Unis - *Cigarettes* en 2012 (Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 364).

<sup>252</sup> Steve Charnovitz, « Article I SPS and Annex A » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 375 aux pp 381 - 382.

<sup>253</sup> *Déc. sur le commerce et l'environnement*, LT/UR/D-6/2, 15 avril 1994, en ligne : <<https://docs.wto.org>>. Le Comité est important d'un point de vue institutionnel en ce qu'il offre aux Membres un forum de discussion des enjeux à l'intersection entre le commerce et l'environnement (OCDE, Département Commercial, *The relationship between Regional Trade Agreements and the multilateral trading system: Environment*, TD/TC/WP(2002)26/FINAL, 2002 aux pp 6- 7, en ligne : <<http://www.ocde.org>>). Ses travaux n'ont toutefois pas abouti à une évolution tangible du traitement de l'environnement dans le cadre du régime commercial multilatéral (Benedek, *supra* note 200 au para 46).

mesures en vue de protéger un certain nombre d'objectifs légitimes et les exigences de la libéralisation commerciale<sup>254</sup>.

B) La balance entre l'autonomie réglementaire des États et le libre-échange selon le régime commercial multilatéral

L'établissement de cette balance s'avère relativement difficile dans un contexte où le libre-échange et l'autonomie réglementaire des États sont naturellement conflictuels, les réglementations étatiques étant synonymes de coûts pour le commerce international<sup>255</sup>. En ce sens, les mesures mises en œuvre par les États au nom de la protection environnementale, que ce soit au niveau national ou international, figurent désormais parmi l'une des sources majeures d'obstacles capables de contrarier le commerce international. Certaines mesures ont précisément vocation à affecter le commerce, telles que les prohibitions d'importation d'espèces protégées<sup>256</sup>. D'autres mesures ont un impact fortuit sur le commerce, mais non moins important<sup>257</sup>. Par exemple, les politiques d'étiquetage écologique, les règles de gestion et d'élimination des déchets ou les normes d'emballage et de recyclage constituent autant de mesures non tarifaires susceptibles de créer un obstacle commercial<sup>258</sup>, notamment parce qu'elles diffèrent généralement d'un État à l'autre et requièrent des producteurs une adaptation particulière de leurs produits<sup>259</sup>. En ce que la protection environnementale requiert l'intervention de la puissance publique sur le marché privé et que la libéralisation commerciale nécessite la limitation de cette intervention afin de garantir la libre circulation des biens et des services<sup>260</sup>, la protection environnementale et le libre-échange sont nécessairement analysés

---

<sup>254</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 353.

<sup>255</sup> *Ibid* à la p 351.

<sup>256</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512.

<sup>257</sup> *Ibid*.

<sup>258</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 114.

<sup>259</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 513.

<sup>260</sup> *Ibid* à la p 512.

comme des objectifs compétitifs à concilier. L'OMC, en raison de son rôle clé dans l'administration du commerce international, et de ses mécanismes de règlement des différends sophistiqués, occupe une place centrale dans la définition concrète de l'équilibre entre ces enjeux<sup>261</sup>. Institution économique, l'OMC opère ce rôle avec la rationalité qui lui est propre et en accord avec les traités juridiques, la libéralisation commerciale tend souvent à être la règle<sup>262</sup> (a), et la préservation de l'environnement, l'exception<sup>263</sup> (b).

### 1) *La règle de la libéralisation commerciale*

Plusieurs exemples sont susceptibles de refléter cette propension. Tout d'abord, on peut évoquer à ce titre la problématique ayant émergé par rapport à l'article III du GATT, qui est à la fois l'un des piliers du GATT quant à la régulation des barrières non tarifaires tout en étant une disposition ayant un fort potentiel d'interférence avec la protection environnementale<sup>264</sup>. Cette disposition requiert des Parties qu'elles ne discriminent pas dans l'application de leurs réglementations entre les produits étrangers qui sont similaires aux produits nationaux. Dans ce cadre, le concept de « produit similaire » constitue un critère clé dans la détermination de la présence ou l'absence de violation de cette disposition<sup>265</sup>, ainsi que dans plus de 50 dispositions des accords de l'OMC<sup>266</sup>. Dans le même temps, la définition de la similarité des produits

---

<sup>261</sup> Stoll, *supra* note 20 au para 98; Watson, *supra* note 100 à la p 97; *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Environmentally Sound Economic Activity, International Law » par Elvira Pushkareva au para 20, en ligne : <opil.ouplaw.com>; Kulovesi, *supra* note 184 à la p 61; Barkin, *supra* note 58 à la p 446.

<sup>262</sup> Mireille Delmas-Marty, « Le pluralisme ordonné et les interactions entre ensembles juridiques » (2006) 14 *Dalloz* 951 à la p 952.

<sup>263</sup> Francioni, *supra* note 173 à la p 453.

<sup>264</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 64.

<sup>265</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Like Products » par Won-Mog Choi et Freya Baetens au para 1, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>; Joanne Scott, « On Kith and Kine (and Crustaceans): Trade and Environment in the EU and WTO » dans JHH Weiler, dir, *The EU, the WTO, and the NAFTA: Towards a Common Law of International Trade?*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 125 à la p 135.

<sup>266</sup> Choi et Baetens, *supra* note 265 au para 1.

constitue l'un des principaux débats de l'interface environnement-commerce<sup>267</sup>. Le cœur de la controverse repose sur la question de savoir si la différence de procédés et méthodes de production interfère avec la notion de « similarité » des produits<sup>268</sup>. Les textes juridiques ne fournissant pas de détails sur la manière dont la similarité d'un produit peut être déterminée<sup>269</sup>, l'interprétation de l'Organe de Règlement des Différends (ORD) recouvre une importance centrale. Jusqu'à présent, les panels et l'Organe d'appel (OA) se sont principalement basés sur une approche dite « objective »<sup>270</sup>. Notamment, dans l'affaire Communautés européennes – *Amiante*, l'OA énonça quatre catégories de caractéristiques susceptibles de définir la similarité : les propriétés physiques des produits, les utilisations finales des produits, la perception des consommateurs quant à l'utilisation des produits et la classification tarifaire des produits<sup>271</sup>. *A contrario*, le cadre multilatéral commercial a semblé jusqu'à présent peu enclin à intégrer les

---

<sup>267</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 65.

<sup>268</sup> Hestermeyer, *supra* note 220 à la p 30.

<sup>269</sup> Erich Vranes, *Trade and the Environment: Fundamental Issues in International Law, WTO Law, and Legal Theory*, coll International economic law series, Oxford, Oxford University Press, 2009 à la p 191.

<sup>270</sup> Hestermeyer, *supra* note 220 à la p 12; Vranes, *supra* note 269 à la p 195; Choi et Baetens, *supra* note 265 au para 22. Cette approche se base originellement sur un rapport sur les ajustements fiscaux des années 1970, qui énumère les critères suivants: « les fins d'utilisation du produit dans un marché donné; les habitudes et les goûts des consommateurs, qui varient d'un pays à l'autre; les propriétés, la nature et la qualité du produit » [notre traduction]. Voir: GATT, *Report by the working party on border tax adjustments*, L/3464, 20 novembre 1970 au para I.18, en ligne : <<https://docs.wto.org>>. Les organes de règlement des différends ont parfois varié leur approche, comme dans l'affaire États-Unis - *Malt*, dans laquelle le Groupe spécial a pris en compte l'objectif et l'effet de la mesure en cause. Voir Groupe spécial, *États-Unis - Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt (Plainte du Canada)*, (1992), GATT Doc DS23/R au para 5.25, en ligne : (1992) <<https://www.wto.org/>>. L'approche objective reste toutefois l'interprétation de référence (Tamiotti, *supra* note 228 à la p 216).

<sup>271</sup> Organe d'appel, *Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant (Plainte du Canada)*, (2001), OMC Doc WT/DS135/AB/R aux paras 101-102 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (2001) <<https://docs.wto.org>>. À noter que cette liste de critères doit être vue plutôt comme un guide interprétatif que comme une liste stricte de critères. Par ailleurs, le concept de produit similaire doit être interprété au cas par cas et selon la disposition à laquelle il est fait référence dans le cadre d'une affaire (Tamiotti, *supra* note 228 à la p 216).

méthodes de production comme un facteur déterminant de la similarité de produits<sup>272</sup>. Sous l'aspect commercial, le rejet de ce critère est avantageux, car le contraire permettrait qu'une large variété de mesures environnementales puissent être regardées comme non-discriminatoires<sup>273</sup> et donc conformes à l'article III du GATT (du moins sur ce critère). Cela serait alors susceptible de diminuer l'emprise du régime commercial multilatéral sur la prolifération de ces barrières non tarifaires<sup>274</sup>. Or, sur le plan environnemental, la prise en compte des méthodes et procédés de production recouvre une importance clé. Deux produits peuvent être identiques quant à leurs caractéristiques physiques tout en ayant des impacts environnementaux radicalement différents quant à leurs méthodes de production. Dans cette optique, l'approche adoptée par l'ORD est dommageable d'un point de vue environnemental, car elle tend à limiter la possibilité d'internaliser les coûts environnementaux<sup>275</sup>.

Cette controverse liée aux méthodes et procédés de production se retrouve dans l'accord OTC<sup>276</sup>, sous une forme légèrement différente. Contrairement au GATT, l'accord OTC se réfère directement aux méthodes et procédés de production, définissant un règlement technique comme « un document qui énonce les caractéristiques d'un produit ou les procédés et méthodes

---

<sup>272</sup> Groupe spécial, *États-Unis - Thon (Plainte du Mexique)*, (1991), GATT Doc DS21/R, en ligne : (1991) <<https://docs.wto.org>>, au para 15. Dans cette affaire, le panel a soutenu que les méthodes de production n'étaient pas un critère pertinent pour la détermination de la similarité. Il convient de noter que ce rapport n'a pas été adopté et que cette affaire s'est produite dans le contexte pré-1994. Toutefois, en l'état, le maintien de l'approche objective, priorisant la comparaison entre les produits finis et leurs caractéristiques physiques, laisse peu de place à la prise en compte des méthodes et procédés de production dans le cadre de l'article III (Hestermeyer, *supra* note 220 à la p 30).

<sup>273</sup> Hestermeyer, *supra* note 220 à la p 31.

<sup>274</sup> *Ibid* à la p 30.

<sup>275</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 67; Cole, *supra* note 39 à la p 189; Brown Weiss, *supra* note 38 à la p 730.

<sup>276</sup> Koebele, *supra* note 220 à la p 195; Mark Jacobs et Joachim Wiers, « The E in ICE: Is the Climate for Negotiations on Trade and Environment Heating Up? » (2002) 29:1 LIEI 83 à la p 92.

de production s'y rapportant »<sup>277</sup>. La question est alors celle de savoir si l'Accord OTC couvre l'ensemble des procédés et méthodes de production ou seulement celles ayant un impact visible dans le produit final. Comme l'explique Michael Koebele, une différence est faite entre les méthodes de production basées sur les caractéristiques physiques d'un produit, destinées à garantir la fonctionnalité et la sécurité du produit pour les consommateurs ; et les méthodes de production qui n'ont pas d'impact sur le produit final et ont vocation à participer à la réalisation de certains objectifs sociaux comme les droits de la personne ou la protection environnementale<sup>278</sup>. Et si la couverture des méthodes de production affectant les caractéristiques physiques du produit final est largement incontestée, celle des méthodes de production non liées au produit demeure source de controverse<sup>279</sup>. Bien que plusieurs affaires illustrent l'importance de cette problématique dans l'accord OTC, l'ORD n'y a pour l'instant pas apporté de réponse explicite. À ce sujet, la perspective dominante semblait être celle selon

---

<sup>277</sup> *Accord sur les obstacles techniques au commerce*, *supra* note 225, annexe 1.1. À noter qu'une norme est également définie comme un document fournissant des caractéristiques liées aux produits ou procédés et méthodes de production connexes (contrairement au règlement, la norme a un caractère volontaire) (*Ibid* annexe 1.2). L'accord SPS énonce similairement que « *les mesures sanitaires et phytosanitaires comprennent toutes lois, tous décrets, toutes réglementations, toutes prescriptions et toutes procédures pertinents, y compris, entre autres choses, les critères relatifs au produit final; les procédés et méthodes de production; les procédures d'essai* » (*Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, annexe A.1). Toutefois, comme l'explique Steve Charnovitz, cette définition doit être lue en lien avec les autres paragraphes qui circonscrivent les mesures sanitaires couvertes par l'accord à celles appliquées sur le territoire du Membre. Les mesures ayant un caractère extra-juridictionnel ne sont donc pas couvertes par l'accord, expliquant probablement pourquoi cette question est moins controversée dans le cadre de l'accord SPS (Steve Charnovitz, *supra* note 252 à la p 386).

<sup>278</sup> Michael Koebele, « Article I et Annex I TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 178 à la p 195.

<sup>279</sup> Gracia Marin Duran, « NTBs and the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade: The Case of PPM-Based Measures Following US - Tuna II and EC - Seal Products » dans Christoph Hermann, Markus Krajewski et Jörg Philipp Terhechte, dir, *European yearbook of international economic law 2015*, Heidelberg, Springer, 2015, 86 à la p 96.



laquelle les méthodes et procédés de production non liés au produit ne sont pas couverts par l'accord<sup>280</sup>. Néanmoins, deux affaires récentes offrent de nouveaux éclairages. Dans l'affaire États-Unis — *Thon II*, le groupe spécial a qualifié la mesure américaine établissant les règles d'accès à l'étiquetage « Dolphin Safe » pour les produits du thon de « règlement technique » couvert par l'Accord OTC, sans considérer l'enjeu selon lequel celles-ci étaient fondées sur un critère lié aux méthodes de production non liées au produit<sup>281</sup>. Cette interprétation a été confirmée par l'OA<sup>282</sup>. Au contraire, dans l'affaire Communautés Européennes — *Produits du phoque*, l'OA a renversé l'interprétation du groupe spécial selon laquelle le régime européen prohibant l'importation de produits dérivés du phoque constituait une réglementation technique au sens de l'annexe 1.1 de l'accord OTC<sup>283</sup>, tout en s'estimant incapable de compléter l'analyse juridique sur la question de savoir si le régime juridique de l'UE énonçait des critères liés aux méthodes de production au sens de l'annexe 1.1 de l'accord OTC<sup>284</sup>. Cette différenciation pourrait suggérer que les critères d'étiquetage, qu'ils visent les méthodes de production liées au produit ou celles non liées au produit, sont toujours couverts par l'accord OTC<sup>285</sup>. Au contraire, les autres mesures visant les méthodes de production non liées aux produits, telles que les restrictions à l'importation, ne seraient pas couvertes par l'accord<sup>286</sup>.

---

<sup>280</sup> Koebele, *supra* note 278 à la p 196.

<sup>281</sup> Groupe spécial, *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits de thon (Plainte du Mexique)*, (2011), OMC Doc WT/DS381/R au para 7.71-7.79 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : (2011) <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>282</sup> Organe d'appel, *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, (2012), OMC Doc WT/DS381/AB/R au para 199 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (2012) <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>283</sup> Organe d'appel, *Communautés européennes - Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, (2014), OMC Doc WT/DS400/AB/R au para 5.59 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (2014) <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>284</sup> *Ibid* au para 5.69.

<sup>285</sup> Marin Duran, *supra* note 279 aux pp 102- 103.

<sup>286</sup> *Ibid*. L'auteure souligne par ailleurs que cette différenciation semble avoir peu de sens, écartant les mesures les plus restrictives d'un point de vue commercial du champ d'application de l'accord OTC.

Outre cette question irrésolue du champ d'application de l'accord OTC par rapport aux méthodes de production non liées aux produits, la problématique des programmes d'étiquetage écologique représente en elle-même une seconde illustration de l'interaction conflictuelle entre libéralisation commerciale et protection environnementale dans le contexte du régime commercial multilatéral. L'étiquetage écologique, aussi appelé « écoétiquetage », permet d'informer les consommateurs de l'impact environnemental moins dommageable d'un produit ou de son procédé de production par rapport à un autre<sup>287</sup>. Sur le plan environnemental, l'étiquetage offre aux consommateurs la possibilité de faire des choix de produits plus respectueux de l'environnement, et d'influencer par leur pouvoir d'achat le développement de méthodes de production plus écologiques. Généralement considérés comme étant peu restrictifs d'un point de vue commercial, les programmes d'écoétiquetage, notamment ceux visant les procédés et méthodes de production, n'en sont pas moins devenus une source majeure de controverse entre les États membres de l'OMC<sup>288</sup>. Il est ainsi souvent allégué que ces mesures non tarifaires, s'étant largement répandues et complexifiées ont un impact significatif sur le commerce<sup>289</sup>. À titre d'exemple, Julia Bognar explique comment le système d'étiquetage de l'UE par rapport aux produits génétiquement modifiés constitue une barrière réglementaire pour

---

<sup>287</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Eco-Labeling » par Volker Röben, en ligne : <opil.oupilaw.com>. Il en existe une très grande variété: l'étiquetage peut ainsi être géré par une entité publique ou privée ; avoir une nature volontaire ou obligatoire ; relayer une information au consommateur par rapport à une seule caractéristique, ou bien être basé sur le cycle intégral du produit, « du berceau à la tombe » (Koebele, *supra* note 278 aux pp 198-200; Erik P Bartenhagen, « The Intersection of Trade and the Environment: An Examination of the Impact of the TBT Agreement on Ecolabelling Programs » [1997] 17:1 Va Env'tl L J 51 aux pp 54- 60).

<sup>288</sup> Jacobs et Wiers, *supra* note 276 à la p 92.

<sup>289</sup> Bartenhagen, *supra* note 287 à la p 60; Seung Wha Chang, « GATting a Green Trade Barrier: Eco-Labeling and the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade » (1997) 31:1 J World Trade 137; Terhechte, *supra* note 36 au para 24.

les exportateurs canadiens<sup>290</sup>. Un autre exemple réside dans les mesures adoptées par les États-Unis visant à réglementer les conditions d'accès à l'étiquetage « Dolphin Safe » pour les produits du thon vendus sur leur marché. Ce programme d'étiquetage, ayant pour objectif de réduire la mortalité des dauphins causés par la pêche au thon dans l'océan pacifique oriental tropical<sup>291</sup>, a donné lieu à un important conflit commercial entre les États-Unis et le Mexique. Situation emblématique de la difficile intégration des dynamiques de libéralisation commerciale et de protection environnementale, il est intéressant d'examiner (brièvement) l'équilibre réalisé dans cette affaire. En l'espèce, l'OA a notamment estimé que la mesure des États-Unis était incompatible avec l'article 2.1 de l'accord OTC, soit l'exigence d'un traitement non moins favorable. Il a été estimé que celle-ci créait une discrimination entre les produits du thon mexicains par rapport aux produits originaires des États-Unis ou d'ailleurs par rapport à l'accessibilité à l'écoétiquetage « Dolphin Safe »<sup>292</sup>, notamment parce que le programme ne traitait pas les risques présentés pour les dauphins par différentes méthodes de pêche dans différentes zones de l'océan<sup>293</sup>. Cette constatation a requis une interprétation extensive des disciplines commerciales<sup>294</sup>, trouvant une nouvelle fois une réglementation à visée

---

<sup>290</sup> Julia Bognar, *Regulating Risk: Explaining Diverging Labeling Policies Between Canada and the European Union and Whether These Differences Can Be Reconciled*, MA Thesis, The University of British Columbia (Vancouver), 2008.

<sup>291</sup> Jakir Vanda, « The New WTO Tuna Dolphin Decision: Reconciling Trade and Environment? » (2013) 9:9 Croatian yearbook of European law & policy 143 à la p 145. Comme le résume ici l'auteur, dans l'océan pacifique oriental tropical, la présence de dauphins est fortement associée avec celle de bancs de thons. Par conséquent, le déploiement de filets à senne coulissante visant à capturer le thon entraîne une mortalité collatérale élevée des dauphins.

<sup>292</sup> *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 282 au para 298.

<sup>293</sup> *Ibid* au para 297.

<sup>294</sup> À titre d'exemple, le Groupe spécial et l'Organe d'appel ont adopté une interprétation très large de la notion de règlement technique obligatoire, afin d'y faire entrer ce programme d'étiquetage volontaire et de le soumettre aux exigences de l'article 2. Voir: Jakir Vanda, *supra* note 291 aux pp 153 - 155.

environnementale en violation des disciplines commerciales multilatérales<sup>295</sup>. Toutefois, il est intéressant de noter qu'il semble que si la mesure des États-Unis avait énoncé des critères plus stricts pour l'accessibilité du label « Dolphin Safe » pour le thon pêché dans les autres parties de l'océan, c'est-à-dire, plus protectrice de l'environnement, elle aurait pu être considérée comme étant compatible avec les disciplines de l'accord OTC<sup>296</sup>.

Un troisième exemple reflétant la faveur accordée aux enjeux commerciaux par rapport à la protection environnementale repose dans le conflit lié à l'équilibre entre la science et l'application de la précaution dans le cadre de l'accord SPS<sup>297</sup>. Comme cela a été évoqué précédemment, l'objectif majeur de l'Accord SPS est de créer un cadre permettant de distinguer les mesures visant réellement à atteindre un objectif de politique publique de potentielles restrictions déguisées au commerce<sup>298</sup>. Toutefois, démêler les objectifs légitimes d'éventuelles motivations protectionnistes dans les réglementations étatiques peut constituer un exercice très complexe<sup>299</sup>, voire impossible. La science, perçue comme une source de légitimité et d'objectivité, est donc placée au cœur de l'Accord SPS. Les États membres de l'OMC doivent

---

<sup>295</sup> *Ibid* à la p 160.

<sup>296</sup> *Ibid* à la p 161. À noter que cette analyse est par ailleurs soutenue par le fait que l'Organe d'appel a déterminé que la mesure remplissait le critère de nécessité conformément à l'article 2.2, car les mesures alternatives proposées ne pouvaient pas être considérées équivalentes d'un point de vue de la protection des dauphins. Voir: *Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 249 aux paras 330- 331.

<sup>297</sup> Le développement suivant est largement tiré du raisonnement mené dans l'introduction de l'article suivant, réalisé au cours de la maîtrise: Angéline Couvreur, « New Generation Regional Trade Agreements and the Precautionary Principle: Focus on the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) Between Canada and the European Union » (2015) XV *Asper Review of International Business and Trade Law* 265.

<sup>298</sup> Voir Partie I, Chapitre 2, II. B) 1) au pp 47-48, ci-dessus.

<sup>299</sup> Usman Khan et al, *Transatlantic Trade and Investment Partnership: international trade law, health systems and public health*, London, UK, The London School of Economics and Political Science, 2015 à la p 23, en ligne : <eprints.lse.ac.uk>; Marceau et Trachtman, *supra* note 212 aux pp 351- 352.

ainsi généralement baser leurs mesures sur des principes et des preuves scientifiques<sup>300</sup>, à commencer par l'évaluation des risques<sup>301</sup>, qui fait donc figure d'« outil universel de politique »<sup>302</sup>. Sous l'angle de la libéralisation commerciale, l'utilisation d'une telle approche scientifique est avantageuse, car elle constitue pour les États membres et les mécanismes de règlement des différends de l'OMC un outil rationnel d'analyse des réglementations nationales. Toutefois, la science n'est pas infaillible et parfois l'analyse scientifique ne permet pas de prévoir la survenue d'un dommage, notamment en cas de risques pluridimensionnels devant être analysés sur le long terme, comme les enjeux environnementaux<sup>303</sup>. D'un point de vue environnemental, il est donc essentiel de pouvoir adopter des actions visant à prévenir la survenue d'un risque, avant même que celui ne soit démontré scientifiquement, notamment parce les enjeux environnementaux recouvrent souvent un caractère irréversible. En ce sens, le principe de précaution, qui implique généralement « une plus grande réflexivité sur la nature de l'incertitude »<sup>304</sup> constitue l'un des principes fondamentaux du droit international de l'environnement<sup>305</sup>. Le principe est également intégré dans différentes autres sphères

---

<sup>300</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, Art 2.2 .

<sup>301</sup> *Ibid*, Art 5 .

<sup>302</sup> Notre traduction de l'expression « *universal tool of policy* », utilisée dans: Konrad von Moltke, « The Dilemma of the Precautionary Principle in International Trade » (1999) 3:6 Bridges (ICTSD).

<sup>303</sup> Nathalie Bernasconi-Osterwalder et al, *Environment and Trade: A Guide to WTO Jurisprudence*, London, Earthscan, 2006 à la p 255; Jacqueline Peel, *Science and Risk Regulation in International Law*, New York, Cambridge University Press, 2010 à la p 11; Elizabeth Fisher, « Precaution, Precaution Everywhere: Developing a Common Understanding of the Precautionary Principle in the European Community » (2002) 9:1 MJECL 7 à la p 11.

<sup>304</sup> Andy Stirling, « Precaution, foresight and sustainability: reflection and reflexivity in the governance of science and technology » dans Jan-Peter Voss, Dierk Bauknecht et René Kemp, dir, *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2006, 225 à la p 250 : « *Essentially, [the precautionary principle] involves greater reflectiveness over the nature of incertitude* ».

<sup>305</sup> Jan Bohanes, « Risk Regulation in the WTO Law: A Procedure-Based Approach to the Precautionary Principle » (2001) 40:2 Colum J Eur L 323 à la p 328.

juridiques, internationales et nationales, et est appliqué dans une multitude de domaines<sup>306</sup>. Il figure également parmi les enjeux les plus controversés ayant émergé à la croisée des régimes internationaux environnementaux et commerciaux. Dans le cadre du régime commercial multilatéral, le principe de précaution est principalement incorporé dans l'article 5.7 de l'accord SPS, de façon spécifique et limitée<sup>307</sup>, autorisant les États à adopter des mesures de précaution en cas d'incertitude scientifique, de manière temporaire et dans l'attente d'informations additionnelles<sup>308</sup>. Au travers de son analyse minutieuse du régime commercial multilatéral, Joakim Zander souligne que le principe de précaution est également susceptible de trouver un écho dans d'autres articles et être appliqué sous certaines autres conditions spécifiques<sup>309</sup>. Il est notamment reflété dans le sixième alinéa du préambule et à l'article 3.3 de l'accord SPS<sup>310</sup>. Ces deux dispositions affirment le droit des États membres de fixer leur propre niveau de protection sanitaire. Celui-ci peut donc être plus élevé, c'est-à-dire plus prudent<sup>311</sup>, à condition qu'il souscrive aux exigences scientifiques de l'accord<sup>312</sup>. Dans ce contexte, le principe de précaution pourrait notamment être appliqué à la suite d'une évaluation des risques laissant subsister une incertitude scientifique, par exemple dans l'hypothèse de preuves contradictoires, où une opinion minoritaire diffère de l'opinion majoritaire<sup>313</sup>. L'OA a saisi l'opportunité de fournir un

---

<sup>306</sup> Stirling, *supra* note 304 à la p 249. Outre le domaine environnemental, le principe de précaution trouve également application dans le domaine de la santé publique ou encore le domaine de la sécurité alimentaire.

<sup>307</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 400.

<sup>308</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226, art 5.7.

<sup>309</sup> Joakim Zander, *The Application of the Precautionary Principle in Practice: comparative dimensions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010 aux pp 39-74.

<sup>310</sup> *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 226.

<sup>311</sup> Organe d'appel, *Communautés Européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, (1998), OMC Doc WT/DS26/AB/R au para 124 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org>>.

<sup>312</sup> *Ibid* aux paras 173- 177; Zander, *supra* note 309 aux pp 45- 48.

<sup>313</sup> *Communautés Européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, *supra* note 311 au para 194; Zander, *supra* note 309 aux pp 47- 48.

tel schéma d'interprétation de la place du principe de précaution dans le régime commercial multilatéral dans le contexte des affaires ayant opposé les États-Unis et le Canada face à l'UE quant à l'utilisation d'hormones anabolisantes dans la production de viande. Ce conflit, ainsi que celui ayant émergé quant aux produits biotechnologiques, ont conduit à l'émergence d'un débat particulièrement controversé sur le juste équilibre entre la science et la précaution. L'un des enjeux majeurs est particulièrement celui de savoir si le principe de précaution a atteint le statut de coutume internationale, susceptible d'influencer l'interprétation et l'application des instruments juridiques internationaux<sup>314</sup>, y compris les exigences scientifiques requises par l'accord SPS. L'affaire Hormones constitue jusqu'à présent la seule affaire dans laquelle l'OA s'est directement prononcé sur cette question. En l'espèce, l'OA avait considéré « superflu, voire imprudent de se prononcer sur cette question importante, mais abstraite », invoquant notamment l'absence de consensus de la communauté internationale ou de formulation péremptoire du principe en dehors du droit international de l'environnement<sup>315</sup>. Cette affaire tend à refléter les réticences de l'ORD à incorporer plus largement le principe de précaution dans le régime commercial multilatéral, en dépit d'un effort notable pour en concilier l'essence. En effet, même si la plus grande réflexivité et la prudence sous-tendant le principe de précaution sont généralement considérées comme étant légitimes et nécessaires<sup>316</sup>, son application implique également un plus grand degré de discrétion<sup>317</sup>. Par conséquent, il apparaît souvent

---

<sup>314</sup> Ole W Pedersen, « From Abundance to Indeterminacy: The Precautionary Principle and its Two Camps of Custom » (2014) 3:2 Transnational Environmental Law 323 à la p 323.

<sup>315</sup> *Communautés Européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, *supra* note 311 aux paras 123-125.

<sup>316</sup> The Right Honourable Lord Brittan of Spennithorne, « Transatlantic economic partnership: breaking down the hidden barriers » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic regulatory cooperation: legal problems and political prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 17 à la p 19.

<sup>317</sup> Fisher, *supra* note 303 à la p 21.

difficile d'articuler le principe de précaution avec les exigences du régime commercial multilatéral<sup>318</sup>, qui recherche l'objectivité.

Finalement, et dans un registre différent, l'une des autres controverses majeures de l'interface environnement-commerce est celle de la légalité des mesures restreignant le commerce en vue d'atteindre un objectif environnemental<sup>319</sup>. L'article XI constitue probablement la disposition ayant le plus large potentiel d'interférence avec ces mesures environnementales liées au commerce, y compris celles adoptées en application d'un accord environnemental multilatéral (AEM)<sup>320</sup>. À ce titre, le Secrétariat de l'OMC considère qu'environ 20 AEM contiennent des dispositions requérant des États qu'ils adoptent des restrictions commerciales en vue d'atteindre des objectifs environnementaux<sup>321</sup>. Sous l'angle de la protection environnementale, et sous certaines conditions, l'utilisation du levier commercial constitue un outil intéressant en raison du lien indéniable entre le commerce

---

<sup>318</sup> Arbour, *supra* note 9.

<sup>319</sup> Jacobs et Wiers, *supra* note 276 à la p 83.

<sup>320</sup> Charnovitz, *supra* note 68 à la p 20; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512. À noter que d'autres dispositions du régime commercial multilatéral sont susceptibles d'interférer avec les mesures environnementales liées au commerce. Notamment, une interdiction commerciale adoptée à l'égard de pays non Parties en application d'un accord environnemental multilatéral tandis que le commerce est autorisé entre les Parties à l'accord pourrait contrevenir au principe de la nation la plus favorisée. Voir: Organisation mondiale du commerce, *Le commerce et l'environnement à l'OMC*, Genève, OMC, 2004 à la p 36, en ligne : <<http://www.wto.org>>.

<sup>321</sup> Organisation mondiale du commerce, *supra* note 320 à la p 36. Ainsi, la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, le Protocole de Montréal sur les substances qui appauvrissent la couche d'ozone, la Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, le Protocole de Carthagène relatif à la sécurité biologique ou encore la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants, ... peuvent être cités au nom des traités majeurs du droit international de l'environnement qui incorporent des mesures commerciales. Voir: Centre for International Environmental Law (CIEL), *Trade-related Measures and Multilateral Environmental Agreements*, UNEP Resources on Trade and Environment, United Nations Environment Program, 2007, en ligne : <[www.unep.org](http://www.unep.org)>; Jacobs et Wiers, *supra* note 276 à la p 89.



international et l'état de l'environnement<sup>322</sup>. Dans le même temps, les mesures environnementales liées au commerce tendent à être perçues comme un problème sous l'angle commercial, car elles ont pour vocation directe d'affecter le flux des échanges internationaux<sup>323</sup>. Plusieurs affaires reflètent cette interconnexion directe entre les accords environnementaux multilatéraux et le régime commercial multilatéral. Par exemple, le Zimbabwe avait menacé de déposer une plainte devant l'ORD contre une mesure d'interdiction sur le commerce de l'ivoire en application de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvage menacées d'extinction<sup>324</sup>. Une autre affaire emblématique est liée aux mesures adoptées par les États-Unis visant à réduire la mortalité des tortues marines lors de la pêche aux crevettes, dont la plupart sont reconnues comme des espèces particulièrement menacées ou vulnérables en droit international de l'environnement<sup>325</sup>. Toutefois, ces mesures ont été considérées comme étant incompatibles avec l'article XI:1 du GATT de 1994, en ce qu'elles constituaient une prohibition ou une restriction à l'importation de crevettes pour la Thaïlande, l'Inde, la Malaisie et le Pakistan<sup>326</sup>. Dans la période plus récente, les mesures environnementales liées au commerce ont notamment été évoquées dans le contexte des

---

<sup>322</sup> À titre d'exemple, Daniel C Esty note que: « *From an environmental perspective, trade presents an attractive policy tool that is inherently international and therefore commensurate in scale with global environmental problems* ». Voir: Esty, *supra* note 40 à la p 13.

<sup>323</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512; Jacobs et Wiers, *supra* note 276 à la p 92.

<sup>324</sup> Watson, *supra* note 100 à la p 131.

<sup>325</sup> *Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction*, 3 mars 1973, 161 UNTS 193, (entrée en vigueur: 1er juillet 1975), Annexes I et II.

<sup>326</sup> Groupe spécial, *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes (Plainte de l'Inde et al.)*, (1998), OMC Doc WT/DS58/R au para 7.2 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org/>>; Organe d'appel, *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes (Plainte de l'Inde et al.)*, (1998), OMC Doc WT/DS58/AB/R au para 7.17 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org/>>.

négociations sur le changement climatique<sup>327</sup>. Elles seraient alors utilisées contre les produits originaires de certains États afin de les forcer à adopter des politiques particulières sur le changement climatique<sup>328</sup>.

Les exemples énoncés ci-dessus constituent les points d'interférence majeurs entre la protection environnementale et la libéralisation commerciale<sup>329</sup>. Toutefois, ceux-ci sont potentiellement illimités<sup>330</sup> et tendent à devenir de plus en plus controversés à mesure que le sujet de la protection environnementale émerge sur la scène politique globale. L'OMC se retrouve comme étant l'une des principales organisations chaperonnant ce lien. Orientée vers le commerce, les choix détaillés ci-dessus démontrent que l'institution tend naturellement à favoriser le maintien de règles fortes au soutien de la libéralisation commerciale<sup>331</sup>. Par conséquent, cela contribue à limiter toute possibilité que des mesures environnementales ayant un effet sur le commerce puissent être en conformité avec les disciplines générales du régime commercial multilatéral. Dans le cadre du régime commercial multilatéral, l'environnement est synonyme de barrières commerciales et il tend donc à être strictement confiné comme une exception aux principes généraux de la libéralisation commerciale.

## 2) *L'exception environnementale*

---

<sup>327</sup> Jacob Werksman, « How Should a Post-2012 Climate Agreement Address Trade-Related Environmental Measures? » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Genève, United Nations Environment Programme, 2009, 27 à la p 27, en ligne: <<https://www.unep.org/>>.

<sup>328</sup> *Ibid.*

<sup>329</sup> À noter que les développements présentés ici se concentrent principalement sur les barrières non tarifaires d'ordre réglementaire mais de nombreux autres enjeux se trouvent à la croisée des dynamiques commerciales et environnementales, tels que les subventions ou les droits de propriété intellectuelle.

<sup>330</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 114.

<sup>331</sup> Vanda, *supra* note 291 à la p 175: « *Unfortunately for the environment, the WTO most often strikes that balance far from the equilibrium, almost completely opting for trade liberalisation* ».

L'article XX offre aux États membres la possibilité de déroger aux dispositions générales du GATT visant à garantir le libre-échange en vue d'adopter des mesures de protection pour une série d'objectifs moyennant le respect de certaines conditions<sup>332</sup>. Élaboré dans le contexte d'après-guerre, l'article XX ne mentionne pas explicitement l'environnement parmi ces objectifs. Toutefois, deux alinéas se sont révélés particulièrement pertinents. Ainsi, les alinéas b) et g) légitiment respectivement l'adoption de mesures non conformes aux dispositions générales lorsqu'elles sont nécessaires pour la protection de la vie ou la santé végétale, animale, humaine ou lorsqu'elles sont liées à la conservation de ressources naturelles épuisables<sup>333</sup>.

Conformément au chapeau de l'article XX, deux critères doivent en outre être réunis pour que les mesures étatiques puissent être considérées comme une exception aux disciplines générales : les mesures ne doivent pas être « appliquées de façon à constituer un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable entre les pays où les mêmes conditions existent », ni constituer de « restriction déguisée au commerce »<sup>334</sup>.

Évidemment, le rôle de l'ORD a été majeur dans l'application de l'article XX du GATT de 1994 et la définition de l'équilibre entre la protection environnementale et la libéralisation commerciale dans le contexte de cet article. Cet équilibre a évolué au fil du temps, la jurisprudence de l'ORD ayant progressivement intégré plus largement la protection environnementale<sup>335</sup>. Par exemple, les groupes spéciaux ont interprété le terme de ressources

---

<sup>332</sup> Rüdiger Wolfrum, « Article XX GATT 1994 [Introduction] » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 61 à la p 62.

<sup>333</sup> *Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, *supra* note 205, Article XX, alinéas b) et g).

<sup>334</sup> *Ibid*, Art XX.

<sup>335</sup> Nele Matz-Lück et Rüdiger Wolfrum, « Article XX GATT 1994 g) » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on

naturelles épuisables de façon à y incorporer l'air pur<sup>336</sup> ou les stocks renouvelables de saumons<sup>337</sup>. Par ailleurs, l'article XX a peu à peu été interprété de manière à incorporer plus largement certains enjeux clés de la protection environnementale. Jakir Vanda met ainsi en lumière l'évolution de l'interprétation de l'ORD quant à la possibilité qu'une mesure ayant une portée extraterritoriale puisse être en conformité avec l'article XX<sup>338</sup>. Ainsi en 1991, dans le premier conflit commercial lié au thon, le groupe spécial avait clairement considéré que les alinéas (b) et (g) de l'article XX n'étaient pas applicables aux mesures visant à s'appliquer de manière extraterritoriale<sup>339</sup>. Trois ans plus tard, dans le second conflit lié au thon, opposant cette fois les États-Unis et les Communautés européennes, le groupe spécial avait déterminé que les politiques ayant une portée extraterritoriale n'étaient pas nécessairement exclues du champ d'application de l'article XX<sup>340</sup>. Puis en 2001, avec son rapport dans l'affaire États-Unis – *Crevettes*, l'OA a considéré que l'application extraterritoriale de mesures environnementales

---

World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 141 à la p 144; Watson, *supra* note 100 à la p 195; Benedek, *supra* note 200 au para 46; Voir aussi: Véronique Guevremont, « L'exception environnementale: l'exemple du système commercial multilatéral » dans *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, 16, coll Unité Mixte de Recherche de droit comparé de Paris, Paris, Société de législation comparée, 2009, 137; Marie-Pierre Lanfranchi, « Le principe d'intégration: quelles articulations entre les politiques commerciales et les politiques environnementales? » dans Sandrine Maljean-Dubois, dir, *L'outil économique en droit international et européen de l'environnement*, Paris, La documentation française, 2002, 127.

<sup>336</sup> Groupe spécial, *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (Plainte du Venezuela et du Brésil)*, (1996), OMC Doc WT/DS2/R au para 6.37 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>337</sup> *Canada - Mesures affectant l'exportation de harengs et de saumons non préparés (Plainte des États-Unis)*, (1988), GATT Doc S35 au para 4.4, en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>338</sup> Vanda, *supra* note 291.

<sup>339</sup> *États-Unis - Thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 272.

<sup>340</sup> Groupe spécial, *États-Unis - Restrictions sur les importations de Thons (Plainte des Communautés Européennes)*, 1994, DS29/R444 (Rapport du groupe spécial), en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>.

adoptées unilatéralement ne constituait pas un moyen de discrimination arbitraire ou injustifiable, à partir du moment où elle était précédée par de sérieux efforts de négociation<sup>341</sup>.

Toutefois, l'interprétation donnée par l'ORD quant à l'application de l'article XX reste généralement considérée comme étant relativement stricte<sup>342</sup>. Les organes de règlement des différends de l'OMC ont souligné à plusieurs reprises que l'article XX était une exception « limitée et conditionnelle » par rapport aux obligations des autres dispositions<sup>343</sup>. En ce sens, il n'y a pour l'heure qu'une seule affaire dans laquelle un membre de l'OMC est parvenu à invoquer l'article XX avec succès pour justifier une dérogation aux obligations générales du GATT<sup>344</sup> : il s'agit de l'UE dans l'affaire Amiante<sup>345</sup>.

Quant aux accords SPS et OTC, ils n'incorporent pas d'exceptions similaires à l'article XX<sup>346</sup>. L'accord SPS est généralement considéré, en raison de son préambule, comme

---

<sup>341</sup> Organe d'appel, *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes - Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémoire d'Accord sur le Règlement des Différends*, 2001, WT/DS58/AB/RW aux paras 123-134 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>342</sup> Esty, *supra* note 40 aux pp 47-50; Charnovitz, *supra* note 68 à la p 21; Alam, *supra* note 48 à la p 97; Scott, *supra* note 265 à la p 135; Watson, *supra* note 100 à la p 194.

<sup>343</sup> Voir par exemple *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes (Plainte de l'Inde et al)*, *supra* note 326 au para 167: « Ainsi, l'histoire de la négociation de l'article XX confirme que les paragraphes de cet article énoncent des exceptions limitées et conditionnelles aux obligations contenues dans les dispositions de fond du GATT ».

<sup>344</sup> Peter-Tobias Stoll et Lutz Strack, « Article XX GATT b) » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 96 à la p 98.

<sup>345</sup> *Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant (Plainte du Canada)*, *supra* note 271.

<sup>346</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 364..

une « extension » de l'Article XX b), visant à en préciser l'application<sup>347</sup>. La relation de l'article XX avec l'accord OTC est moins explicite d'un point de vue textuel<sup>348</sup>. L'ORD a toutefois souligné à plusieurs reprises que l'Accord OTC établissait un équilibre entre la libéralisation commerciale et le pouvoir réglementaire des États<sup>349</sup>. Dans l'affaire Communautés Européennes - *Sardines*, le groupe spécial a discuté le degré d'autonomie des États membres sous l'accord OTC, en expliquant que si les membres sont libres de choisir leurs objectifs réglementaires et l'intensité avec laquelle ils souhaitent poursuivre ces objectifs, les

---

<sup>347</sup> *Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires*, *supra* note 225, préambule. Ceci est par ailleurs l'interprétation qui a été donnée par le Groupe spécial dans l'affaire Hormones. Voir: Groupe spécial, *Communautés européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, (1997), OMC Doc WT/DS26/R/USA au para 8.38-8.40 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : <<https://docs.wto.org/>>. Le Groupe spécial dans l'affaire États-Unis - *Volaille* a par ailleurs précisé sur cette base que lorsqu'une mesure a été jugée incompatible avec des dispositions de l'Accord SPS, l'article XX b) ne peut être invoqué pour la justifier. Voir: Groupe spécial, *États-Unis - Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine (Plainte de la Chine)*, (2010), OMC Doc WT/DS392/R au para 7.482 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>.

<sup>348</sup> Contrairement à l'accord SPS, l'accord OTC ne contient aucune référence directe à l'article XX. La jurisprudence offre toutefois certains éléments permettant de préciser la relation entre l'accord OTC et l'article XX. Notamment dans l'affaire É-U - *Cigarettes*, le Groupe spécial a précisé que certains éléments de la jurisprudence développée sous l'article XXb) étaient pertinents dans l'interprétation de l'article 2.2 de l'accord OTC (Organe d'appel, *États-Unis - Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle (Plainte de l'Indonésie)*, (2012), OMC Doc WT/DS406/AB/R au para 7.369 (Rapport de l'Organe d'appel), en ligne : (2012) <<https://docs.wto.org/>>; À l'inverse, dans l'affaire Communautés européennes - *Phoques*, l'Organe d'appel a estimé qu'il n'est pas possible d'appliquer le même critère juridique pour l'application de l'article 2.1 de l'accord OTC et le texte introductif de l'article XX, précisant que la compatibilité du régime de l'UE applicable aux produits dérivés du phoque par rapport à ces deux dispositions requière une analyse indépendante (para 5.313). L'Organe d'appel infirmait ainsi les constatations du Groupe spécial, qui s'était fondé sur son analyse au titre de l'article 2.1 de l'accord OTC pour constater la non conformité de la mesure au titre du texte introductif de l'article XX du GATT. Cette affaire est également intéressante car l'Organe d'appel y a précisé les différences ainsi que les parallèles existants entre l'article 2.1 de l'accord OTC ainsi que le texte introductif de l'article XX (para 5.310-5.312) (*Communautés européennes - Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, *supra* note 283 aux para 5.310-5.313].

<sup>349</sup> *États-Unis - Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle (Plainte de l'Indonésie)*, *supra* note 348 au para 96; *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 282 aux para 212-213.

disciplines commerciales imposent certaines règles sur la façon et les moyens de les atteindre<sup>350</sup>. Ainsi, même si les accords OTC et SPS incorporent le droit de réguler dans le cadre d'une obligation positive, celle-ci requiert d'être mise en balance avec les autres dispositions des accords afin d'établir un équilibre entre les intérêts compétitifs de la libéralisation commerciale et le pouvoir réglementaire des États<sup>351</sup>. À l'inverse, les mécanismes de règlement des différends ont également souligné que si l'accord OTC et l'accord SPS n'incorporaient pas d'exceptions en tant que telles, cela ne signifiait pas que les disciplines commerciales ne devaient pas être interprétées en accord avec les objectifs légitimes des États membres. Par exemple, dans l'affaire États-Unis — *Thon II*, l'OA a mis en évidence que toute distinction, ou tout effet défavorable ne constituait pas en soi un « traitement non moins favorable » au sens de l'article 2.1 de l'accord OTC<sup>352</sup>. En dépit de la recherche de cet équilibre, le bilan des décisions de l'ORD quant aux accords SPS et OTC s'inscrit dans le même bilan que celles liées à l'article XX. À ce titre, l'ORD n'a jusqu'à présent jamais considéré qu'une mesure SPS ou une mesure OTC contestée devant lui était conforme aux dispositions des accords.

Cette étude de la balance établie par les règles du régime commercial multilatéral ainsi que par l'ORD permet de saisir l'ampleur et la récurrence des frictions existantes entre les dynamiques de libéralisation commerciale et de protection environnementale. Dans la partie suivante, nous visons à démontrer que cette conflictualité est particulièrement renforcée par le fait que le régime commercial multilatéral incorpore principalement des méthodes d'intégration

---

<sup>350</sup> Groupe spécial, *Communautés Européennes - Désignation commerciale des sardines (Plainte du Pérou)*, (2002), OMC Doc WT/DS231/R aux para 7.119-7.120 (Rapport du Groupe spécial), en ligne : OMC <<https://docs.wto.org/>>. À ce titre, l'Organe d'appel a par exemple considéré que la protection des dauphins était un objectif légitime dans le cadre de l'article 2.2 de l'Accord OTC. Voir: *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 281 aux para 7.436-7.437.

<sup>351</sup> Charnovitz, *supra* note 68 à la p 25; Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 364..

<sup>352</sup> *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 282 aux para 211-215.

négative. De plus en plus, celles-ci montrent toutefois leurs limites, aussi bien face aux enjeux d'élimination des barrières non tarifaires que par rapport à la protection environnementale.

*C) Les limites de l'intégration négative pour l'élimination des barrières non tarifaires et la protection environnementale*

Avant toute chose, il est primordial de revenir brièvement sur la distinction entre intégration négative et positive<sup>353</sup>. L'intégration négative se caractérise par la prohibition de certains comportements ou pratiques discriminantes ou restrictives entre États<sup>354</sup>. Elle ne requiert pas des États l'adoption de politiques particulières, mais tend à encadrer leur pouvoir d'action<sup>355</sup>. L'intégration positive quant à elle se manifeste par une dynamique active d'harmonisation des normes et standards<sup>356</sup>, ainsi que celle des politiques économiques, voire des institutions<sup>357</sup>.

Les mécanismes d'intégration négative constituent « la base » du régime commercial multilatéral, les règles fondamentales en son sein étant les exigences de non-discrimination<sup>358</sup>. Primordialement incorporés dans le GATT, sous les principes de la nation la plus favorisée et du traitement national, les mécanismes d'intégration négative recouvrent semblablement une importance fondamentale pour l'encadrement des barrières réglementaires dans l'accord SPS et l'accord OTC<sup>359</sup>. Outre l'incorporation du principe de non-discrimination, les deux accords

---

<sup>353</sup> On oppose également ces types d'intégration sous les termes, intégration superficielle ou intégration profonde.

<sup>354</sup> Fabbricotti, *supra* note 21 au para 20; Bartels, *supra* note 23 au para 3; Mestral, *supra* note 54 au para 2.

<sup>355</sup> Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 413.

<sup>356</sup> Fabbricotti, *supra* note 21 au para 20; Bartels, *supra* note 23 au para 3.

<sup>357</sup> Mestral, *supra* note 54 au para 2.

<sup>358</sup> Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 413; Mestral, *supra* note 54 au para 4; Marceau et Trachtman, *supra* note 212 à la p 358; Fabbricotti, *supra* note 21 au para 20; Hestermeyer, *supra* note 220 aux pp 5- 6; Sol Picciotto, « Private Rights vs. Public Standards in the WTO » (2003) 10:3 Review of International Political Economy 377 aux pp 377- 378.

<sup>359</sup> Stoll, *supra* note 20 au para 32; *Contra* Veijo Heiskanen, « The Regulatory Philosophy of International Trade Law » (2004) 38:1 J World Trade 1.



élaborent une grille de critères destinés à différencier les réglementations « sincères » des réglementations protectionnistes. Les accords incluent également les deux outils d'intégration positive que sont l'harmonisation et l'équivalence. D'un point de vue formel, cette intégration positive, reste subsidiaire, et constitue plus une incitation à la convergence qu'une obligation<sup>360</sup>. Toutefois, bien que les standards développés au niveau international ne soient pas juridiquement contraignants, en pratique la présomption de conformité avec les disciplines commerciales multilatérales ainsi que l'augmentation des références et incorporations dans les réglementations nationales tend à leur conférer un caractère quasi obligatoire<sup>361</sup>. Il reste que, comme l'explique Joël P. Trachtman et Gabrielle Marceau, les pouvoirs de l'OMC sont beaucoup plus importants pour infirmer la validité des réglementations étatiques par rapport au contenu des accords multilatéraux, que pour encourager ou développer une réglementation au niveau multilatéral<sup>362</sup>. Gregg Bloche, expert dans le domaine juridique et politique de la santé, explique similairement que l'OMC peut dire « non » aux politiques réglementaires élaborées par les États membres qui ont un effet restrictif sur le commerce<sup>363</sup>. Mais l'organisation ne peut pas formuler ses propres politiques ou forcer ses États membres à coopérer au niveau multilatéral<sup>364</sup>. Cette attitude réactive de l'organisation par rapport aux politiques étatiques est dictée par les traités multilatéraux<sup>365</sup>, élaborés afin de préserver la souveraineté des États.

---

<sup>360</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 aux pp 386- 387.

<sup>361</sup> Tim Büthe et Walter Mattli, *The new global rulers: the privatization of regulation in the world economy*, Princeton, Princeton University Press, 2011 aux pp 136- 137.

<sup>362</sup> Marceau et Trachtman, *supra* note 212 aux pp 386- 387.

<sup>363</sup> M Gregg Bloche, « WTO Deference to National Health Policy: Toward an Interpretive Principle » (2002) 5:4 J Int'l Econ L 825 à la p 844; Voir aussi: Peter Holmes, « Trade and “domestic” policies: the European mix » (2006) 13:6 Journal of European Public Policy 815 à la p 829.

<sup>364</sup> M Gregg Bloche, *supra* note 363 à la p 844.

<sup>365</sup> *Ibid.*

La prévalence de cette approche négative est dommageable sous l'aspect environnemental, car elle signifie que l'intégration est souvent réalisée en infirmant les réglementations étatiques qui ne rentrent pas dans la grille de critères du régime commercial multilatéral. Par ailleurs, l'approche négative exige de déterminer si les réglementations adoptées par les États sont purement légitimes ou bien si elles incorporent, même de manière subsidiaire ou minimale, une rationalité protectionniste<sup>366</sup>. Toutefois, démêler les intentions protectionnistes des États de leurs objectifs légitimes constitue une tâche extrêmement complexe, voire impossible à réaliser en pratique<sup>367</sup>. Par ailleurs, comme le souligne Robert Repetto, le fait est que toute mesure adoptée par un gouvernement représentatif tend à exiger une coalition d'intérêts<sup>368</sup>. Conséquemment, et au vu de la jurisprudence de l'ORD, il est nécessairement difficile de trouver une mesure environnementale remplissant les impératifs du régime commercial multilatéral. Il convient de souligner toutefois qu'une condamnation de la mesure par l'ORD ne signifie pas que celle-ci doit être abandonnée par l'État en cause. L'État peut mettre sa mesure en conformité avec les disciplines commerciales et les conclusions de l'ORD. Néanmoins, la possibilité d'une plainte constitue une source considérable de potentiels gels réglementaires (« *regulatory chill* »), l'approche de l'OMC décourageant alors l'adoption de politiques environnementales, y compris celles qui résultent de tentatives d'intégration positive comme les accords multilatéraux environnementaux<sup>369</sup>.

---

<sup>366</sup> Voir par exemple le raisonnement de l'Organe d'appel dans cette affaire: *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, *supra* note 282 au para 297. L'Organe d'appel a ici déterminé que les États-Unis n'avaient pas démontré que l'effet préjudiciable de leur mesure sur les produits du thon mexicains découlait « *exclusivement d'une distinction réglementaire légitime* ».

<sup>367</sup> Trebilcock et Howse, *supra* note 227 aux pp 565-566.

<sup>368</sup> Repetto, *supra* note 92 à la p 518.

<sup>369</sup> Charnovitz, *supra* note 68 à la p 37; Vanda, *supra* note 291 à la p 175. Dans le même temps, il faut bien noter que le « drainage » des motivations potentiellement protectionnistes des États réalisé par l'ORD est parfois susceptible de résulter en une plus grande protection environnementale. Par exemple, dans le contexte de l'affaire

Sur le plan commercial, l'approche négative s'est révélée particulièrement efficace pour la libéralisation des politiques commerciales ainsi que certaines mesures non tarifaires explicitement discriminatoires. Toutefois, elle tend à montrer ses limites pour la « libéralisation » des barrières réglementaires et autres barrières non tarifaires<sup>370</sup>. Dans le contexte pré-1994, la prise d'importance des mesures non tarifaires apparaissait primordiallement comme une réponse protectionniste visant à annihiler l'élimination des barrières douanières au travers d'une autre série de protection<sup>371</sup>. Cette analyse est parfois avérée, notamment car les mesures non tarifaires représentent un outil de taille que les États peuvent utiliser afin de contrôler la circulation de biens et services sur leur territoire<sup>372</sup>. Principalement, par rapport aux barrières que constituent les réglementations, il est possible que les États adoptent des mesures *de jure* non discriminatoires, mais qui, *de facto*, impactent différemment les entreprises étrangères et les entreprises nationales<sup>373</sup>. Cependant, la prise

---

États-Unis – *Crevettes*, les rapports des mécanismes de règlement des différends ont conduit à l'adoption d'accords internationaux, beaucoup plus efficaces d'un point de vue environnemental que l'adoption de mesures unilatérales. Similairement, dans l'affaire États-Unis – *Thon II*, l'Organe d'appel a invalidé la mesure des États-Unis, non pas parce qu'elle était trop restrictive d'un point de vue commercial, mais parce qu'elle n'était au contraire pas assez restrictive dans certaines parties de l'océan, créant une discrimination par rapport aux exigences imposées aux produits mexicains.

<sup>370</sup> Bernard M Hoekman et Michel M Kostecki, *supra* note 49 à la p 413 : « *This approach is more difficult to use to address differences in domestic regulatory regimes* ».

<sup>371</sup> Cletus C Coughlin et Geoffrey E Wood, « An Introduction to Non-Tariff Barriers to Trade » (1989) 71 Federal Reserve Bank of St Louis Review 32. Les auteurs définissent ainsi les barrières non tarifaires comme les barrières non fiscales imposées par les gouvernements pour favoriser les fournisseurs nationaux par rapport aux fournisseurs étrangers. Il faut noter que les auteurs se focalisent ici sur une série particulière de barrières non-tarifaires, et notamment les quotas, les licences d'importation, et autolimitation d'exportations négociées par certains gouvernements. Voir aussi: Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 43; Todd Weiler, « International Regulatory Reform Obligations » (2000) 34:3 J World Trade 71 à la p 74.

<sup>372</sup> Terhechte, *supra* note 36 au para 3. Les restrictions volontaires d'exportation peuvent être citées comme un exemple de barrières non tarifaires qui ont une connotation protectionniste (Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 42).

<sup>373</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512.

d'importance des barrières non tarifaires est aussi le simple résultat d'une visibilité accrue des divergences entre les régimes réglementaires nationaux suite à l'élimination de « l'écran » que constituaient les politiques commerciales<sup>374</sup>. La création de barrières non tarifaires est ainsi parfois seulement l'effet secondaire découlant des actions adoptées par les États pour protéger certains intérêts légitimes<sup>375</sup>. En ce sens, les États sont de plus en plus amenés à répondre à certains enjeux non économiques, tels que la propagation de maladies, les évolutions technologiques, la complexité croissante des produits échangés<sup>376</sup>, ou la nécessité de préserver l'environnement<sup>377</sup>. Ainsi, outre les difficultés rencontrées quant à la distinction entre motivation légitime et motivation protectionniste, l'intégration négative sera inévitablement insuffisante en présence de réglementations proportionnées, justifiables et nécessaires, dont l'effet sur le commerce est purement indirect et « fortuit », et qui constituent des obstacles commerciaux par le simple fait de leur existence et de leur différence<sup>378</sup>.

Pour conclure, le régime commercial multilatéral tend à s'attaquer aux obstacles réglementaires par des mécanismes d'intégration négative qui placent un cadre strict sur les États en proscrivant un certain nombre de pratiques réglementaires, sans récréer à l'échelon global une véritable « capacité réglementaire ». Ainsi, tant que les politiques environnementales représenteront une réduction de l'accès au marché et tant que les mécanismes d'intégration négative prédomineront dans le régime commercial multilatéral, les enjeux comme les régimes environnementaux et commerciaux semblent voués à entrer en collision. Cette situation paraît

---

<sup>374</sup> Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 413; OECD, *supra* note 209 à la p 12. Ce rapport de l'OCDE met ainsi l'accent sur le fait qu'il est difficilement possible de déterminer si l'utilisation des barrières non tarifaires a augmenté ou baissé, mais que la libéralisation commerciale les a rendues plus visibles.

<sup>375</sup> Krstic, *supra* note 29 à la p 4; Holmes, *supra* note 363 à la p 819; Terhechte, *supra* note 36 au para 3.

<sup>376</sup> Spennithorne, *supra* note 316 aux pp 17- 18.

<sup>377</sup> Terhechte, *supra* note 36 au para 3,12; OECD, *supra* note 209 à la p 14.

<sup>378</sup> Spennithorne, *supra* note 316 à la p 20.

être primordialement dommageable à l'environnement, mais pose également des difficultés croissantes à la libéralisation commerciale. L'ORD, ayant une position prépondérante sur la régulation du commerce international, a pris certaines responsabilités pour définir quelques contours de l'équilibre entre enjeux environnementaux et commerciaux<sup>379</sup>, au moins sous la perspective du régime commercial multilatéral. Toutefois, de nombreuses interactions entre la protection environnementale et la libéralisation commerciale demeurent sans réponses juridiques<sup>380</sup>, telles que la question des procédés et méthodes de production<sup>381</sup> ou l'articulation du régime commercial multilatéral avec les accords environnementaux multilatéraux<sup>382</sup>. Ultimement, certaines problématiques comme l'impact des réglementations nationales sur le commerce international sont difficilement réglables par la seule voie jurisprudentielle<sup>383</sup>.

Ce premier chapitre a permis de mettre en exergue certaines des dynamiques majeures existantes entre libre-échange et environnement. Celles-ci tendent à être, *a minima*, frictionnelles, aussi bien du point de vue des impacts physiques du libre-échange sur l'environnement que du point de vue de la régulation de l'interface environnement-commerce. La libéralisation menée au niveau international par les États a favorisé et accompagné le développement de la globalisation économique. Mais la globalisation et ses conséquences

---

<sup>379</sup> Reinhard Quick, « Do We Need Trade and Environment Negotiations or Has the Appellate Body Done the Job? » (2013) 47:5 J World Trade 957.

<sup>380</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 507; Jochem Wiers, « Multilateral Negotiations and Unilateral Discrimination from a World Trade Organization Legal Perspective » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 86 à la p 94, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<https://www.unep.org/>>.

<sup>381</sup> Stoll et Strack, *supra* note 344 à la p 113.

<sup>382</sup> Stoll, *supra* note 20 au para 101; Stoll et Strack, *supra* note 344 à la p 113; Watson, *supra* note 100 à la p 132.

<sup>383</sup> Holmes, *supra* note 363 aux pp 828- 829; Contra Joseph H H Weiler, « Epilogue Towards a Common Law of International Trade » dans Joseph H H Weiler, dir, *The EU, the WTO, and the NAFTA: Towards a Common Law of International Trade?*, 1, Oxford, Oxford University Press, 2000, 201.

environnementales sont en retour difficilement contrôlables. D'un côté, les États ne peuvent, unilatéralement, faire face à des enjeux qui dépassent le cadre de leur territoire, d'autant plus dans un contexte globalisé qui redéfinit leur rôle et influence leurs décisions. De l'autre côté, le droit international de l'environnement, bien que relativement développé, ne parvient pas à fédérer une action assez efficace contre les dégradations environnementales. Ce caractère frictionnel entre libre-échange et environnement se retrouve dans le contexte du régime commercial multilatéral, notamment dans la mesure où la protection environnementale est souvent synonyme de restrictions à la libéralisation commerciale. Certains éléments suggèrent toutefois que les dynamiques de protection environnementale et de libre-échange pourraient dans une certaine mesure se trouver de plus en plus alignées dans un contexte d'interdépendance économique, environnementale, et réglementaire. Le deuxième chapitre sera consacré à examiner la potentialité d'une telle évolution.

## **Partie 2. Le possible réalignement des dynamiques de protection environnementale et de libre-échange**

Ce possible réalignement des dynamiques de protection environnementale et de libre-échange est tout d'abord envisageable de manière « passive » et « négative » dans la mesure où toutes deux semblent freinées par la fragmentation politique (I). L'alignement des dynamiques est également concevable de façon plus « active » et « positive » si la volonté d'éliminer les obstacles réglementaires peut servir de vecteur au renforcement de la protection environnementale (II).

## **Chapitre 1. Un alignement « négatif » : la fragmentation étatique et politique comme frein commun à la protection environnementale et au libre-échange**

À de nombreux points de vue dans le cadre de cette recherche, une certaine discordance entre l'espace économique global et l'espace politique national a pu être observée. Cela ne signifie pas pour autant que la sphère économique constitue un ensemble parfaitement intégré, coordonné et global. Bien au contraire, le monde est loin d'être entièrement intégré économiquement. Entre autres, et malgré certaines tendances inversées, l'intégration économique reste fortement concentrée dans la triade formée par l'Amérique du Nord, l'Europe ainsi que le Japon et l'Asie du Sud<sup>384</sup>. Par ailleurs, de nombreux obstacles subsistent à l'intégration économique internationale<sup>385</sup>. À l'inverse, l'ancrage du politique dans les frontières étatiques n'est pas exclusif avec l'existence d'un versant politique de la globalisation, caractérisé par une véritable mutation du pouvoir politique<sup>386</sup>, l'apparition d'une multitude de

---

<sup>384</sup> Arthur P J Mol, *Globalization and Environmental Reform: The Ecological Modernization of the Global Economy*, London, Massachusetts Institute of Technology, 2001 à la p 10; Saskia Sassen, « The locational and institutional embeddedness of the global economy » dans George A Bermann, Peter L Lindseth et Matthias Herdegen, dir, *Transatlantic regulatory cooperation: legal problems and political prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 47 aux pp 48-49. À titre d'exemple, un rapport de la CNUCED rappelait qu'en 2004, 84% des 100 plus grandes sociétés transnationales avaient leurs sièges répartis entre les seuls États-Unis, Japon et Union Européenne. Voir: UNCTAD, *The Universe of the Largest Transnational Corporations*, coll UNCTAD Current Studies and FDI and Development, New York, United Nations, 2007 à la p 4.

<sup>385</sup> Dani Rodrik, « How Far Will International Economic Integration Go? » (2000) 14:1 *Journal of Economic Perspectives* 177 à la p 178.

<sup>386</sup> Ce versant politique de la globalisation prend notamment la forme d'ajustements multiples et variés, souvent controversés, de l'autorité politique représentée par les États-nations (Hülsemeyer, *supra* note 70 à la p 282), parfois qualifiée de restructuration (Snyder, *supra* note 123 à la p 101). Pour Kanishka Jayasuriya, l'impact de la globalisation sur l'État ne doit pas être analysé en terme de déclin de pouvoir, mais en terme de transformation de l'architecture interne de l'État (Kanishka Jayasuriya, « Globalization and the changing architecture of the state: the regulatory state and the politics of negative co-ordination » [2001] 8:1 *Journal of European Public Policy* 101 à la p 119). Miles Kahler et David A Lake estiment quant à eux que depuis la seconde guerre mondiale, l'autorité politique a subi un mouvement de migration, à la fois vers le haut (organisations internationales), vers le bas

nouveaux acteurs sur la scène politique globale, ou encore l'émergence d'une gouvernance multiniveaux<sup>387</sup>. Toutefois, de manière générale, il semble qu'alors que l'économie est de plus en plus intégrée, transcendant à de nombreux points les frontières nationales, le centre de gravité politique reste fortement ancré dans le système de l'État-nation, défini par ces mêmes frontières<sup>388</sup>. Cet ancrage national résulte en un morcellement politique de plus de 200 unités souveraines<sup>389</sup>, et autant d'îlots juridiques différents<sup>390</sup>. Outre ce fractionnement national, la sphère internationale est elle-même extrêmement fragmentée, avec des régimes juridiques compartimentés et des institutions distinctes<sup>391</sup>. Plusieurs séries de réflexions permettent de refléter la façon dont cette parcellarité politique et juridique constitue un frein commun à la protection environnementale comme au libre-échange.

En premier lieu, cette fragmentation politique est simultanément dommageable au libre-échange et à la protection environnementale dans la mesure où l'économie comme l'écologie

---

(entités sous-nationales) et latéralement (acteurs privés) (Miles Kahler et David A Lake, « Symposium: Governance in a Global Economy: Political Authority in Transition » [2004] 37:3 Political Science and Politics 409 à la p 410). Il convient de noter que ces derniers arguments au sujet des changements dans la distribution internationale du pouvoir sont fortement rejetés par la perspective réaliste selon laquelle les États restent les seuls acteurs des relations internationales. Voir notamment: Daniel W Drezner, *All politics is global: explaining international regulatory regimes*, Princeton, Princeton University Press, 2008.

<sup>387</sup> Snyder, *supra* note 123 à la p 101.

<sup>388</sup> Gunther Teubner, « Global Bukowina: Legal Pluralism in the World Society » dans Gunther Teubner, dir, *Global Law Without a State*, Brookfield, Dartmouth, 1997, 3; Miles Kahler, *International Institutions and the Political Economy of Integration*, The Brookings Institution, Washington, 1995 à la p 1; Telesetsky, *supra* note 195 à la p 287.

<sup>389</sup> Kahler et Lake, *supra* note 386 à la p 410.

<sup>390</sup> Jean-Louis Halpérin, *Profils des mondialisations du droit*, Paris, Dalloz, 2009 à la p 27. L'auteur souligne ici que : « [L]a mondialisation du droit n'est pas l'avènement d'un droit commun et laisse subsister une extrême variété parmi les ordres juridiques nationaux ».

<sup>391</sup> Robert O Keohane, *Power and governance in a partially globalized world*, Routledge, New York, 2002 à la p 15; Perez, *supra* note 48 à la p 736.



font partie de ces domaines pour lesquels les États sont nécessairement interdépendants les uns des autres<sup>392</sup>.

Sous l'angle de la perspective économique, les démarcations politiques et juridiques nationales constituent un frein majeur au développement du commerce international et au libre-échange, délimitant les marchés de la même façon que le font les tarifs douaniers<sup>393</sup>. Si cette pluralité des systèmes juridiques a longtemps été analysée comme une source de bénéfices pour les entreprises transnationales<sup>394</sup>, la territorialisation du droit représente dans le même temps « une source de coûts, de frottements, voire d'incohérences »<sup>395</sup> pour les acteurs transnationaux. Suite à la quasi-élimination des barrières tarifaires, la libéralisation des échanges se heurte désormais, et de plus en plus, aux barrières non tarifaires, au rang desquels les obstacles réglementaires sont dorénavant considérés comme étant l'un des freins les plus importants aux échanges<sup>396</sup>. Notamment, les standards sanitaires, les règlements techniques, les évaluations de la conformité et autres politiques « derrière la frontière » élaborées au niveau national constituent des obstacles à franchir pour pouvoir accéder au marché à l'exportation<sup>397</sup>. Et, comme cela a pu être évoqué dans le chapitre précédent, l'environnement représente un objectif considérable au nom duquel ces réglementations sont adoptées.

---

<sup>392</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Interdependence » par Ahmed Mahiou, en ligne : <opil.oupilaw.com>. Voir aussi: Michel Prieur, *Droit de l'environnement, droit durable*, Bruxelles, Bruylant, 2014 aux pp 12- 13.

<sup>393</sup> Rodrik, *supra* note 385 aux pp 178-179.

<sup>394</sup> Par exemple en ce qu'elles peuvent mettre en compétition les États par rapport au lieu de leur installation.

<sup>395</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 34.

<sup>396</sup> Voir Partie 1, Chapitre 2, II. B), ci-dessus.

<sup>397</sup> OECD, *supra* note 209 à la p 12.

Ainsi, il apparaît que la mise en œuvre de certains champs de compétences étatiques au niveau national gêne les acteurs économiques<sup>398</sup>. Si les États n'ont pas la puissance juridique nécessaire pour réguler effectivement les effets négatifs de la globalisation, les réglementations qu'ils continuent d'adopter n'en constituent pas moins des freins à son expansion. Il semble donc que l'intégration économique globale puisse être arrivée à un stade où elle s'achoppe au déficit d'intégration normative. C'est à ce problème que s'est heurtée l'intégration économique entre les États européens dès les années 1960, tout comme celle au niveau global. C'est également l'un des problèmes majeurs dont les lobbys industriels font le constat dans les rapports liés aux négociations d'accords commerciaux les plus récents<sup>399</sup>. Cette tension croissante entre les différences juridiques nationales et les exigences de l'intégration commerciale est aussi visible au travers des nombreux conflits interétatiques dans le cadre de l'OMC liés aux barrières non tarifaires, qui figurent parmi les plus majeurs des dernières années<sup>400</sup>. Les politiques nationales environnementales et les règles du régime commercial multilatéral s'entrechoquent régulièrement, et sont susceptibles d'entrer en collision de plus en plus fréquemment<sup>401</sup>. Ceci représente un véritable défi pour le régime commercial multilatéral, pour l'instant sans réponses face à l'obstacle croissant que constituent les différences réglementaires pour le libre-échange<sup>402</sup>.

Sous l'angle de l'écologie, le morcellement politique est également fortement dommageable. Par nature, les enjeux environnementaux sont très souvent répartis sur une

---

<sup>398</sup> Gareth Davies, « Is Mutual Recognition an Alternative to Harmonization? Lessons on Trade and Tolerance of Diversity from the EU » dans Lorand Bartels et Federico Ortino, dir, *Regional Trade Agreements and the WTO Legal System*, New York, Oxford University Press, 2006, 265 à la p 266.

<sup>399</sup> Voir par exemple: CERT, *CERT Policy Priorities for the Canada-EU Trade and Investment Agreement*, 2009, en ligne : <[www.canada-europe.org](http://www.canada-europe.org)>.

<sup>400</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 114; OECD, *supra* note 209 à la p 12; Spennithorne, *supra* note 316 à la p 17.

<sup>401</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 114; Esty, *supra* note 40 à la p 9; Spennithorne, *supra* note 316 à la p 17.

<sup>402</sup> Voir Partie 1, Chapitre 2, II, C), aux pp 76-77, ci-dessus.

échelle transnationale, voire globale<sup>403</sup>. L'exemple le plus probant est certainement celui du changement climatique<sup>404</sup>, mais cette réflexion se vaut de manière générale, que ce soit au niveau de la gestion des déchets, de la pollution atmosphérique, de l'altération des cours d'eau, de la préservation de la biodiversité, etc. Le docteur en droit Bob Kieffer rappelle en conséquence qu'« *[e] n matière environnementale, la mondialisation des enjeux est un fait. Si le droit veut contribuer à leur solution, il n'a d'autre choix que se mondialiser lui-même* »<sup>405</sup>. Il y a un consensus important sur le fait que les enjeux environnementaux transnationaux nécessitent une approche politique et juridique holistique, une gouvernance effective et structurée au niveau global<sup>406</sup>, à l'exact opposé de l'actuelle fragmentation politique et juridique. Par conséquent, le courant cosmopolitique considère notamment que la souveraineté étatique constitue l'une des principales barrières à l'élaboration d'une gouvernance effective des enjeux transnationaux comme l'environnement<sup>407</sup>. En particulier, les États résistent souvent

---

<sup>403</sup> Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656: « *It has been increasingly recognized that environmental problems cross national boundaries* »; Alam, *supra* note 48 à la p 2: « *[T]he ecological interdependence of nations has become particularly apparent* ».

<sup>404</sup> Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656; Alam, *supra* note 48 à la p 2.

<sup>405</sup> Bob Kieffer, *L'Organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public*, Bruxelles, Larcier, 2008 à la p 195.

<sup>406</sup> Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 656; Alam, *supra* note 48 à la p 2; A H Zakri, « Foreword » dans Norichika Kanie et Peter M Haas, dir, *Emerging Forces in Environmental Governance*, Tokyo, United Nations University Press, 2004; *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Governance, Theory of » par Karl-Heinz Ladeur au para 28, en ligne : <opil.ouplaw.com>.

<sup>407</sup> David Held, *supra* note 120 à la p 396. Le cosmopolitisme est un courant théorique qui s'intéresse à la redéfinition des espaces politiques dans un contexte d'interdépendance croissante, de l'État-nation vers l'émergence d'une gouvernance globale effective et légitime et la mondialisation juridique (*Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « International Legal Theory and Doctrine » par Martti Koskeniemi au para 12, en ligne : <www.opil.ouplaw.com>; Anthony Carty, *supra* note 69 au para 2). Ce courant théorique a de nombreuses facettes disciplinaires. Par exemple, en ce qu'il trouve ses racines dans la conception de « fédération cosmopolitaine » de Kant (Immanuel Kant, *Project for a perpetual peace: A philosophical essay*, London, Printed by Stephen Couchman, for Vernor and Hood, Birch Lane, Cornhill, 1796) et propose un idéal d'unification globale sur une base morale et éthique, le cosmopolitisme correspond à un concept de philosophie politique (Stan van Hooft, *Cosmopolitanism: A Philosophy for Global Ethics*, Abingdon (R-U), Routledge, 2014). Le

à l'adoption d'engagements internationaux contraignants au nom de la préservation de leur souveraineté, freinant le développement du droit international de l'environnement<sup>408</sup>.

En second lieu, les domaines du droit international respectivement dédiés à la protection environnementale et au libre-échange subissent tous deux certains blocages et ne parviennent actuellement pas à évoluer pour faire totalement face aux enjeux qu'ils tentent de traiter<sup>409</sup>. Des deux côtés, des divergences majeures opposent les États et freinent l'avancement des négociations multilatérales. Principalement, l'intersection commerce-environnement s'inscrit dans un contexte fracturé entre le Nord et le Sud<sup>410</sup>. Cette fracturation s'explique en grande partie par le fait que les « pays développés » et les « pays en développement » tendent à se trouver dans deux situations très différentes, à la fois face aux barrières non tarifaires et face à l'enjeu environnemental. De manière générale, les pays en développement utilisent peu les mesures non tarifaires, mais leurs économies souffrent beaucoup de celles mises en place par les pays développés<sup>411</sup>. Parce que les standards, normes et autres réglementations environnementales adoptés par les pays développés constituent souvent une réduction unilatérale de l'accès au marché pour les pays en développement, ils tendent à être perçus comme un parcours d'obstacles, voire dans un certain cas un véritable mur de

---

cosmopolitisme est également lié au domaine des sciences politiques et sociales, des relations internationales ainsi qu'à l'approche théorique du droit international (Martti Koskenniemi, *supra* note 407). Dans un autre registre, voir aussi: Prieur, *supra* note 392 aux pp 12- 13. L'auteur estime que l'interdépendance écologique des États démontre « la nécessité de redéfinir les limites de la souveraineté des États sur leurs ressources naturelles ».

<sup>408</sup> Voir par rapport à ce développement, Partie 1, Chapitre 2, I.B) aux pp 40-41.

<sup>409</sup> Rafael Leal-Arcas, « Climate Change Mitigation from the Bottom Up: Using Preferential Trade Agreements to Promote Climate Change Mitigation » [2013] 1 Carbon & Climate L Rev 34 à la p 35.

<sup>410</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 6; Stoll, *supra* note 20; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 507.

<sup>411</sup> Nitya Nanda, *supra* note 103 à la p 165. Plusieurs raisons peuvent expliquer le fait que les pays en développement adoptent peu de standards techniques et autres réglementations. L'auteure met par exemple en exergue ici qu'il est difficile pour les pays en développement d'envisager l'application uniforme requise par l'OMC de standards plus élevés à leurs producteurs nationaux.

protectionnisme<sup>412</sup>. Quant aux négociations multilatérales liées à l'environnement, elles s'inscrivent également dans un contexte fragmenté, notamment au regard de la responsabilité historique des pays développés, qui se sont eux-mêmes enrichis aux dépens de la préservation environnementale<sup>413</sup>.

En troisième et dernier lieu, la parcellarité politique est indéniablement liée avec le déficit de légitimité, de représentativité et de transparence à l'échelle globale, une situation qui est dans une certaine mesure à la fois dommageable aux enjeux économiques de libre-échange et à la protection environnementale. Tandis que les mécanismes politiques et démocratiques restent fortement ancrés à l'échelon national, la mise en œuvre de la globalisation économique pousse vers la coordination globale. Autrement dit, le cadre décisionnel s'éloigne de plus en plus des personnes réglementées<sup>414</sup>, une situation parfois décrite comme donnant lieu à la croissance d'un « déficit démocratique ».

Sur le plan économique, ce déficit démocratique tend à rendre possible l'adoption de politiques purement techniques et économiques, dénuées de la prise en compte d'enjeux publics non économiques. Or, de plus en plus, il semble que l'intégration des préoccupations non commerciales comme l'environnement devient une nécessité politique pour les partisans du

---

<sup>412</sup> Mark Halle, « Trade and Environment: Looking beneath the Sands of Doha? » (2006) 3:2 J Eur Envtl & Plan L 107 à la p 114; Shawkat Alam, *supra* note 48 à la p 98; Mark Halle, « WTO and Sustainable Development » dans Yasuhei Taniguchi, Alan Yonovich et Jan Bohanes, dir, *The WTO in the Twenty-first Century: Dispute Settlement, Negotiations, and Regionalism in Asia*, New York, Cambridge University Press, 2007, 395 aux pp 395-396; Mauro Pettricone, « Reconciling transatlantic regulatory imperatives with bilateral trade » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 205 à la p 211. Cette impression est d'autant plus renforcée au regard des choix sélectifs des pays développés par rapport aux enjeux environnementaux à protéger (Daniel Bodansky et Jessica C Lawrence, *supra* note 38 à la p 507) ignorant par exemple les effets négatifs de leurs propres politiques comme les subventions agricoles, ainsi que les priorités environnementales des pays en développement tels que l'eau potable (Daniel C Esty, *supra* note 40 à la p 26).

<sup>413</sup> Esty, *supra* note 40 à la p 6; Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 507.

<sup>414</sup> David Lazer, « Regulatory interdependence and international governance » (2001) 8:3 Journal of European Public Policy 474 à la p 475.

libre-échange<sup>415</sup>. En effet, le rejet des enjeux non commerciaux aux confins du droit international économique génère toujours plus de résistance politique à la libéralisation des échanges et autres enjeux économiques<sup>416</sup>. Les exemples regorgent pour illustrer la charge négative de la libéralisation économique dans l'opinion de la société civile : des manifestations rassembleuses du mouvement anti-globalisation à chacune des réunions de l'OMC depuis Seattle<sup>417</sup> à la multitude de pétitions<sup>418</sup> et de rapports des ONG contre le PTCI ou l'AECG. Par ailleurs, la mobilisation de la société civile est susceptible d'exercer une véritable force d'influence sur le cours des négociations commerciales, et plus largement économiques. Les manifestations anti-globalisation lors de la Conférence de Seattle ont ainsi contribué à empêcher le lancement d'un nouveau cycle de négociations commerciales<sup>419</sup>. Similairement, l'hostilité de la société civile face à un accord multilatéral sur l'investissement a joué un rôle important dans l'échec du projet<sup>420</sup>. Un autre exemple peut être également trouvé dans l'adoption d'un accord de coopération environnementale, qui, suite à l'apparition du sujet de l'environnement dans la campagne politique américaine, devint une condition *sine qua non* de la ratification de l'ALENA par les États-Unis<sup>421</sup>. Une dernière illustration a plus récemment émergé dans le contexte des négociations du PTCI entre les États-Unis et l'UE. La forte opposition de la société

---

<sup>415</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 116; Steve Charnovitz, « NAFTA's social dimension: lessons from the past and framework for the future » (1994) 8:1 The International Trade Journal 39 à la p 71.

<sup>416</sup> Esty, *supra* note 36 à la p 116.

<sup>417</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 815; Daniel W Drezner, « Globalization and Policy Convergence » (2001) 3:1 International Studies Review 53 à la p 53; Kuloesi, *supra* note 184 à la p 13.

<sup>418</sup> Voir par exemple « Initiative Européenne - Stop TTIP and CETA », en ligne : <<https://stop-ttip.org/>> (consulté le 15 août 2016), dont la pétition a rassemblé plus de trois millions de signatures.

<sup>419</sup> Kuloesi, *supra* note 184 à la p 13.

<sup>420</sup> Peter T Muchlinski, « The Rise and Fall of the Multilateral Agreement on Investment: Where Now? » (2000) 34 Int'l L 1033 aux pp 1039- 1040.

<sup>421</sup> Alberta M Sbragia, « European Union and NAFTA » dans Mario Telo, dir, *European Union and New Regionalism: Regional Actors and Global Governance in a Post-Hegemonic Era*, Aldershot, Ashgate Publishing, 2013, 153 à la p 161.

civile à l'inclusion d'un mécanisme de règlement des différends investisseur-État (RDIE) dans cet accord a été analysée à plusieurs reprises comme constituant un frein potentiel à la conclusion de l'accord<sup>422</sup>. Dans l'immédiat, ces contestations ainsi que les résultats négatifs de la consultation publique réalisée par la Commission ont déjà conduit l'UE à revoir sa position par rapport au mécanisme de RDIE<sup>423</sup>.

Outre cette influence de l'opinion publique sur le cours des négociations internationales, il y a de manière plus large une demande croissante de la société civile pour améliorer le fonctionnement actuel des organisations internationales économiques par rapport à la responsabilité démocratique, à la transparence, etc<sup>424</sup>. Spécifiquement vis-à-vis de l'OMC, ces enjeux émergent dans un contexte où l'organisation est à la fois l'une des principales promotrices de la libéralisation commerciale, tout en prenant ses distances face à la résolution des conséquences sociales et environnementales en résultant<sup>425</sup>. L'existence d'un déficit démocratique devient d'autant plus un défi dès lors que le champ de couverture du régime

---

<sup>422</sup> Sebastian Dullien, Adriana Garcia et Josef Janning, supra note 60 à la p 1: « *Vehement public opposition now threatens TTIP, which could go the way of previous EU-US agreements such as the SWIFT agreement and the Anti-Counterfeiting Trade Agreement, both of which were rejected in the EU Parliament* »; Claude Serfati, « The transatlantic bloc of states and the political economy of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) » (2015) 9:1 *Work Organisation, Labour & Globalisation* 7 à la p 26: « *The opposition of NGOs, trade unions and some political parties on the left is a first obstacle, as evidenced by the way that the European Commission has been obliged to break with its former policy of secrecy, once presented as a precondition for the negotiations to be successful* ».

<sup>423</sup> European Commission, *Investment in TTIP and beyond - the path for reform. Enhancing the right to regulate and moving from current ad hoc arbitration towards an Investment Court*, European Commission, 2015.

<sup>424</sup> *Max Encyclopedia of Public International Law*, « World Trade, Principles » par Ernst-Ulrich Petersmann au para 9, en ligne : <[www.opil.ouplaw.com](http://www.opil.ouplaw.com)>: « *Hence, there are increasing demands from civil society for enhancing transparency, democratic accountability, and public access to international institutions* ».

<sup>425</sup> Stoll, supra note 20 au para 4: « *Also, it has to be noted that the WTO has been the subject of a fair amount of criticism, which in substance points out that the system has importantly promoted trade liberalization and globalization, but is allegedly incapable of addressing its important developmental, social, and environmental consequences* ».

commercial multilatéral a été étendu vers l'élimination des barrières réglementaires. Les instruments juridiques adoptés dans cette optique interfèrent nécessairement avec la protection de certains enjeux non commerciaux et peuvent conduire à la remise en cause de certaines législations entérinées par des institutions nationales démocratiquement élues<sup>426</sup>. Comme l'explique Sol Picciotto, en pratique il est presque impossible de déterminer la conformité des réglementations nationales aux disciplines commerciales multilatérales sans avoir à évaluer les objectifs de la réglementation<sup>427</sup>. Les mécanismes de règlement des différends, pour autant qu'ils tâchent d'éviter ces sujets<sup>428</sup>, sont donc nécessairement amenés à examiner le but poursuivi par les États pour déterminer s'il est légitime de restreindre le libre-échange en son nom.

Outre le fait que cela représente un enjeu d'un point de vue purement démocratique, cette situation affecte fortement l'image de l'OMC. Elle peut également conduire à l'inexécution des décisions de l'ORD, les responsables politiques nationaux étant divisés entre les aspirations de leur électorat et l'application des obligations internationales auxquelles ils ont souscrit. En somme, la prise en compte des enjeux non économiques représente désormais un défi crucial pour le fonctionnement du droit international économique et de ses institutions ; à

---

<sup>426</sup> Annie Reich, « The WTO As A Law-Harmonizing Institution » (2004) 25:1 U Pa J Int'l Econ L 321 à la p 368: « Hence, as the mandate of the WTO is broadened and its proposed legal instruments affect more and more areas of concern for various interest groups-notably labour, environment and consumer rights -requiring Member States to change laws adopted by democratically elected national legislators, this democratic deficiency becomes a serious problem ».

<sup>427</sup> Picciotto, *supra* note 358 à la p 378.

<sup>428</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 829; Guevremont, *supra* note 335 à la p 153; Voir par exemple: *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (Plainte du Venezuela et du Brésil)*, *supra* note 336 au para 7.1: « En conclusion, le Groupe spécial tenait à souligner que sa tâche ne consistait pas à examiner d'une façon générale l'opportunité ou la nécessité des objectifs écologiques de la Loi sur la lutte contre la pollution atmosphérique ou de la Réglementation sur l'essence. Il s'était borné à examiner les aspects de la Réglementation sur l'essence que les plaignants avaient contestés au regard de dispositions spécifiques de l'Accord général ».



défaut de quoi, il est possible que leur viabilité et vitalité en soit fortement affectée<sup>429</sup>. Par ailleurs, laisser à l'ORD la tâche de trancher entre autonomie réglementaire nationale et objectif de libéralisation commerciale compromet analogiquement la légitimité de l'organisation<sup>430</sup>.

En matière de protection environnementale, l'effet du décalage entre l'ancrage politique et démocratique au niveau national et l'échelle globale des défis environnementaux est également néfaste. L'environnement est un enjeu intrinsèquement politique<sup>431</sup> et l'on peut identifier trois éléments majeurs sur lesquels la mise en œuvre de mesures efficaces repose : la mobilisation de l'opinion publique ; l'existence de mécanismes et d'institutions à même de recevoir cette opinion publique ; et la puissance et la capacité juridique de ces mécanismes et institutions. Comme cela a été évoqué précédemment, le niveau national reste le cadre référent pour deux de ces enjeux. D'une part, les États continuent d'être perçus comme les principaux gardiens des intérêts publics comme la santé, l'environnement, la sécurité ou encore la régulation des activités économiques et financières. Les institutions étatiques constituent en ce sens les réceptacles de l'opinion publique par rapport à ces enjeux<sup>432</sup>. D'autre part, l'échelon étatique est le seul dans lequel les mécanismes politiques et démocratiques ont pu s'ancrer

---

<sup>429</sup> Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 42 : « *Although the GATT traditionally shied away from attempts to agree on common policies, differences in non trade policies – regarding the environment, labor standards, antitrust, etc – are increasingly leading to claims that these result in unfair competition and should be countervailed. A major challenge for WTO members going into the next millennium is to deal with these pressures* »; Fabbicotti, *supra* note 21 au para 74 : « *Indeed, nowadays international economic organizations and groups are facing new challenges which are not only economical in nature, such as protection of the environment and achievement of sustainable development. It is likely that in a near future the vitality and credibility of economic organizations and groups will also be measured on the basis of their ability to confront themselves appropriately with these crucial challenges* ».

<sup>430</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 829; Kulovesi, *supra* note 184.

<sup>431</sup> David Vogel, « Trading up and governing across: transnational governance and environmental protection » (1997) 4:4 *Journal of European Public Policy* 556 à la p 558 : « *Environmental standards are primarily determined by domestic political preferences and interests* ».

<sup>432</sup> Kahler et Lake, *supra* note 386 à la p 409. Même les mouvements politiques transnationaux tendent à utiliser les mécanismes étatiques plutôt que des ressorts internationaux.

jusqu'à présent<sup>433</sup>. C'est donc le troisième élément qui est ici manquant : la force juridique des États n'est pas à l'échelle adaptée pour la résolution des enjeux environnementaux, c'est-à-dire à l'échelle globale<sup>434</sup>. Le droit international de l'environnement représente en partie un certain étirement de la puissance juridique de l'État et est une émanation de la nécessité d'une coordination et d'une coopération internationale. Pareillement, les ONG tiennent lieu à certains égards d'une source de légitimité, capables de mobiliser l'opinion publique transnationale et d'influer sur le développement des normes internationales<sup>435</sup>. Toutefois, la fragmentation politique et le déficit démocratique en résultant demeurent des freins importants à l'effectivité de la prise en compte de l'opinion publique au niveau global.

Au cours de cette partie, il a pu être démontré qu'en dépit de leur relation frictionnelle, les dynamiques environnementales et de libre-échange apparaissent à certains égards de plus en plus « alignées ». Cet alignement est en quelque sorte « négatif » : les dynamiques sont toutes deux freinées par le rôle et la place ambivalente de l'État-nation dans un contexte globalisé. La prochaine partie s'interroge sur la question de savoir si ces dynamiques pourraient être alignées de façon « positive », c'est-à-dire que la volonté d'éliminer les obstacles réglementaires puisse servir de vecteur au renforcement de la protection environnementale.

---

<sup>433</sup> Ludger Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 484: « *Since States are the only framework in which democratic mechanisms, values, and norms have been able to take root, develop, and flourish, globalization is often perceived as equivalent to de-democratization* ». Voir également Partie 1, Chapitre 2, I., A), à la p 34, ci-dessus.

<sup>434</sup> Auby, *supra* note 126 à la p 175. L'auteur revient sur « *l'idée selon laquelle les États, aujourd'hui, ne sont plus à l'échelle de certains problèmes publics : l'environnement, les communications, la régulation des activités financières, par exemple. Dès lors, la définition de ces questions comme objets de politique publique – comme relevant de la « chose publique » -, la définition comme bien publics de certaines valeurs qui leur seraient liées, l'identification des finalités d'intérêt général qui s'attachent à eux, tout cela ne peut plus se faire uniquement à l'échelle de l'État, et doit se faire de façon croissante à un niveau global* ».

<sup>435</sup> Kerstin Odendahl, *supra* note 2 au para 19.

## **Chapitre 2. Un alignement « positif » : la volonté d'éliminer les obstacles réglementaires comme vecteur de renforcement de la protection environnementale**

Au vu de l'ensemble des développements précédents, il apparaît dans un premier temps que les dynamiques d'intégration économique et la protection environnementale bénéficieraient toutes deux d'une internationalisation de la régulation (A). L'idée d'une association positive de ces dynamiques est toutefois soumise à de nombreuses circonstances et modalités qui seront mises en exergue dans un second temps (B).

### **I. L'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale vers l'internationalisation de la régulation**

Parfois employée comme un synonyme de globalisation, l'intégration économique est à la fois un processus, celui d'éliminer les barrières économiques et un état de fait, celui de l'absence de ces barrières<sup>436</sup>. Dans sa théorie de l'intégration économique, Bela Belassa examine les différents degrés et étapes de l'intégration économique, de l'élimination des tarifs douaniers à l'harmonisation progressive des politiques<sup>437</sup>. Selon l'auteur, une intégration économique totale (« *total economic integration* ») présuppose l'harmonisation de l'ensemble des politiques, fiscale, sociale, monétaire, etc<sup>438</sup>. Cela signifierait qu'à terme, l'intégration de

---

<sup>436</sup> Mestral, *supra* note 54 au para 2; Bela Belassa, « Towards a Theory of Economic Integration » (1961) 14:1 *Kyklos International Review for Social Science* à la p 4.

<sup>437</sup> Belassa, *supra* note 436 à la p 5.

<sup>438</sup> *Ibid* à la p 6: « *Finally, a total economic integration presupposes the unification of economic, fiscal, etc. policies and requires the setting up of a supranational authority whose decisions are binding for the member states* ». Ainsi, qu'en note de bas de page: « *The reader is reminded here of the need for social integration to accomplish total integration* ».

l'espace économique et l'efficacité économique requerraient une intégration de facteurs non économiques, dont *inter alia*, l'harmonisation des standards environnementaux<sup>439</sup>.

À mesure que l'intégration progresse, la multiplicité des régimes juridiques résultant de la fragmentation politique devient un obstacle au déploiement du libre-échange. Or, les ordres juridiques nationaux visent à accomplir, par l'adoption de standards et autres réglementations, des objectifs publics et légitimes, tels que la protection environnementale. Contrairement aux mesures tarifaires, quotas et aux licences d'importation, les obstacles réglementaires constituent une barrière au libre-échange qui ne peut pas simplement être éliminée par des mécanismes d'intégration négative<sup>440</sup>. Une libéralisation concrète et effective semble donc *a priori* requérir le déploiement de mécanismes d'intégration positive, caractérisé par une dynamique active d'harmonisation des normes et standards<sup>441</sup>. Dans l'hypothèse de la mise en œuvre de mécanismes d'intégration positive, l'intégration économique paraît pouvoir fonctionner en synergie avec le renforcement de la protection environnementale. La synergie est ici définie comme la mise en commun de moyens qui se renforcent entre eux pour aboutir à un même but, c'est-à-dire celui du renforcement de l'internationalisation juridique de la protection environnementale — de l'application coordonnée des politiques nationales à l'harmonisation des régimes juridiques<sup>442</sup>. Nous entendons ici l'harmonisation en ligne avec la définition donnée

---

<sup>439</sup> Cole, *supra* note 39 à la p 189; The Group of Lisbon, *supra* note 19 à la p xvii.

<sup>440</sup> Bernard Hoekman et Petros C Mavroidis, *Regulatory Spillovers and the Trading System: From Coherence to Cooperation*, coll The E15 Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015 à la p 9; Young, *supra* note 51 à la p 1257.

<sup>441</sup> Fabbricotti, *supra* note 21 au para 20; Bartels, *supra* note 23 au para 3. Cette dynamique d'intégration positive peut également encourager la convergence des politiques économiques et des institutions (Mestral, *supra* note 54 au para 2).

<sup>442</sup> Bernard M Hoekman et Michel M Kostecki, *supra* note 49 à la p 413: « *Calls for deeper integration at the multilateral level range from coordinated application of national policies to the harmonization of regulatory regimes* ».

par Mireille Delmas-Marty, c'est-à-dire comme « un mouvement vers l'harmonie, une volonté en mouvement », incluant l'objectif d'intégration normative tout en préservant une marge nationale<sup>443</sup>. L'utilisation d'une telle définition permet de souligner l'idée qu'une approche holistique politique et juridique de la protection environnementale n'est pas nécessairement opposée avec la reconnaissance de la nécessité de l'adaptation de la régulation, de la préservation d'une marge autonome face à la diversité des conditions environnementales et socio-économiques des États.

Une telle dynamique d'intégration positive serait bénéfique à la fois au libre-échange et à la protection environnementale, en ce qu'elle permettrait la réduction effective des barrières que constituent les différences de réglementations, tout en renforçant leur efficacité et leur portée.

Comme cela a été évoqué précédemment, les États, en lien avec l'affaiblissement de leur puissance juridique<sup>444</sup> et bien qu'ils restent des acteurs cruciaux<sup>445</sup>, doivent nécessairement coordonner leurs politiques étatiques. Cette dynamique de coopération fait émerger des institutions et des arrangements politiques supranationaux permettant de prendre en compte les enjeux environnementaux aux niveaux régional et global<sup>446</sup>. Toutefois, la coopération environnementale internationale est difficile à atteindre pour et par elle seule, notamment parce que l'environnement est un bien public global. Comme l'explique Oran Perez, les difficultés de coopération étatique sont accrues face à un bien public global, que ce soit par rapport à la

---

<sup>443</sup> Delmas-Marty, *supra* note 262. L'utilisation d'une telle définition permet de souligner l'idée qu'une approche holistique politique et juridique de la protection environnementale n'est pas nécessairement opposée avec la reconnaissance de la nécessité de l'adaptation de la régulation, de la préservation d'une marge autonome face à la diversité des conditions environnementales et socio-économiques des États.

<sup>444</sup> Mol, *supra* note 384, aux pp 208-209.

<sup>445</sup> *Ibid* à la p 107.

<sup>446</sup> *Ibid*.

pratique dite du « *free-riding* » ou en raison des divergences étatiques concernant la valeur accordée à la protection environnementale, etc<sup>447</sup>.

Dans ce contexte, il semble que la dynamique d'intégration économique puisse servir de moteur à la coopération interétatique<sup>448</sup>. En pressant vers l'élimination des obstacles réglementaires, l'intégration économique inciterait les États à s'entendre sur les enjeux environnementaux et leurs solutions réglementaires. La globalisation et la coordination des politiques environnementales pourraient donc être soutenues par le vecteur économique des sociétés transnationales et de l'intégration du marché<sup>449</sup>. Il est clair que les acteurs économiques jouent un rôle souvent majeur dans le processus d'approfondissement de l'intégration, par exemple en poussant les juridictions à se prononcer sur les règles floues négociées par les États<sup>450</sup>, ou faisant pression pour la réduction des frictions normatives à la suite de la baisse des obstacles tarifaires et autres quotas<sup>451</sup>. La théorie néo-fonctionnaliste met en exergue cette logique d'engrenage de l'intégration économique au niveau européen avec la « boucle de rétroaction » (« *feedback loop* ») : l'augmentation des échanges transfrontaliers active la gouvernance supranationale, qui facilite l'expansion subséquente des échanges, accentuant à

---

<sup>447</sup> Perez, *supra* note 48 aux pp 740- 741.

<sup>448</sup> Joel P Trachtman, « The International Economic Law Revolution » (1996) 17:1 U Pa J Int'l Econ L 33 à la p 46.

<sup>449</sup> Mol, *supra* note 384 à la p 103- 107; 206. Arthur Mol est l'un des principaux auteurs du courant de pensée de modernisation écologique, qui porte un regard optimiste sur la façon dont la protection environnementale peut être attelée à la croissance et à l'intégration économique.

<sup>450</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 823: « *Thus, in both the EU and WTO, clarification of the rules has come about as a result of economic agents or other governments challenging measures they do not like before judicial tribunals* »; Voir aussi par exemple: Marco Bronckers et Natalie McNelis, « The EU Trade Barriers Regulation Comes of Age » (2001) 35:4 J World Trade 427 à la p 427.

<sup>451</sup> Alec Stone Sweet et Wayne Sandholtz, « European integration and supranational governance » (1997) 4:3 Journal of European Public Policy 297 à la p 309.

nouveau la demande sociale pour de nouvelles formes de gouvernance, et ainsi de suite<sup>452</sup>. Au fur et à mesure que certaines barrières à l'intégration sont réduites, d'autres obstacles font leur apparition, de sorte que les activités intégrées « débordent » sur les activités non intégrées qui deviennent alors l'objet d'une demande d'intégration (« *spill-over* »)<sup>453</sup>.

Outre la pression émanant des acteurs économiques transnationaux, l'augmentation des échanges commerciaux et les activités économiques transfrontalières constituent en elles-mêmes une motivation importante de coopération interétatique<sup>454</sup>. Ainsi, en plus de la réduction des barrières réglementaires, une dynamique d'intégration positive peut permettre aux acteurs étatiques de renforcer leur capacité à réguler les acteurs économiques, à prendre en compte de façon coordonnée et effective les enjeux environnementaux ou encore à éviter une course réglementaire vers le bas<sup>455</sup> dans une situation d'interdépendance économique. De manière générale, la coopération réglementaire est motivée par la réalisation que certains objectifs partagés ne peuvent être atteints de façon unilatérale<sup>456</sup>. Comme l'explique Jonathan Macey, dans un contexte d'interdépendance croissante, les régulateurs nationaux prennent conscience de plus en plus que la coordination internationale renforce leur autorité et leur capacité à réguler les enjeux transfrontières plus qu'elle n'affecte leur autonomie et leur souveraineté réglementaire<sup>457</sup>. Toutefois, les processus réglementaires internationaux se rapprochent de leurs

---

<sup>452</sup> Wayne Sandholtz et Alec Stone Sweet, « Neo-functionalism and Supranational Governance » dans *The Oxford Handbook of the European Union*, Erik Jones, Anand Menon, and Stephen Weatherill, 2012 à la p 21.

<sup>453</sup> Stone Sweet et Sandholtz, *supra* note 451 à la p 309; Sandholtz et Sweet, *supra* note 452 à la p 22.

<sup>454</sup> Trachtman, *supra* note 448 à la p 46.

<sup>455</sup> *Ibid*; OECD, *supra* note 155 aux pp 83- 87. Ce rapport de l'OCDE offre un aperçu très complet de la palette des bénéfices pouvant résulter de la coopération réglementaire internationale.

<sup>456</sup> Epps, *supra* note 53 à la p 143; Thomas J Bollyky, *A Role for the World Trade Organization on Regulatory Coherence*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015 à la p 3.

<sup>457</sup> Jonathan R Macey, « The “demand” for international regulatory cooperation: a public-choice perspective » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 147. À noter que l'auteur

objectifs dans les seules situations où ils sont sous-tendus par des intérêts économiques<sup>458</sup>. Ainsi, en dépit des nombreuses difficultés aux mécanismes d'intégration positive, il y a d'importantes opportunités de succès de coopération dans les domaines impliquant à la fois des enjeux transnationaux ainsi qu'une forte motivation économique<sup>459</sup>. Cette dynamique de coopération et de coordination des politiques étatiques constitue en quelque sorte le premier niveau de l'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale.

Au second niveau se situe la réalisation qu'à un certain moment, l'intégration économique internationale affecte nécessairement et directement les enjeux publics de la régulation ancrés dans les régimes politiques et juridiques nationaux. L'approfondissement de l'intégration économique, en requérant la mise en œuvre de mécanismes d'intégration réglementaire au niveau international, brouille la frontière entre le politique et l'économique ainsi qu'entre le cadre étatique et le cadre international<sup>460</sup>. Par exemple, il semble logique qu'à partir du moment où les États entendent coordonner leurs politiques réglementaires en vue de parvenir à un objectif économique, ils doivent s'assurer de partager un socle de principes communs d'un point de vue politique. Similairement, à mesure que le champ du droit international commercial s'agrandit afin d'atteindre ses objectifs, le potentiel de conflit avec

---

adopte ici la perspective théorique du choix public pour soutenir que les motivations politiques des fonctionnaires publics déterminent l'évolution des processus réglementaires internationaux. En l'occurrence, la coordination internationale permet aux réglementateurs nationaux de demeurer pertinents dans le contexte de la globalisation.

<sup>458</sup> Bollyky, *supra* note 456 à la p 3. : « *Yet, global adoption of the adequate and consistent rules that regulators increasingly need will occur only if it is in the economic interests of exporters and their governments. Conversely, trade initiatives that focus on economic goals of regulatory coherence alone have not succeeded in reducing inefficient and duplicative but otherwise non-discriminatory regulations in these sectors* ».

<sup>459</sup> *International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development aux pp 102-103, en ligne : <<http://www.oecd-ilibrary.org/>>.

<sup>460</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Domaine Réservé » par Katja S Ziegler, en ligne : <[opil.ouplaw.com](http://opil.ouplaw.com)>; Trachtman, *supra* note 448 à la p 33 et p.48.



d'autres régimes internationaux comme le droit international de l'environnement s'accroît également<sup>461</sup>. Ainsi, en dépit de la forte réticence des institutions commerciales internationales d'intégrer les enjeux « non-commerciaux » comme l'environnement dans le régime commercial multilatéral<sup>462</sup>, ces enjeux n'en sont pas moins intrinsèquement commerciaux, en ce qu'ils sont susceptibles de déterminer l'accès au marché et donc la libéralisation commerciale<sup>463</sup>. À tous les niveaux, l'entrelacement fonctionnel des enjeux environnementaux et commerciaux<sup>464</sup> devient de plus en plus visible, témoignant de l'impossible imperméabilité des régimes internationaux environnementaux et commerciaux<sup>465</sup>.

Cette dynamique suggère que l'approfondissement de l'intégration économique peut fonctionner en synergie avec la protection environnementale dès lors qu'elle nécessite le rapprochement du politique et de l'économique, des enjeux environnementaux et des enjeux commerciaux. Il est ainsi de plus en plus reconnu que l'interconnexion factuelle de l'environnement et du libre-échange implique un certain degré d'intégration institutionnelle et

---

<sup>461</sup> Bodansky et Lawrence, *supra* note 38 à la p 512: « *And as both regimes have become wider and deeper, encompassing a broader array of issues through more stringent rules, the potential for conflict has increased* ».

<sup>462</sup> Voir par exemple, des déclarations du Secrétariat de l'OMC, telles que : « *L'OMC n'est pas une agence de protection de l'environnement et n'a pas vocation à le devenir* » (Organisation mondiale du commerce, *supra* note 320 à la p 7).

<sup>463</sup> Nanda, *supra* note 103 à la p 2.

<sup>464</sup> Karen N Scott, « Managing Fragmentation Through Governance: International Environmental Law in a Globalized World » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Chris Michaelsen, dir, *International Law in the new age of globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 207 aux pp 210-211.

<sup>465</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Commercial Treaties » par Matthias Oesch au para 28, en ligne : <opil.ouplaw.com>: « *The second challenge for 21st century institutionalized commercial relations across national borders concerns the fact that commercial treaties do not operate in isolation. They are closely intertwined with other, equally legitimate, policy goals. The relationship of commercial treaties and other areas of international law primarily emerged, as a practical and political issue, in the context of multilateral environmental agreements* »; Keohane, *supra* note 391 à la p 15: « *It is less and less feasible to regard issues of trade, finance, environment, and security as separable, each with its own institution devoted to it* ».

normative, aussi bien d'un point de vue économique qu'environnemental<sup>466</sup>. Dès lors, la création de liens juridiques entre les régimes du droit commercial international et du droit international de l'environnement constitue une source importante et immédiate de coordination des dynamiques environnementales et commerciales<sup>467</sup>. Plus largement, cette quête de cohérence et d'intégration est parfois analysée comme un processus de « constitutionnalisation » du droit international<sup>468</sup>, dans lequel l'intégration économique constitue souvent une motivation primordiale<sup>469</sup>.

À un troisième niveau, et en lien avec le processus de constitutionnalisation, l'intégration économique peut fonctionner en synergie avec la protection environnementale dans la mesure où elle encourage l'extrapolation des principes de responsabilité, de légitimité et de transparence, par-delà le cadre étatique. Contrairement aux obstacles tarifaires, les réglementations prennent généralement racine dans un contexte social et démocratique et

---

<sup>466</sup> Trachtman, *supra* note 448 à la p 57: « *Increasingly, we recognize that the world is interconnected not only geographically, but also functionally. Thus, it has become necessary for institutions - judicial, legislative, and executive - to be able to address issues such as trade and the environment in an integrated fashion* »; Zakri, *supra* note 406; Stoll, *supra* note 20 au para 103. Pour un exemple concret, voir l'analyse de Jean-Maurice Arbour et al. sur la coordination globale mise en place dans le domaine des produits chimiques: Arbour et al, *supra* note 2 aux pp 875- 882.

<sup>467</sup> Voir ici notamment: Kieffer, *supra* note 405 à la p 283. L'auteur offre une analyse saisissante par rapport aux enjeux de « linkage » dans le contexte de l'OMC et du droit international public, mettant en exergue comment la création de lien juridique crée une dynamique d'intégration, véritable « *antithèse de la fragmentation* ». Voir également: Scott, *supra* note 464 aux pp 209- 210. L'auteure souligne ici que: « *Conflation and overlap between mandates and regimes also provide significant potential for improving synergy between commitments, policies, and programmes as well as opportunities for mutually supportive and more effective implementation of obligations* ».

<sup>468</sup> Oesch, *supra* note 465. Voir également Ladeur, *supra* note 406, qui définit la constitutionnalisation du droit international de la manière suivante: « *[A] theory of the 'constitutionalization' of international law has emerged, which tends to narrow down the differences between national and international law, and to develop new principles for the integration of the latter according to a normative ideal of a common global interest beyond the State* ».

<sup>469</sup> Trachtman, *supra* note 448 à la p 33. Cette dynamique de constitutionnalisation se manifeste par exemple par l'incorporation de principes environnementaux au sein des intégrations économiques régionales. Voir: Francioni, *supra* note 173 à la p 446.

reflètent une certaine vision quant à l'organisation de la société et la réalisation de ses valeurs<sup>470</sup>. L'élimination des obstacles créés par les réglementations et le développement d'une législation active semble donc nécessiter l'incorporation de certaines valeurs démocratiques<sup>471</sup>.

L'approche détaillée ci-dessus quant au possible réalignement « positif » des dynamiques de protection environnementale et de libre-échange présente un caractère particulièrement pragmatique face aux enjeux de gouvernance globale : prendre en compte les présentes conditions afin de mettre en exergue le lien fonctionnel existant entre l'intégration économique comme entraînant l'émergence d'une certaine forme de gouvernance environnementale<sup>472</sup>. Toutefois, cette approche pragmatique et notamment l'utilisation d'un vecteur fonctionnel de rationalité économique, présente également certaines limites dans sa capacité à générer des mécanismes d'intégration positive renforçant la protection environnementale. En ce sens, ce potentiel alignement « positif » n'est susceptible de se réaliser que dans certaines modalités particulières.

---

<sup>470</sup> Trachtman, *supra* note 448 à la p 51: « *These nontariff barriers, however, have a dual character that makes them difficult to address. First, they are socially rooted, often democratically legitimated, structures that represent a domestic vision of how domestic society should be organized to achieve domestic values* ».

<sup>471</sup> *Ibid* à la p 41: « *As noted below, the international economic law revolution is rapidly revealing the need for mechanisms for active legislation and the incorporation of appropriate democratic values which must precede such legislation* ».

<sup>472</sup> Ce caractère « pragmatique » est commun à la fois à l'approche néo-fonctionnaliste (*Ibid* à la p 47), ainsi qu'au courants théoriques de modernisation écologique et de cosmopolitisme (James McCarthy et Scott Prudham, « Neoliberal nature and the nature of neoliberalism » [2004] 35 *Geoforum* 275). Ceux-ci constituent les principaux courants théoriques utilisés ici au soutien de l'idée d'une association positive entre les dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale.

## **II. Les modalités de l'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale**

Une multitude de circonstances, de conditions et de facteurs pourraient être mis en exergue dans le contexte d'une recherche sur l'interaction entre les dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale. Ici, nous tenterons particulièrement de prendre la mesure de l'amplitude de la possible association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale préalablement évoquée (1), ainsi que les influences dont elle est traversée (2), afin de mettre en exergue les différentes trajectoires qu'elle est susceptible d'emprunter (3).

### *A) Amplitude*

Considérant le contexte extrêmement fragmenté et complexe dans lequel elle s'inscrit, l'idée d'une possible synergie entre les dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale peut surprendre. De façon intéressante, et comme le souligne Matthew A. Cole, la question selon laquelle l'intégration économique entraîne ou nécessite la convergence des politiques nationales non économiques qui peut être bénéfique à la protection environnementale est sujette à controverses, tant d'un point de vue économique (a) que d'un point de vue environnemental (b)<sup>473</sup>. Tandis que de nombreux arguments peuvent être pris en considération, les développements suivants visent principalement à démontrer que l'idée d'un alignement positif entre les dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale s'analyse moins en termes de « vrai » et de « faux » qu'en termes de degré et d'amplitude.

#### *1) Sur le plan économique*

---

<sup>473</sup> Cole, *supra* note 39 à la p 189.

Sous l'angle économique, il est principalement mis en exergue au titre des contre-arguments que le commerce international est antagoniste avec la perspective selon laquelle l'intégration économique requière une intégration des facteurs non économiques, car cela signifie en quelque sorte une homogénéisation des conditions de production. Or, la politique fondamentale sous-tendant la libéralisation commerciale est celle de l'avantage comparatif<sup>474</sup>. Cette théorie libérale, développée par David Ricardo au début du 19<sup>e</sup> siècle<sup>475</sup>, suggère que l'échange commercial est profitable lorsque deux États échangent les biens pour lesquels leur production est plus efficace. Sur cette base théorique, Miles Kahler estime que puisque les États produisent les biens et les services pour lesquels ils sont les plus efficaces, le commerce transfrontalier n'est précisément profitable que lorsque le terrain de jeu n'est pas égalisé<sup>476</sup>. Selon cette perspective, la législation environnementale est un outil au service du gouvernement pour influencer la compétitivité d'un secteur économique national<sup>477</sup>. Niveler les conditions de production revient alors à supprimer l'avantage comparatif de la législation environnementale et donc à annihiler l'une des incitations au commerce international.

Toutefois, et paradoxalement, l'intégration économique requiert incontestablement la mise en œuvre de mécanismes globaux visant à garantir l'uniformité de certaines conditions aux acteurs transnationaux<sup>478</sup>. Comme le souligne éloquemment James McCarthy, cette tension

---

<sup>474</sup> John H Jackson, *supra* note 46 à la p 1231; Mestral, *supra* note 54 au para 3.

<sup>475</sup> David Ricardo, *Principles of Political Economy and Taxation*, London, JM Dent & Sons, 1912.

<sup>476</sup> Miles Kahler, *supra* note 388 à la p xvii: « *arguments for creating a level playing field are troublesome at best. International trade occurs precisely because of differences among nations - in resource endowments, labor skills, and consumer tastes* ». Basé sur la théorie de l'avantage comparatif, l'auteur estime qu'étant donné que les États se spécialisent dans les secteurs dans lesquels ils sont le plus performants, le commerce transfrontalier n'est efficace que si le « terrain de jeu » n'est pas égalisé.

<sup>477</sup> Michael Rauscher, « On Ecological Dumping » (1994) 46:4 Oxford Economic Papers 822 à la p 822.

<sup>478</sup> On peut citer ici en exemple le développement de l'arbitrage investisseur-État, visant à garantir aux entreprises la sécurité juridique de leurs investissements à l'étranger ou encore l'émergence de la *lex mercatoria* comme un ensemble de règles uniformes applicables au contrat (Friedl Weiss, « The Principle of Non-Discrimination in International Economic Law: A Conceptual and Historical Sketch » dans Isabelle Buffard et al, dir, *International*

peut être vue comme l'une des « contradictions insolubles » de la globalisation économique néolibérale<sup>479</sup>, tiraillée entre son engagement idéologique envers l'homogénéisation<sup>480</sup>, et sa dépendance pratique sur la différenciation spatiale et réglementaire<sup>481</sup>.

À notre sens, la question n'est pas ici de savoir si l'intégration économique requiert une intégration des facteurs non économiques, mais à quel moment : à partir de quand devient-il économiquement efficient d'avoir une égalisation des conditions juridiques, et quand est-ce qu'il ne l'est pas ? Comme cela a pu être évoqué précédemment<sup>482</sup>, les dynamiques globalisantes demeurent extrêmement hétérogènes et impactent très différemment les États. Notamment, les pays développés et les pays en développement tendent à se trouver dans une situation radicalement distincte par rapport aux enjeux d'intégration profonde. La pression économique en faveur de la convergence est donc susceptible de les impacter différemment<sup>483</sup>.

---

*Law between Universalism and Fragmentation: Festschrift in Honour of Gerhard Hafner*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2008, 269 à la p 270).

<sup>479</sup> Neil Brenner, « Between Fixity and Motion: Accumulation, Territorial Organization and the Historical Geography of Spatial Scales » (1998) 16:4 *Environment and Planning D: Society and Space* 459.

<sup>480</sup> Voir spécifiquement: Jarrod Weiner, « Globalization and Disciplinary Neoliberal Governance » (2001) 8:4 *Constellations* 461.

<sup>481</sup> McCarthy, *supra* note 107 à la p 336: « [...] *the productive tension in neoliberalism between its ideological commitment to homogenization and its practical reliance on, and actual production of, spatial and regulatory differentiation as part of globalization* ». À noter qu'à ce titre, l'OMC, en tant qu'institution favorisant le développement du commerce international, se situe au coeur de cette contradiction. Voir: Picciotto, *supra* note 358 à la p 378: « *Thus, as an institution [the WTO] is riven by the contradiction between the neoliberal ideology of liberalization and deregulation which dominated its period of gestation in the 1980s, and the realization that markets depend on regulations* ».

<sup>482</sup> Voir Partie 2, Chapitre 1, à la p 84, ci-dessus.

<sup>483</sup> Voir par exemple: Sassen, *supra* note 384 à la p 49: « *If there is considerable interdependence in the northern transatlantic system then the question of regulation and governance is likely to be of a different sort than it would be if globalization for each of these major regions meant in practice strengthening its ties and presence in its respective zones of influence* »; Voir aussi: United Nations, *Johannesburg Declaration on Sustainable Development*, A/CONF199/20, 4 septembre 2002, en ligne : <[www.un-documents.net/](http://www.un-documents.net/)> (consulté le 1 mars 2016) par. 14, qui souligne l'inégalité de répartition des bénéfices et des coûts de la globalisation et les difficultés particulières rencontrées par les pays en développement dans la poursuite du développement durable.

En ce sens, il est possible qu'un programme d'intégration ne soit pas dans l'intérêt économique des pays en développement, notamment si les mécanismes d'intégration positive sont calqués sur les seuls besoins des pays développés<sup>484</sup>. Lorsque les approches et les objectifs réglementaires sont trop différents et que l'harmonisation engendrerait un coût trop important, il est possible que la mise en œuvre de l'intégration positive ne soit pas immédiatement faisable ou désirable sur le plan économique<sup>485</sup>. À moins que celle-ci soit accompagnée par un véritable processus compréhensif prenant en compte les besoins spécifiques des pays en développement<sup>486</sup>. Comme le souligne un rapport de l'OCDE, la coopération internationale n'est pas soutenable si elle n'est pas mutuellement bénéfique à tous les États participants<sup>487</sup>. Par ailleurs, Karin Dokken note ainsi que la plupart des théories d'intégration sont principalement fondées sur les dynamiques limitées de l'intégration européenne<sup>488</sup>. Dans ce contexte, l'auteure souligne l'importance d'observer plus largement les processus d'intégration<sup>489</sup>. L'auteure poursuit en expliquant comment l'interdépendance économique n'est pas nécessairement le meilleur point de départ pour les processus d'intégration dans certains pays en développement<sup>490</sup>. Elle note par exemple qu'en Afrique de l'Ouest, l'interdépendance

---

Similairement, l'incidence des barrières non tarifaires augmente plus rapidement dans les pays développés avec un cadre réglementaire social strict. Voir: OECD, *supra* note 209 à la p 14.

<sup>484</sup> Stephan Haggard, *Developing Nations and the Politics of Global Integration*, Washington DC, Brookings Institution Press, 1995 à la p 5.

<sup>485</sup> Hoekman et Mavroidis, *supra* note 440 à la p 2; Nanda, *supra* note 103 à la p 166.

<sup>486</sup> Haggard, *supra* note 484 à la p 5.

<sup>487</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 92.

<sup>488</sup> Karin Dokken, « Environmental Conflict and International Integration » dans Nils Petter Gleditsch, dir, *Conflict and the Environment*, 33, coll NATO ASI series, n°Partnership sub-series 2, Boston, Kluwer Academic, 1997, 519 à la p 525.

<sup>489</sup> *Ibid* à la p 526.

<sup>490</sup> *Ibid* à la p 527.

environnementale constitue une base préférable pour l'intégration, tout simplement parce qu'elle est plus importante<sup>491</sup>.

Dans un autre registre, tous les groupes socio-économiques ne réagissent pas de la même façon face à l'intégration économique. Ainsi, tandis que certaines entreprises vont faire pression en faveur de l'intégration économique et la convergence réglementaire, car cela est en accord avec leur position sur le marché national ou global, d'autres préféreraient rester abrités derrière les différences réglementaires. Par ailleurs, le soutien des acteurs économiques est à la fois ponctuel et conditionnel. Il est ponctuel dans le sens où les acteurs privés soutiennent l'internationalisation de la régulation lorsque la convergence réglementaire a une valeur et une utilité pour eux<sup>492</sup>. Il peut également s'avérer conditionnel à la négociation et au résultat de l'intégration, qui, si elles ne sont pas en leur faveur, peuvent leur imposer certains coûts d'adaptation<sup>493</sup>.

Ces réflexions tendent à démontrer que l'utilisation du vecteur de l'intégration économique possède également certaines limites intrinsèques. En somme, l'emploi d'un lien fonctionnel comme source d'intégration positive est par définition délimité par l'étendue pratique de ce lien. L'amplitude de l'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale connaît également certaines limites sur le plan environnemental.

## *2) Sur le plan environnemental*

Sous l'angle de l'écologie, et au regard des effets dommageables du libre-échange sur l'état de l'environnement<sup>494</sup>, il y a sans conteste un paradoxe à rechercher dans

---

<sup>491</sup> *Ibid.*

<sup>492</sup> Kenneth W Abbott et Duncan Snidal, « International "standards" and international governance » (2001) 8:3 *Journal of European Public Policy* 345 à la p 358.

<sup>493</sup> Young, *supra* note 51 à la p 1257.

<sup>494</sup> Voir Partie 1, Chapitre 1, II., aux pp 23-26, ci-dessus.



l'approfondissement de l'intégration économique la meilleure prise en compte de l'environnement. La globalisation économique est intrinsèquement liée, voire résulte du mode de production capitaliste<sup>495</sup>. Or, le mode de production capitaliste a une responsabilité primordiale dans la dégradation environnementale<sup>496</sup>. Approfondir l'intégration économique promeut en premier lieu la poursuite de la libéralisation du marché et l'augmentation de la croissance<sup>497</sup>. Cette dynamique semble en contradiction avec la protection environnementale, notamment dans la mesure où celle-ci requière que soient mises des limites à la croissance<sup>498</sup>.

L'hypothèse de synergie repose sur l'idée que l'approfondissement de l'intégration économique peut soutenir l'internationalisation de la protection environnementale, permettant alors de réguler plus efficacement les conséquences néfastes de la globalisation économique. Il est toutefois incontestablement difficile de démontrer concrètement comment il est possible de dissocier cette dynamique d'intégration économique potentiellement favorable à l'environnement de celle qui lui nuit, toutes deux intrinsèques à l'intégration économique. Ainsi, d'un côté, certaines caractéristiques de l'intégration économique peuvent effectivement fonctionner en synergie avec le renforcement de la protection environnementale. Celle-ci

---

<sup>495</sup> Jens-Uwe Wunderlich et Meera Warrier, *A Dictionary of Globalization*, London, Routledge, 2009, *sub verbo* « Capitalism ». Les auteurs offrent ici un résumé clair et concis concernant le mode de production capitaliste et la façon par laquelle il est lié à la globalisation. Le capitalisme est un modèle de développement économique ou de production qui privilégie la privatisation des moyens de production ainsi que la libéralisation du marché. Parce que la maximisation des profits est la rationalité première de l'activité économique, elle pousse le capitalisme à s'étendre afin de développer de nouveaux marchés. Ainsi, ils soulignent que: « *As such, capitalism is regarded as producing a truly global system* ». Voir aussi par ex: Mol, *supra* note 384 à la p 7. L'auteur rappelle similairement que: « *Globalisation is often closely associated with, if not limited to, the dynamics of global capitalism. To a large extent, the emergence, the shape, and the dynamics of what is called globalization are explained by the internal dynamics of the capitalist mode of production* ».

<sup>496</sup> George Lioudakis, « Environmental Implications of International Trade and Uneven Development: Toward a Critique of Environmental Economics » (2000) 21:1 *Review of Radical Political Economics* 40.

<sup>497</sup> À noter aussi que certains motifs non économiques, tels que la paix, la sécurité et la stabilité peuvent aussi soutenir l'intégration économique (Mestral, *supra* note 54 au para 3).

<sup>498</sup> Voir Partie 1, Chapitre 1, II., à la p 25, ci-dessus.

pourrait notamment favoriser l'articulation du droit international commercial et du droit international environnemental, l'amélioration de la coordination et de l'harmonisation des politiques étatiques environnementales, le déploiement de mécanismes légitimes permettant de prendre en compte l'opinion publique à un niveau international<sup>499</sup>... Dans le même temps, l'intégration économique entraîne la diffusion de modèles de développements dommageables à l'environnement, et contribue donc à exacerber la dégradation environnementale<sup>500</sup>. Comme l'explique Shawkat Alam, il est nécessaire de garder à l'esprit ces dynamiques complexes et contradictoires sous-tendant la question de savoir si l'on peut jamais parvenir à la justice sociale et environnementale au travers de la globalisation, ou si celle-ci rend au contraire cet objectif toujours plus difficile à atteindre<sup>501</sup>. Dans ce contexte, le compromis suivant peut être formulé. D'une part, il y a nécessairement une marge de progression importante au niveau de la prise en compte de la protection environnementale au niveau international qui peut fonctionner en synergie avec l'intégration économique telle qu'elle est envisagée actuellement. Cependant, dans l'immédiat, cette synergie semble limitée en profondeur. Ultimement, la protection environnementale requiert la reconnaissance et l'intégration directe d'une rationalité propre à l'environnement, capable de remettre en cause le présent fonctionnement des dynamiques économiques<sup>502</sup>.

---

<sup>499</sup> Voir Partie 2, Chapitre 2, I., aux pp 91-99, ci-dessus.

<sup>500</sup> Godden, *supra* note 113 à la p 12.

<sup>501</sup> Alam, Klein et Overland, *supra* note 114 à la p 10.

<sup>502</sup> Par exemple, l'adoption d'une véritable stratégie environnementale doit nécessairement prendre en compte les risques imprévisibles et à long terme, y compris lorsque la rationalité économique favoriserait la réalisation de gains importants à court terme. Ceci nécessite la mise en œuvre d'une politique réellement intégrée prenant en compte les enjeux environnementaux au même niveau que les enjeux économiques. Henrik Selin et Stacy D VanDeever offre à cet égard un résumé des principales critiques à l'égard des conceptions de développement durable et de modernisation écologique adoptés dans l'Union européenne. Si celles-ci constituent un véritable effort politique pour verdir le capitalisme, elles sont alléguement incorporées de manière trop faible pour offrir une perspective concrète quant à la restructuration structurelle des activités économiques à un niveau plus profond, nécessaire pour atteindre un degré de durabilité significatif. Voir: Henrik Selin et Stacy D VanDeever, *European*

Arthur Mol reconnaît ainsi que les dynamiques économiques obéissent à leur propre rationalité et ne peuvent à elles seules suffire à atteindre une économie globale soutenable<sup>503</sup>. Pour fonctionner en synergie avec la protection environnementale, la dynamique économique devrait notamment être systématiquement corrélée avec l'engagement de la société civile, qui permet la prise en compte d'une rationalité propre et autonome à l'environnement<sup>504</sup>. L'émergence d'une véritable synergie dépend donc vitale de la mobilisation continue de la société civile globale et de l'influence croissante des ONG environnementales afin de contrebalancer la rationalité économique<sup>505</sup>.

Par ailleurs, pour être accompagné d'une amélioration de la protection environnementale, l'approfondissement de l'intégration économique et de la coopération internationale devrait être corrélé avec une meilleure redistribution des ressources, des coûts et des bénéfices entre les pays développés et les pays en développement<sup>506</sup>.

---

*Union and Environmental Governance*, coll Global Institutions, Londres, Routledge, 2015 aux pp 24- 28. Voir aussi: Arbour et al, *supra* note 2 aux pp 110- 111, pour une discussion sur les conceptions faibles et forte du développement durable. .

<sup>503</sup> Arthur P J Mol, *supra* note 384 à la p 211.

<sup>504</sup> Mol, *supra* note 384 à la p 221 et aux pp. 219-220.

<sup>505</sup> Ces éléments sont essentiels dans le processus de modernisation écologique au niveau global (*Ibid* aux pp 219-226). La participation croissante de la société civile joue également un rôle majeur dans la théorie cosmopolitique en favorisant l'émergence de formes légitimes de gouvernance internationale et en poussant à la prise en compte des enjeux de transparence, d'ouverture et de responsabilité. Voir par exemple: Held, *supra* note 120. Voir *contra*: Gabriela Kütting, « Exploring global governance from a critical political economy perspective » dans Peter Dauvergne, dir, *Handbook of Global Environmental Politics*, 2nde éd, Cheltenham (R-U), Edward Elgar, 2012, 275. L'auteure souligne ici la surestimation du rôle de la société civile dans les processus globaux ainsi que le paradoxe qu'il y a à faire reposer la protection environnementale sur la société civile, qui est aussi société de consommation. La dégradation environnementale est aussi le résultat de la surconsommation. Un défi majeur réside donc dans la sensibilisation de la société aux enjeux environnementaux.

<sup>506</sup> Alam, Klein et Overland, *supra* note 114 aux pp 2-3; Ronald U Mendoza, « The Multilateral Trade Regime: A Global Public Good for All? » dans Inge Kaul et al, dir, *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*, New York, Oxford University Press, 2003, 455 à la p 470; Inge Kaul et al, « How to Improve the Provision of

Ces deux branches de réflexion permettent de modéliser le schéma d'une association positive des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale, afin d'en appréhender l'amplitude et la profondeur. Il convient également de circonscrire l'idée d'un alignement positif des dynamiques de protection environnementale et d'intégration économique à la lumière des influences traversant cette dernière.

### *B) Influences*

L'hypothèse d'un « alignement positif » fait une place centrale à la rationalité économique comme point de motivation externe permettant de surmonter les différences et divergences d'opinions des États et favorisant l'adoption de mécanismes d'intégration positive et l'internationalisation juridique de la protection environnementale. Mais la rationalité économique de l'intégration économique n'est pas objective et ne doit pas être idéalisée. Les idéologies ainsi que les influences aussi bien politiques qu'économiques la sous-tendant doivent être prises en compte dans la recherche d'une association positive des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale.

En premier lieu, il convient de souligner que les accords d'intégration économique sont façonnés par des choix et des objectifs politiques internationaux et nationaux<sup>507</sup>, des structures institutionnelles et des relations de pouvoirs indissociables des dynamiques globalisantes<sup>508</sup>. Parce que les États demeurent des entités régulatrices essentielles dans le contexte de globalisation économique<sup>509</sup>, ils conservent une influence déterminante dans l'émergence de

---

Global Public Goods » dans Inge Kaul et al, dir, *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*, New York, Oxford University Press, 2003, 21 à la p 43.

<sup>507</sup> Francine McKenzie, « Faith, fear, and free trade » (2014) 69:2 International Journal 233 à la p 241.

<sup>508</sup> James McCarthy, *supra* note 107 à la p 327. L'auteur élabore cette réflexion par rapport à la gouvernance environnementale.

<sup>509</sup> Voir Partie 1, Chapitre 2, I., A), aux pp 32-34, ci-dessus.

mécanismes d'intégration positive<sup>510</sup>, que ce soit dans la coopération réglementaire au niveau international<sup>511</sup> ou le système de gouvernance complexe que constitue l'UE<sup>512</sup>. Les rapports de force et d'interdépendance existants entre les États, ainsi que leurs visions politiques et leurs capacités institutionnelles restent donc des facteurs clés de la détermination de mécanismes de gouvernance<sup>513</sup>, etc. Par conséquent, même lorsque la rationalité économique et l'efficacité environnementale requéraient toutes deux la mise en œuvre de mécanismes d'intégration positive, de complexes enjeux de négociations interétatiques restent à prendre en considération<sup>514</sup>. Notamment, dans le cadre d'enjeux concernant les réglementations et l'intégration positive, les gains ne sont pas clairement définis<sup>515</sup> et la coopération tend à avoir un effet distributionnel dans ses conséquences<sup>516</sup>. En ce sens, la rationalité d'intégration économique ne supprime pas les rapports de force existants entre les États. Au contraire, les processus de convergence font souvent l'objet d'une intense compétition réglementaire, les États ayant naturellement une préférence à faire prévaloir leurs systèmes, leurs réglementations

---

<sup>510</sup> Drezner, *supra* note 417 à la p 78: « *The ability of state to co-operate and their ability to agree on norms of governance determines the extent of policy convergence* ».

<sup>511</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 62. Si l'État ne peut être vu comme un « commandant » (« top-down commander »), il est du moins un « orchestrateur » (« orchestrator ») de la coopération réglementaire.

<sup>512</sup> Selin et VanDeveer, *supra* note 502 à la p 60.

<sup>513</sup> Jon Marco Church, « Gouvernance environnementale régionale » [2014] CERISCOPE Environnement, en ligne : <<http://ceriscope.sciences-po.fr>> (consulté le 19 mars 2016). L'auteur reconnaît toutefois l'influence et la participation d'autres types d'acteurs tels que les organisations internationales et les ONG environnementales.

<sup>514</sup> Voir notamment: Abbott et Snidal, *supra* note 492. Voir aussi: Keohane, *supra* note 391 à la p 32: « *As a result of these bargaining problems, the fact that possible deals could produce joint gains does not assure that cooperative solutions will be reached* ». Comme l'explique Anne-Marie Slaughter et Thomas Hale, la perspective institutionnaliste adoptée par Robert Keohane rejoint la perspective réaliste des relations internationales par rapport à leur principal postulat de départ. Selon ces deux perspectives des relations internationales, le système international est anarchique et que les États sont des acteurs égoïstes et rationnels cherchant à survivre en augmentant leurs conditions matérielles tandis que l'incertitude régnante nuit à la possibilité de réaliser la coopération inter-étatique. Voir: Slaughter et Hale, *supra* note 71 au para 8.

<sup>515</sup> Hoekman et Kostecki, *supra* note 49 à la p 44.

<sup>516</sup> Young, *supra* note 51 à la p 1258.

ou leurs visions sur ceux d'autres États<sup>517</sup>. En ce sens, il faut souligner que le résultat de la convergence réglementaire est susceptible de refléter la répartition du pouvoir entre les parties, les États dominants ayant le plus de chance de faire prévaloir leurs normes<sup>518</sup>. De nombreuses autres considérations sont également capables d'influer sur la possibilité de réaliser la coopération réglementaire, telles que notamment la proximité des régimes réglementaires quant à leurs objectifs et leurs préférences, la perception ainsi que la répartition des coûts et bénéfices entre les États<sup>519</sup>.

Simultanément à cette conditionnalité du rôle des États dans l'émergence de l'intégration positive, la coopération réglementaire internationale s'ouvre à l'influence d'une multitude d'acteurs étatiques et non étatiques<sup>520</sup>. Cette multiplication d'acteurs dans le champ réglementaire entraîne un changement de paradigme d'une coopération interétatique basée sur la représentation gouvernementale nationale vers une coopération multimodale ainsi qu'une montée des modes de réglementation d'origine privée<sup>521</sup>. Un exemple particulièrement significatif réside dans les agences de réglementation nationales, qui, via des interactions directes et fréquentes avec leurs homologues étrangers, forment des réseaux transnationaux de coopération réglementaire sous une supervision gouvernementale minimale<sup>522</sup>. Dans un autre

---

<sup>517</sup> *Ibid.*

<sup>518</sup> Drezner, *supra* note 386; Young, *supra* note 51 à la p 1258.

<sup>519</sup> OECD, *supra* note 155 aux pp 87-91; Céline Kauffmann et Nicolai Malyshev, *International Regulatory Cooperation: The Menu of Approaches*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015 à la p 4.

<sup>520</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 16; Keohane, *supra* note 391 à la p 212.

<sup>521</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 61. Selon Kanishka Jayasuriya, ces connections internationales entre les agences réglementaires participent à un processus de reconstitution de la souveraineté au sein d'un nouveau système de régulation globale (Kanishka Jayasuriya, « Globalization, Law, and the Transformation of Sovereignty: The Emergence of Global Regulatory Governance » [1999] 6:2 *Indiana Journal of Global Legal Studies* 425 aux pp 446- 447).

<sup>522</sup> OECD, *supra* note 155 aux pp 61 - 62; Kauffmann et Malyshev, *supra* note 519 aux pp 2- 3.

registre, les acteurs économiques exercent une influence déterminante sur les mécanismes de coopération internationale. Ils sont les principaux plaideurs de l'approfondissement de l'intégration et de l'harmonisation juridique : comme ce sont eux qui réalisent le plus de transactions transfrontalières, ce sont eux qui sont les plus visiblement gênés par les divergences étatiques<sup>523</sup>. Conséquemment, ils tendent à exercer une pression prédominante sur les mécanismes d'intégration positive, que ce soit au niveau des institutions supranationales européennes<sup>524</sup>, ou les processus de standardisation internationaux<sup>525</sup>. En ce sens, l'une des craintes majeures soulevées par l'intégration économique réside dans le fait que les États ne demeurent pas indépendants dans le processus et sont largement sous l'influence exercée par les forces transnationales déployées par la globalisation<sup>526</sup>. Parallèlement, les sociétés transnationales se procurent également leurs propres formes de gouvernance, entraînant une prolifération d'instruments normatifs d'origine purement privée<sup>527</sup>, parfois en remplacement des formes traditionnelles de coopération intergouvernementales<sup>528</sup>. Cette privatisation de la gouvernance internationale est poussée par une série de facteurs tels que le manque d'expertise technique ou de ressources financières des gouvernements<sup>529</sup>, le recul des autres modèles de

---

<sup>523</sup> Stone Sweet et Sandholtz, *supra* note 451 à la p 309.

<sup>524</sup> *Ibid*; Voir aussi: Henrik Selin et Stacy D VanDeveer, *supra* note 503 aux pp 60- 61, par rapport à l'influence disproportionnée de certains groupes lobbyistes sur les officiels européens.

<sup>525</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 821; Abbott et Snidal, *supra* note 492 à la p 355.

<sup>526</sup> Voir Partie 1, Chapitre 2, I., A) à la p 31. À ce sujet, Daniel W. Drezner note que l'une des prémisses déterminantes des théories de convergence est liée au comportement des États et le fait de savoir s'ils subissent la pression unilatérale de la rationalité économique d'intégration ou s'ils conservent une latitude de choix face à la globalisation économique (Drezner, *supra* note 417 à la p 54).

<sup>527</sup> Keohane, *supra* note 391 à la p 210. : « *Transnational corporations respond to the absence of governance by providing their own governance forms [...]. Many crucial standard-setting exercises are private* ».

<sup>528</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 64.

<sup>529</sup> Bütthe et Mattli, *supra* note 361 à la p 5.

coopération<sup>530</sup> ainsi que la vision selon laquelle la régulation fondée sur le marché est plus efficace que l'intervention gouvernementale<sup>531</sup>.

Cette dernière perspective est étroitement alignée avec l'idéologie néolibérale qui, typiquement, favorise la limitation de l'intervention étatique dans la vie économique, l'autorégulation du marché, la libéralisation ainsi que la privatisation, etc<sup>532</sup>. L'idéologie néolibérale est souvent considérée comme ayant une ascendance prédominante, voire hégémonique sur les dynamiques de globalisation économique et les mécanismes de gouvernance globale depuis la fin des années 1970<sup>533</sup>. De nombreux exemples sont susceptibles de refléter l'influence de l'idéologie néolibérale sur les modes de pensées et de gouvernance contemporains, que ce soit au niveau des mécanismes d'intégration européen<sup>534</sup>, dans le

---

<sup>530</sup> Selon Tim Bartley, la réglementation privée a été soutenue comme un compromis permettant une certaine régulation du marché tout en s'abstenant d'enfreindre les dispositions du régime commercial multilatéral. Voir: Tim Bartley, « Institutional Emergence in an Era of Globalization: The Rise of Transnational Private Regulation of Labor and Environmental Conditions » (2007) 113:2 American Journal of Sociology 297 aux pp 336- 338.

<sup>531</sup> Büthe et Mattli, *supra* note 361 à la p 5.

<sup>532</sup> Wunderlich et Warrier, *supra* note 495, *sub verbo* « Neoliberalism »; Voir aussi: David Harvey, *A brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005; Manfred B Steger et Ravi K Roy, *Neoliberalism: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010.

<sup>533</sup> *Neoliberalism*, *supra* note 532; Bartley, *supra* note 530 à la p 311. L'auteur entend le néolibéralisme de la façon suivante: « [A] set of ideas stressing faith in free markets and the associated political agenda of removing impediments to flows of capital ». Il note également: « Neoliberalism has a constitutive effect on the trajectory of globalization, at least as powerful as structural shifts in world trade ». Ulrich Beck rappelle quant à lui que: « la mondialisation néolibérale est devenue dans la politique mondiale une force normative et politique importante, et même décisive ». Voir: Ulrich Beck, *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003 à la p 164.

<sup>534</sup> Voir par exemple: Alan W Cafruny et Magnus Ryner, *A Ruined Fortress: Neoliberal Hegemony and Transformation in Europe*, Oxford (RU), Rowman & Littlefield, 2003; Otto Holman, Jean-Christophe Graz et Andreas Nölke, « Public-private partnerships and transnational governance in the European Union: the case of the Lisbon Strategy » dans *Transnational Private Governance and Its Limits*, Abingdon (R-U), Routledge, 2008; Hubert Buch-Hansen et Angela Wigger, « Revisiting 50 years of market-making: The neoliberal transformation of European competition policy » (2010) 17:1 Review of International Political Economy 20.



domaine du droit de l'environnement<sup>535</sup> ou encore dans le domaine du droit international commercial et économique<sup>536</sup>. Comme le souligne Robyn Eckersley, de tels discours transnationaux hégémoniques viennent encadrer les idées, les normes et les procédures déterminant l'interaction entre les régimes environnementaux et commerciaux, de façon à offrir un résultat compatible avec le consensus prédominant<sup>537</sup>.

Il est important de mentionner ces trois principaux courants d'influence dans l'association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale vers l'internationalisation juridique. En effet, si l'on considère le droit comme le reflet des intérêts dominants à un moment donné<sup>538</sup>, il semble logique que ces influences qui interagissent et s'entrecroisent de façon prédominante via divers mécanismes d'intégration positive produisent un certain résultat d'intégration normative. Cette intégration normative est susceptible d'emprunter différentes trajectoires, qui ne sont pas toutes égales relativement à la protection environnementale.

### C) Trajectoires

---

<sup>535</sup> Voir par exemple : Brian J Gareau, *From Precaution to Profit: Contemporary Challenges to Environmental Protection in the Montreal Protocol*, coll Yale agrarian studies series, New Haven, Yale University Press, 2013 à la p 260.

<sup>536</sup> Voir par exemple: Picciotto, *supra* note 358; McCarthy, *supra* note 107.

<sup>537</sup> Eckersley, *supra* note 48 à la p 14.

<sup>538</sup> Weiss, *supra* note 478 à la p 276: « *It should be recalled that law is generally thought to reflect the interests of any given ruling class. In international law these are in particular those of the most prominent 'hegemonial' powers of the period concerned* ».

L'intégration, qu'elle soit juridique<sup>539</sup>, économique<sup>540</sup> ou politique peut se réaliser à des niveaux et par des moyens très différents<sup>541</sup>. En ce sens, il est important de rappeler l'absence de caractère déterministe de l'intégration économique aussi bien par rapport à la protection environnementale<sup>542</sup> que vis-à-vis de la convergence politique de manière générale<sup>543</sup>. Les développements suivants seront fondés autant sur des observations du paysage d'intégration globale que sur des réflexions prospectives afin de mettre en exergue la multiplicité des trajectoires possibles de l'intégration économique ainsi que leurs liens respectifs avec la protection environnementale.

Pour commencer, la trajectoire d'intégration européenne constitue un exemple de synergie particulièrement significative entre l'intégration économique et la protection environnementale. En effet, l'intégration économique européenne s'est corrélée avec le développement simultané d'un cadre politico-juridique supranational<sup>544</sup>, permettant à la fois la réalisation de son marché intérieur<sup>545</sup> et la prise en compte des enjeux environnementaux<sup>546</sup>.

De façon très intéressante, il apparaît que l'incorporation de l'enjeu environnemental dans le processus d'intégration économique européen s'est faite, non pas en vertu d'un objectif environnemental, mais en tant qu'objectif économique. En effet, l'intégration européenne s'est

---

<sup>539</sup> Voir ici: *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Unification and Harmonization of Laws » par Martin Gebauer, en ligne : <opil.oup.com>, à propos de l'harmonisation des droits.

<sup>540</sup> Mestral, *supra* note 54.

<sup>541</sup> Keohane, *supra* note 391 à la p 206: « *Multiple feasible paths may be taken to deal with the effects of globalization, depending on history, structures, attitudes – the notion of a single 'golden straitjacket' is not viable* ».

<sup>542</sup> Mol, *supra* note 384 à la p 210.

<sup>543</sup> Drezner, *supra* note 417 à la p 344.

<sup>544</sup> *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « International Economic Law » par Matthias Herdegen au para 4, en ligne: <opil.oup.com>.

<sup>545</sup> *Ibid* au para 30.

<sup>546</sup> Mol, *supra* note 384 à la p 403; OCDE, Département Commercial, *supra* note 253 à la p 11.

originellement construite sur la base d'un accord purement économique<sup>547</sup>, et l'environnement n'était pas un enjeu au commencement de la construction européenne. Simultanément à la prise d'ampleur des barrières non tarifaires dans les années 1960<sup>548</sup>, l'environnement émerge sur l'agenda politique européen au début des années 1970<sup>549</sup>. La politique environnementale est alors définie comme une politique commerciale, accomplie au nom de la réalisation du marché intérieur nécessitant l'élimination des barrières non tarifaires<sup>550</sup>. Ce n'est que progressivement que l'environnement devient une politique indépendante des objectifs économiques<sup>551</sup>. L'UE joue désormais un rôle particulièrement important dans le renforcement et la coordination des

---

<sup>547</sup> Vogel, *supra* note 96 à la p 274; Mol, *supra* note 384 à la p 117; Christoph Knill et Duncan Liefferink, *Environmental Politics in the European Union: Policy-Making, Implementation and Patterns of Multi-Level Governance*, coll Issues in Environmental Politics, Manchester, Manchester University Press, 2007 à la p 2 et 8; Voir *contra*: *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « European Integration » par JHH Weiler, en ligne : <opil.oupilaw.com>, qui souligne l'importance du projet de paix et de prospérité symbolisé par le projet européen dans le contexte post-seconde guerre mondiale.

<sup>548</sup> Holmes, *supra* note 363 à la p 819.

<sup>549</sup> Knill et Liefferink, *supra* note 547 à la p 1; Selin et VanDeveer, *supra* note 502 à la p 31.

<sup>550</sup> Knill et Liefferink, *supra* note 547 aux pp 2- 27; Selin et VanDeveer, *supra* note 502 aux pp 23- 24. Les auteurs expliquent qu'en raison de l'absence de mention dans le traité de Rome, l'environnement n'avait pendant longtemps aucune base légale pour une action communautaire. La politique environnementale devait donc nécessairement être définie comme une politique commerciale. Les auteurs expliquent que même l'inscription de l'environnement comme objectif officiel de l'organisation dans le traité unique européen avait pour objectif principal l'accélération du processus d'intégration économique. Voir aussi: Lorenzo Gradoni, « Systèmes juridiques internationaux et technique de prise en compte des valeurs et intérêts environnementaux » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, coll Unité mixte de recherche de droit comparé de Paris, n°16, Paris, Société de législation comparée, 2009, 27 à la p 43.

<sup>551</sup> Knill et Liefferink, *supra* note 547 à la p 2. Les auteurs notent tout de même que la politique environnementale européenne reste fortement liée avec le processus d'intégration économique plus large (*Ibid* aux pp 214- 216). Voir également: Charlotte Bretherton et John Vogler, *The European Union as a global actor*, 2<sup>e</sup> éd, Londres, Routledge, 2006 à la p 87. Les auteurs observent que la nécessité de faire face aux enjeux environnementaux transnationaux, la volonté de contrer les risques de compétition réglementaire ainsi que de répondre à la pression de l'opinion publique constituent également des facteurs importants du développement de la politique environnementale européenne.

normes environnementales de ses États membres<sup>552</sup>, tout en étant considérée comme l'un des principaux acteurs sur la scène politique environnementale globale<sup>553</sup>. L'UE reste malgré tout un processus d'intégration évolutif, dynamique et complexe toujours en construction<sup>554</sup>. En ce sens, la politique environnementale européenne connaît certaines limitations, notamment vis-à-vis de sa formulation et de sa mise en application<sup>555</sup> ainsi que de son amplitude<sup>556</sup>.

L'intégration régionale européenne demeure pour l'instant un exemple unique de trajectoire d'intégration économique ayant nécessairement incorporé au fil du temps les enjeux environnementaux au travers d'une gouvernance supranationale<sup>557</sup>.

Des organisations d'intégration régionales comme la Communauté andine, le MERCOSUR ou l'Union africaine sont similairement caractérisées par plusieurs éléments de

---

<sup>552</sup> Charnovitz, *supra* note 68 à la p 22; Vogel, *supra* note 96 à la p 274. Les forces de la politique environnementale européenne repose notamment dans sa large couverture des enjeux environnementaux ainsi que dans la forte capacité d'influence des institutions supranationales sur les réglementations nationales et la coordination régionale. Voir: Knill et Liefferink, *supra* note 547 aux pp 1 et 205.

<sup>553</sup> Magalie Bourblanc, « The European Union and global environmental governance » dans Jens-Uwe Wunderlich et David J Bailey, dir, *The European Union and Global Governance: A Handbook*, Londres, Routledge, 2011, 131 à la p 132; Bretherton et Vogler, *supra* note 551 aux pp 84- 105; Selin et VanDeveer, *supra* note 502 aux pp 120- 126; Jan Vanhamme, « Formation and Enforcement of Customary International Law: The European Union's Contribution » (2008) 39 *Netherlands Yearbook of International Law* 127 à la p 153. De part son poids économique, l'UE est notamment capable d'inciter ses partenaires commerciaux à se conformer à ses standards. Voir: Bøås, *supra* note 55; Voir toutefois: Young, *supra* note 51. Cet article explique que si l'Union européenne a généralement cherché à promouvoir ses standards environnementaux au travers de ses accords préférentiels, l'analyse des plus récents accords démontre que l'UE semble désormais beaucoup plus dans une position défensive plutôt qu'offensive par rapport à ses standards et que le seul objectif est donc celui de la libéralisation commerciale.

<sup>554</sup> Knill et Liefferink, *supra* note 547 à la p 214; Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 489.

<sup>555</sup> Knill et Liefferink, *supra* note 547 aux pp 211 - 212.

<sup>556</sup> Selin et VanDeveer, *supra* note 502 aux pp 24- 28.

<sup>557</sup> Alam, *supra* note 48 à la p 143; Mol, *supra* note 384 à la p 107; Vogel, *supra* note 431 à la p 566. À noter qu'il existe toutefois des dynamiques supranationales en Amérique Latine et en Afrique *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, « Supranational Law » par Achilles Skordas au para 2, en ligne : <opil.ouplaw.com>.

supranationalité<sup>558</sup>. Similairement, les institutions communes créées par l’Australie et la Nouvelle-Zélande concernant les normes alimentaires et les produits thérapeutiques sont pareillement assimilables à une dynamique supranationale<sup>559</sup>. À certains égards, le régime international peut également être analysé comme recouvrant des attributs du supranationalisme<sup>560</sup>.

Toutefois, l’émergence d’un supranationalisme sous forme de gouvernement mondial englobant l’ensemble des enjeux de la vie politique et économique reste une trajectoire d’intégration peu réaliste dans le présent contexte et dans un futur rapproché<sup>561</sup>. En guise d’explications, il est possible de renvoyer à la discussion développée dans les parties précédentes. Ainsi, d’une part le lien fonctionnel entre l’intégration économique et la protection environnementale demeure limité dans son amplitude<sup>562</sup>. D’autre part, en ce que le rôle étatique

---

<sup>558</sup> Skordas, *supra* note 557 aux paras 13- 17. L’auteur cite également l’Union des nations sud-américaines et la Communauté économique africaine parmi les organisations régionales ayant certains éléments de supranationalité.

<sup>559</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 23.

<sup>560</sup> Voir par ex : Trebilcock, Howse et Eliason, *supra* note 39 à la p 175. Les auteurs estiment ici que le système commercial multilatéral constitue à certains égards un régime réglementaire supranational nécessitant d’important compromis entre le libre-échange et d’autres valeurs comme l’autonomie nationale.

<sup>561</sup> Bela Belassa, *supra* note 438 à la p 12; Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 394; James N Rosenau, « Governing the ungovernable: The challenge of a global disaggregation of authority » (2007) 1 Regulation & Governance 88- 97 à la p 93.; Ernst B Haas, « International Integration: The European and the Universal Process » (1961) 15:3 International Organization 366 Ernst Haas, comparant les conditions d’intégration réunies au niveau européen et au niveau global, estime qu’il y a de fortes chances que le processus d’intégration global soit plus long, différent et reste centré sur la gestion d’enjeux de coordination. À noter toutefois que Dani Rodrik, suivant une perspective implicitement néo-fonctionnaliste, fait le pari optimiste que d’ici à 100 ans, l’intégration économique mène à une intégration des enjeux environnementaux et sociaux au travers d’un fédéralisme global dans lequel les marchés, le droit et le politique deviennent véritablement et proportionnellement globaux. Voir: Rodrik, *supra* note 385 aux pp 184- 185.

<sup>562</sup> Voir Partie 2, Chapitre 2, II.A)1), aux pp 100-104. À noter toutefois que la création de mécanismes de gouvernance ou d’intégration ne se limite pas à l’existence de liens fonctionnels. David Lazer explique par exemple que l’émergence de flux d’informations se produit également parfois en dehors de tout besoin fonctionnel. Ainsi, la propagation d’idées constitutionnelles est selon lui plus due au développement de bases de données qu’au besoin d’harmoniser le droit. Voir: Lazer, *supra* note 414 à la p 481.

se maintient dans l'émergence de mécanismes de gouvernance, et il est donc possible que les difficultés des États à se coordonner prennent le pas sur la dynamique d'intégration et que celle-ci reste stagnante<sup>563</sup>. Miles Kahler et David A. Lake identifient quant à eux l'existence de modes de gouvernance alternatifs au supranationalisme comme une des explications majeures de l'absence de plus de supranationalisme à l'échelon global malgré un contexte d'intégration économique croissante<sup>564</sup>.

En ce sens, de nombreux segments de coopération interagissent et se complètent à différents niveaux, des plus institutionnalisés aux plus informels, de la portée la plus large à la plus étroite<sup>565</sup>.

Par exemple, en tant qu'organisation internationale, l'OMC constitue un forum intergouvernemental permettant la négociation d'accords économiques<sup>566</sup> comme les accords SPS et OTC. Ceux-ci contribuent particulièrement à renforcer le rôle des organismes de

---

<sup>563</sup> Voir Partie 2, Chapitre 2, II., B), aux pp 109-110, ci-dessus.

<sup>564</sup> Miles Kahler et David A Lake, « Economic Integration and Global Governance: Why So Little Supranationalism? » dans Walter Mattli et Ngaire Woods, dir, *The Politics of Global Regulation*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 242 à la p 242. Les auteurs identifient notamment les modèles de hiérarchie (« *hierarchy* ») et de réseaux (« *networks* ») comme des substituts fonctionnels à la délégation supranationale aux institutions internationales. Tandis que le mode hiérarchique est celui dans lequel les États transfèrent une certaine autorité réglementaire aux États dominants, le mode réseaux se traduit par des interactions fréquentes et répétées entre les États ou les acteurs privés; À noter que le fonctionnement en réseaux des structures de gouvernance globale est souligné par plusieurs auteurs. Voir par exemple: Keohane, *supra* note 391 à la p 204, avec le concept de « *networked minimalism* » ou Rosenau, *supra* note 561 avec le concept de « *spheres of authority* ».

<sup>565</sup> OECD, *supra* note 155 aux pp 22- 25. Ce rapport de l'OCDE identifie onze différentes catégories de mécanismes de coopération réglementaire internationale, avec entre autres : intégration/ harmonisation via des institutions supranationales, traités spécifiques, partenariats réglementaires interétatiques, organisations intergouvernementales, accords régionaux incluant des dispositions réglementaires, accords de reconnaissance mutuelle, réseaux transnationaux, reconnaissance des standards internationaux, échanges informels d'information, etc.

<sup>566</sup> *Ibid* à la p 31. Une multitude d'autres organisations intergouvernementales contribuent également à l'intégration économique et réglementaire, aussi bien au niveau international que régional et dans de multiples domaines, tels que par exemple l'OCDE, l'APEC, l'ECOSOC ou encore l'Organisation internationale du travail.

standardisation<sup>567</sup>. L'intégration économique et réglementaire se réalise aussi au niveau régional, avec une véritable prolifération des accords commerciaux régionaux<sup>568</sup>, qui incluent de plus en plus des dispositions réglementaires<sup>569</sup>. Comme nous l'avons évoqué précédemment, une partie conséquente de la coopération réglementaire internationale se produit également de façon plus ou moins spontanée et décentralisée<sup>570</sup>, tels qu'avec les réseaux de coopération transnationaux<sup>571</sup>, ou les dialogues et échanges d'information qui s'établissent lors de rencontres entre les régulateurs et parties prenantes de différents territoires juridiques<sup>572</sup>. En situation d'absence de gouvernance, les sociétés transnationales se procurent leurs propres formes de gouvernance, entraînant une prolifération d'instruments normatifs d'origine purement privée<sup>573</sup>. C'est par exemple le cas lorsque certaines entreprises dominantes instaurent des standards pour leurs produits et que ceux-ci sont adoptés ou modifiés par d'autres

---

<sup>567</sup> L'adoption des accords SPS et OTC a largement renforcé le rôle des organismes de standardisation comme l'Organisation internationale de normalisation, la Commission électrotechnique internationale ou encore la Commission du Codex Alimentarius (OECD, *supra* note 155 à la p 69), certains auteurs allant jusqu'à estimer que les dispositions favorisant la conformité à ces organismes de standardisation leur confèrent un certain pouvoir législatif (voir par ex: Holmes, *supra* note 363 à la p 821). De nombreuses autres institutions intergouvernementales ou non gouvernementales ont également pour objectif de standardiser certaines réponses aux enjeux transnationaux tels que les spécifications techniques, la sécurité alimentaire ou la protection environnementale. Armand de Mestral cite ainsi en exemple l'Organisation internationale pour la standardisation ou la Chambre internationale du commerce (Mestral, *supra* note 54 aux paras 17- 18).

<sup>568</sup> La plupart d'entre eux sont gouvernés par des institutions inter-gouvernementales (Petersmann, *supra* note 424 au para 9), tels que l'ALENA ou l'ASEAN. Certains incorporent toutefois des éléments de supranationalité, tels que la Communauté andine des nations, le mercosur ou encore l'Union africaine (Skordas, *supra* note 557 aux paras 13- 14).

<sup>569</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 32.

<sup>570</sup> Giandomenico Majone, « International regulatory cooperation: a neo-institutionalist approach » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 119 à la p 128.

<sup>571</sup> Epps, *supra* note 53 à la p 143; OECD, *supra* note 155 à la p 35.

<sup>572</sup> Kauffmann et Malyshev, *supra* note 519 à la p 3.

<sup>573</sup> Keohane, *supra* note 391 à la p 210.

entreprises<sup>574</sup>. Il en va de même des processus de certification, un modèle complètement axé sur le marché.

L'émergence de ces mécanismes de coopération constitue à certains égards une réponse à la demande de coordination croissante dans une société complexe et interdépendante<sup>575</sup> et démontre la progression de l'intégration internationale<sup>576</sup>. L'ensemble de ces réseaux peut être analysé comme une forme mondiale de pluralisme juridique<sup>577</sup> participant à l'élaboration d'une gouvernance globale.

Ces différents mécanismes de gouvernance présentent différentes caractéristiques et, ayant chacun leurs avantages et leurs inconvénients, sont susceptibles de fonctionner plus ou moins bien dans différentes situations<sup>578</sup>. Cependant, de manière générale, plusieurs enjeux sont identifiables dans le fonctionnement actuel de ces dynamiques de gouvernance par rapport à la prise en compte de l'environnement.

Tout d'abord, il apparaît que les mécanismes de coopération internationale tendent à être dominés par une dynamique d'expertise scientifique et technique<sup>579</sup>, et de privatisation<sup>580</sup>, façonnant progressivement une gouvernance dépolitisée, informelle et fondée sur des règles non contraignantes<sup>581</sup>. La coopération réglementaire établie sur les bases de l'expertise, de la

---

<sup>574</sup> Abbott et Snidal, *supra* note 492 aux pp 354- 355.

<sup>575</sup> Jürgen Habermas, « A Political Constitution for the Pluralist World Society? » (2013) 40 *Journal of Chinese Philosophy* 226 à la p 231.

<sup>576</sup> Büthe et Mattli, *supra* note 361 à la p 193.

<sup>577</sup> Snyder, *supra* note 123 à la p 99.

<sup>578</sup> OECD, *supra* note 155 aux pp 94-104.

<sup>579</sup> Büthe et Mattli, *supra* note 361 à la p 193.

<sup>580</sup> *Ibid* à la p 10.

<sup>581</sup> *Ibid* à la p 10 et p. 293; Michael Fichter, *Recasting the Die: Towards Strengthening Democratic Control of the Power of Transnational Corporations*, *International policy analysis*, Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung, Dialogue on Globalization, 2014 à la p 15. Par exemple, le système créé par l'OMC confère un certain pouvoir de réglementation aux organismes de standardisation, sans aucun processus décisionnel politique intermédiaire (Holmes, *supra* note 363 à la p 823).



science et des mécanismes de marché peut parfois s'avérer extrêmement efficace et utile dans un contexte de coopération réglementaire, y compris parfois pour certains enjeux environnementaux. L'exemple le plus probant est certainement celui du protocole de Montréal, qui est à la fois l'un des plus importants succès du droit international de l'environnement, tout en étant le reflet de l'influence du néolibéralisme sur les mécanismes de gouvernance<sup>582</sup> (par exemple, il est fondé sur des critères économiques et scientifiques<sup>583</sup> avec un faible degré d'institutionnalisation<sup>584</sup>). Similairement, il semblerait pertinent de reconnaître le rôle joué par les acteurs privés comme les entreprises transnationales sur les processus de régulation au niveau international. Cela permettrait entre autres d'officialiser ce qui se passe de façon implicite<sup>585</sup>. Par ailleurs, en raison de l'influence et du contrôle exercé par les sociétés transnationales, il est clair que l'émergence de mesures favorables à l'environnement est seulement possible avec la participation et le soutien de ces « initiés libéralisés »<sup>586</sup>.

Dans le même temps, ces dynamiques ne se suffisent absolument pas à elles-mêmes et il est essentiel de le reconnaître. À ce titre, l'adoption du protocole de Montréal correspond à une situation environnementale « atypique ». En effet, cet instrument juridique vise la résolution d'un enjeu environnemental nettement identifié et démontrable scientifiquement, pour lequel la solution était relativement simple et unidirectionnelle (éradication des produits chimiques destructeurs de la couche d'ozone) et les paramètres économiques clairement identifiables également (élimination progressive sur la base des données de production et de consommation)<sup>587</sup>. Le fait que la plupart des enjeux environnementaux ne correspondent pas à

---

<sup>582</sup> Gareau, *supra* note 535 aux pp 259- 260.

<sup>583</sup> OECD, *supra* note 155 à la p 105.

<sup>584</sup> Majone, *supra* note 570 à la p 121.

<sup>585</sup> Telesetsky, *supra* note 195.

<sup>586</sup> Gareau, *supra* note 535 à la p 267.

<sup>587</sup> Outre la certitude scientifique et la faisabilité du contrôle de l'élimination des substances, d'autres facteurs comme le soutien financier apporté aux pays en développement ou le lien direct avec la prohibition commerciale

cette situation rend difficile l'adoption d'une stratégie environnementale efficace dans un contexte de prévalence des paramètres économiques. Brian J. Gareau donne notamment en exemple les négociations internationales liées aux changements climatiques, particulièrement houleuses dans la mesure où il n'existe ni consensus scientifique<sup>588</sup> ni paramètres économiques clairement définis<sup>589</sup>.

Parallèlement, la proportion prise par l'influence des acteurs économiques est également problématique. Leur rôle essentiel dans la coopération réglementaire ainsi que les moyens financiers généralement à leur disponibilité rend les mécanismes de gouvernance internationale particulièrement sensible aux enjeux de « capture réglementaire »<sup>590</sup>. Ce phénomène d'ascendance des acteurs privés sur le processus d'élaboration réglementaire n'est pas nouveau et existait déjà au niveau national<sup>591</sup>. Toutefois, les institutions représentatives et les arènes de négociation nationales constituent un cadre plus à même de filtrer cette influence et de la mettre en balance avec d'autres intérêts<sup>592</sup>. Au contraire, la diffusion de l'autorité au niveau global suscite la captation des processus et des résultats de coopération par les acteurs les plus puissants<sup>593</sup>, permettant le maintien de leurs intérêts hégémoniques et leur quasi-autorégulation.

---

peuvent être répertoriés dans le succès du Protocole de Montréal. Voir : OECD, *supra* note 155 à la p 105; Arbour et al, *supra* note 2 à la p 94.

<sup>588</sup> Vanda, *supra* note 291 à la p 171.

<sup>589</sup> Gareau, *supra* note 535 à la p 259.

<sup>590</sup> Voir notamment: Walter Mattli et Ngaire Woods, « In Whose Benefit? Explaining Regulatory Change in Global Politics » dans Walter Mattli et Ngaire Woods, dir, *The Politics of Global Regulation*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 1 à la p 12. Les auteurs définissent la capture réglementaire de la manière suivante: « *Capture is the control of the regulatory process by those whom it is supposed to regulate or by a narrow subset of those affected by regulation, with the consequences that regulatory outcomes favor the narrow few'' at the expense of society as a whole* »; Voir aussi par exemple: Fichter, *supra* note 581 à la p 15 et p. 18.

<sup>591</sup> Ladeur, *supra* note 406 au para 12.

<sup>592</sup> *Ibid.*

<sup>593</sup> Rosenau, *supra* note 561 à la p 94.

Ensuite, il est possible d'avancer l'idée selon laquelle il existe différentes sortes de mécanismes d'intégration positive : les mécanismes d'intégration positive de coordination négative et les mécanismes d'intégration positive de coordination positive. Kanishka Jayasuriya, dans le cadre de ses recherches sur l'architecture changeante de l'État<sup>594</sup>, et en s'appuyant sur les travaux de Fritz W Scharpf<sup>595</sup>, exprime la différence entre la coordination négative et la coordination positive de la manière suivante :

« [W]hile negative co-ordination is concerned with the construction of institutional autonomy and mechanisms to ensure that there is minimal conflict between the objectives of independent regulatory institutions, positive co-ordination is designed to actively bring about a superior set of outcomes through compromise and bargaining between different interests »<sup>596</sup>.

Appliquée dans le cadre de notre problématique sur la nécessité de l'émergence de mécanismes d'intégration positive, cette distinction permet de mettre en lumière la différence de degré et de qualité au sein du faisceau de mécanismes d'intégration positive. Selon cette division, les mécanismes de coordination positive seraient caractérisés par une négociation active et un compromis explicite entre différents intérêts permettant de mener à un résultat réglementaire de qualité supérieure à ce que les acteurs seraient capables d'atteindre de façon unilatérale. Les mécanismes de coordination négative correspondraient quant à eux aux mécanismes par lesquels les États et les autres acteurs du champ réglementaire se coordonnent de manière minimale de façon à limiter au maximum les frictions normatives créant des obstacles au libre-échange. À notre sens, il semble qu'une large proportion des présents

---

<sup>594</sup> Jayasuriya, *supra* note 386. Dans cet article, l'auteur utilise la distinction entre coordination négative et coordination positive pour mettre en exergue la nature changeante de l'État, sa reconfiguration face à la globalisation.

<sup>595</sup> Fritz W Scharpf, « Games Real Actors Could Play: Positive and Negative Coordination in Embedded Negotiations » 6:1 *Journal of Theoretical Politics* 27.

<sup>596</sup> Jayasuriya, *supra* note 386 à la p 104.

mécanismes de coopération soit caractérisée par une telle dynamique d'intégration positive de coordination négative.

Or, Jürgen Habermas souligne que la coordination intergouvernementale et non gouvernementale constitue une forme de régulation appropriée pour seulement certains enjeux transfrontières<sup>597</sup>. C'est par exemple le cas de la lutte contre le crime organisé ou de la prévention d'épidémie, qui étant des questions relativement techniques, peuvent être efficacement régulées par la simple coordination des politiques étatiques<sup>598</sup>.

Cependant, cette forme de coordination ne suffit pas pour les enjeux intrinsèquement politiques comme l'environnement, impliquant des décisions de distribution équitable<sup>599</sup> et donc des jugements de valeur sociale<sup>600</sup>. La prise en compte d'un tel enjeu politique nécessite une véritable légitimation politique<sup>601</sup> ainsi qu'une forme de régulation et d'intégration réellement positive, pour lesquelles les processus et les acteurs politiques n'existent pas encore<sup>602</sup>. Dans le même temps, cela signifie que la privatisation et l'autorégulation ne sont pas une option pour les externalités politiques créées par les réglementations environnementales<sup>603</sup>. En tant qu'enjeu politique, l'environnement dépend de la valeur qui lui est accordée, tandis que la privatisation et la gouvernance du marché sont fondées sur l'efficacité<sup>604</sup> et les intérêts économiques<sup>605</sup>.

---

<sup>597</sup> Habermas, *supra* note 575 à la p 231.

<sup>598</sup> *Ibid.*

<sup>599</sup> *Ibid.*

<sup>600</sup> Sol Picciotto, « North Atlantic cooperation and democratizing globalism » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 496 à la p 506.

<sup>601</sup> *Ibid.*

<sup>602</sup> Habermas, *supra* note 575 à la p 231.

<sup>603</sup> Abbott et Snidal, *supra* note 492 à la p 360.

<sup>604</sup> *Ibid.*

<sup>605</sup> *Ibid* à la p 363.

L'hypothèse d'un fonctionnement synergique des dynamiques de protection environnementale et de libre-échange s'appuie sur l'idée que toutes deux bénéficieraient d'une internationalisation de la régulation. La rationalité d'intégration économique peut servir de vecteur au renforcement de la protection environnementale, notamment, lorsqu'elle nécessite l'émergence de mécanismes d'intégration positive, permettant d'étirer la puissance juridique des États en vue de créer des réglementations plus internationales et donc plus efficaces. Néanmoins, il est possible d'imaginer que l'internationalisation de la régulation soit permise selon un modèle de coordination interétatique « négative » et de privatisation des modes de gouvernance. Si l'internationalisation de la régulation devait emprunter cette trajectoire et s'y tenir, il semble que la potentielle association des dynamiques d'intégration économique et de protection environnementale demeure très limitée en profondeur.

D'un autre côté, plusieurs auteurs soulignent le caractère nécessairement primaire de la globalisation juridique, intervenant avant tout processus de globalisation politique. Par exemple, le concept d'autopoïèse appliqué par Gunther Teubner témoigne de l'émergence de systèmes juridiques au niveau global, en indépendance de la sphère politique<sup>606</sup>, mais étroitement liés aux processus sociaux économiques<sup>607</sup>. L'auteur est toutefois d'avis que ce développement autonome n'empêchera pas la repolitisation de ces sous-systèmes juridiques sur le plus long terme<sup>608</sup>. Dans un autre registre, Ludger Kuhnhardt estime, suivant l'idée que la primauté du droit précède tout processus de démocratisation, que la construction d'institutions et le renforcement des régimes au niveau global doit premièrement passer par des moyens et des mécanismes juridiques, avant de pouvoir considérer le potentiel inhérent à la participation démocratique<sup>609</sup>. Enfin, Ulrich Beck, reconnaissant l'hégémonie de la globalisation juridique

---

<sup>606</sup> Teubner, *supra* note 388 aux pp 3- 4.

<sup>607</sup> *Ibid* à la p 3.

<sup>608</sup> *Ibid* à la p 6.

<sup>609</sup> Kuhnhardt, *supra* note 120 à la p 486.

néolibérale, espère dans le même temps que ce « rouleau compresseur néolibéral », grâce à « sa qualité de politique globale d'abolition des frontières » puisse déblayer « le terrain pour l'avènement d'une ère cosmopolitique »<sup>610</sup>.

Il y a malgré tout un danger à envisager cette internationalisation juridique « autonome », particulièrement dans le contexte où celle-ci est pilotée par des intérêts économiques. À mesure que la rationalité économique guide la régulation vers l'internationalisation, elle s'entrecroise avec les institutions et les modèles juridiques existants, qui, ensemble, projettent un certain regard sur cette régulation<sup>611</sup>.

Selon ces quelques développements, il est possible d'imaginer que la pression que la globalisation exerce sur le droit se matérialise par une intégration normative de façon à satisfaire la demande d'élimination des frictions normatives sans entraîner dans son sillage un véritable cadre politique de réglementation au niveau international. Outre cette absence d'émergence, une telle voie d'intégration économique presse pour le retrait du champ politique étatique national, car il est synonyme de barrières réglementaires. L'intégration économique prendrait alors le chemin d'une limitation toujours plus accrue du pouvoir réglementaire étatique afin de réduire le faisceau de réglementations qu'il est possible d'adopter<sup>612</sup>. En ce sens, l'une des options envisagées par rapport au trilemme politique de l'économie globale (« *political trilemma of the world economy* ») par Dani Rodrik est le retrait du champ politique tel qu'il est

---

<sup>610</sup> Beck, *supra* note 533 à la p 165.

<sup>611</sup> Voir dans la même idée par rapport aux institutions : Bartley, *supra* note 530 à la p 312. L'auteur souligne ici que : « *While some domestic settings can still support institutional forms that run counter to the neoliberal model [...], institution building on the international level is likely to intersect with institutionalized rules (in the WTO) about 'free trade' and cultural scripts about the power of markets in solving social problems. These rules and scripts will often channel institutional entrepreneurship away from states and toward the private sector, thus influencing the shape of nascent institutions* ».

<sup>612</sup> Les accords bilatéraux d'investissements constituent à ce titre un véritable outil de discipline de l'usage du pouvoir réglementaire étatique.

conçu dans le cadre étatique<sup>613</sup>. C'est-à-dire que si l'on veut à la fois maintenir l'État-nation tout en atteignant une intégration économique totale, il est nécessaire de faire en sorte que les différences entre eux n'interfèrent pas avec les transactions économiques<sup>614</sup>. Les politiques de masse devraient disparaître puisque l'unique voie envisageable est celle de la facilitation du commerce. Les États-nations chercheraient à se rendre les plus attrayants possible vis-à-vis des marchés internationaux et des acteurs transnationaux. Et les seules réglementations permises seraient alors celles qui sont conformes aux nécessités économiques, soit en étant structurées de façon à ne pas interférer avec l'intégration économique, soit en étant basées sur des standards internationaux<sup>615</sup>. Dans cette trajectoire, l'incorporation de principes environnementaux dans le champ international économique s'apparenterait plus à la création d'une légitimité de façade<sup>616</sup> qu'à un mouvement de constitutionnalisation.

---

<sup>613</sup> Rodrik, *supra* note 385 à la p 180. L'auteur développe l'idée d'un trilemme politique de l'économie globale (« *political trilemma of the world economy* »). Selon l'auteur, il n'est possible de choisir que deux options parmi les trois suivantes : l'intégration économique internationale, l'État-nation et les politiques de masse (trois éléments servent à définir les politiques de masse selon l'auteur : le suffrage universel, un haut niveau de mobilisation politique et la réactivité des institutions politique face aux groupes mobilisés). À partir du moment où l'on choisit une intégration économique totale, il est donc nécessaire de renoncer à l'un des deux éléments suivants : un régime politique très participatif ou l'État-nation.

<sup>614</sup> *Ibid* à la p 182.

<sup>615</sup> *Ibid*. L'auteur souligne par ailleurs que certains auteurs estiment que nous sommes déjà dans une telle situation. Voir par exemple l'auteur altermondialiste Jean Ziegler, qui considère qu'il s'agit là de l'objectif même du consensus de Washington (Jean Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002 aux pp 63- 65). Dans une certaine mesure, il est en effet possible de parler d'une intériorisation du régime néolibéral par les États (Ulrich Beck, *supra* note 534 à la p 154), qui participent alors à des fins qui les dépassent (Jean-Bernard Auby, *supra* note 126 à la p 25).

<sup>616</sup> Kütting, *supra* note 505. L'auteure souligne ici que l'incorporation de dispositions environnementales dans les accords commerciaux est dans le pire des cas de la poudre aux yeux destinée à apaiser les critiques. Similairement James McCarthy estime que l'incorporation de dispositions environnementales dans les accords commerciaux contribuent à la légitimisation de la dégradation environnementale qu'ils entraînent sans mettre en oeuvre de réels mécanismes de régulation. Voir: McCarthy, *supra* note 107 à la p 330.

Cette trajectoire demeure l'une des possibilités de l'association des dynamiques de libre-échange et de protection environnementale, bien que certaines nuances puissent également être mises en exergue. La plus significative d'entre elles est que l'économie de marché dépend vitalement de la régulation<sup>617</sup>, y compris celle fondée sur l'ordre politique<sup>618</sup>.

Globalement, ces différentes observations visent à souligner que pour que la dynamique d'intégration économique bénéficie simultanément au libre-échange et à l'environnement, il semble primordial de concevoir et de mettre en œuvre des mécanismes permettant de garantir un certain degré de participation, de transparence et de responsabilité au niveau international<sup>619</sup>. Même si les États sont susceptibles de demeurer la source la plus importante de légitimité démocratique et qu'un gouvernement mondial est une option difficilement envisageable dans un avenir rapproché, cela n'empêche pas de concevoir certains mécanismes intermédiaires<sup>620</sup>. Les réseaux internationaux de régulation peuvent seulement fonctionner de manière effective s'ils permettent une interaction entre différentes sources d'intérêts dans un processus reflétant des préoccupations larges afin de produire des jugements de valeur acceptables<sup>621</sup>. Le passage

---

<sup>617</sup> Frank van Tongeren, Véronique Bastien et Martin von Lampe, *International Regulatory Cooperation, a Trade-facilitating Mechanism*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015 à la p 2; Bollyky, *supra* note 456 à la p 1.

<sup>618</sup> Picciotto, *supra* note 600 à la p 506.

<sup>619</sup> Keohane, *supra* note 391 aux pp 214- 215; Robert Howse, « Transatlantic regulatory cooperation and the problem of democracy » dans *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, Oxford University Press, New York, George A Bermann, Matthias Herdegen and Peter L Lindseth, 2000, p 469 à la p 480.

<sup>620</sup> Keohane, *supra* note 391 à la p 204.

<sup>621</sup> Picciotto, *supra* note 600 à la p 505. Suivant ce raisonnement, l'auteur donne l'exemple suivant: « [W]hile it is clearly desirable to ask scientists to evaluate the health risks of particular food-production techniques (such as hormones to enhance the beef or milk production from cattle), the acceptability of these techniques depends also on a variety of other social and economic factors, which affect for example the likelihood of high dosages being administered on farms. In the end, it entails a social value judgement, balancing potential health risks against productivity improvements. That specific technical issues cannot easily be isolated from wider cultural, social, and political factors is also borne out by the frequent experience of wide divergence of views and disagreements



suivant extrait d'un texte de Sol Picciotto mire l'essence de ce qui a été tenté mettre en lumière dans cette partie :

*« [G]lobal battles over regulation also concern revenue distribution and redistribution, not just 'neutral' rules allowing markets to operate 'freely'. Many other debates and battles over international regulatory arrangements also have (re)distributional consequences or implications, running often to many millions or billions of dollars, such as competition laws and policies, environmental protection schemes, intellectual property rights, food-safety requirements, agricultural support and rural development measures, prudential rules for financial institutions, and international tax arrangements. Too often the talk of 'market friendly' regulation implies rules that favour the economically powerful, whereas balanced and sustainable long-term economic growth may require measures to protect, encourage, and stimulate less-developed or disadvantaged groups, regions, and countries»<sup>622</sup>.*

## Conclusion

*«When it comes to international law, globalization operates both as a challenge and a promise. A promise because the sheer volume and significance of human activity unleashed by globalization can be interpreted as requiring a significant normative effort, and international law seems well placed to provide this. A challenge, however, because globalization is not so much a phenomenon waiting to be regulated by international law as a phenomenon which actively affects the subjects, objects, and very nature of international law»<sup>623</sup>*

Cette analyse de Frédéric Mégret à l'égard du phénomène de globalisation est significativement alignée avec les conclusions que l'on peut tirer au terme de cette étude de l'intérêt de l'approfondissement de l'intégration économique aux barrières non tarifaires vis-à-

---

*on decisions between experts or specialists from different national and cultural backgrounds. Thus, while there is an important role for specialist expertise in regulatory decision-making, it is important that it should be exercised within a framework that is accountable and responsive » (Ibid, à la p 506).*

<sup>622</sup> Ibid à la p 519.

<sup>623</sup> Mégret, *supra* note 119 au para 19.

vis de la protection environnementale. Tout au long de la recherche, il apparaît que l'intégration économique est un phénomène intrinsèquement complexe emportant des conséquences contradictoires par rapport à l'enjeu environnemental. D'un côté elle affecte indéniablement l'environnement sur le plan physique ainsi que la capacité de régulation d'un point de vue juridique. D'un autre côté, et paradoxalement, un moyen de réguler la globalisation économique et ses enjeux sous-jacents peut être de s'efforcer de trouver des solutions dans la dynamique d'intégration économique même. Cette recherche a notamment pu démontrer qu'il existe bel et bien un certain potentiel synergique entre l'intégration économique et la protection environnementale. Selon nous, le cœur de cette association positive repose dans l'alignement dans lequel, de plus en plus, la protection environnementale et le libre-échange bénéficieraient conjointement d'une internationalisation accrue de la régulation. Dans cette optique, l'approfondissement de l'intégration économique aux barrières non tarifaires servirait de moteur au renforcement de la coopération interétatique, à un mouvement d'harmonisation des réglementations environnementales étatiques, à la constitutionnalisation du droit international ainsi qu'à l'extrapolation des principes de responsabilité, de légitimité et de transparence, par-delà le cadre étatique. Dans le même temps, les forces qui génèrent la dynamique d'intégration économique projettent un certain regard sur les moyens et le résultat de l'intégration. La dynamique d'intégration économique est ainsi influencée par une multitude d'éléments, que ce soit la capacité des États à coopérer, les sociétés transnationales et les structures de gouvernance préexistantes ou les idéologies sous-jacentes à la globalisation économique.

En somme, le mot-clé de cette recherche demeure le terme, « potentiel », entendu ici dans son sens grammatical, c'est-à-dire comme une « forme verbale qui exprime l'action qui se réaliserait dans l'avenir si la condition était réalisée »<sup>624</sup>. Notre hypothèse de synergie est en

---

<sup>624</sup> *Le petit Larousse illustré 2015*, Larousse, « 2. Potentiel n.m ».

grande partie fondée sur la prémisse selon laquelle les États vont continuer d'adopter des réglementations environnementales, créant ce que James N. Rosenau appelle des « inefficacités utiles » (« *useful inefficiencies* »)<sup>625</sup> entre l'économie globale et le cadre politique national, celles-ci suscitant alors un besoin de gouvernance par-delà l'État-nation. Et si l'intégration économique constitue indéniablement un puissant moteur du retrait de ces « inefficacités », leur élimination bénéfique au profit de l'environnement est conditionnelle à de nombreux paramètres. Au nombre de ces modalités nécessaires à l'association positive des dynamiques de libre-échange et de protection environnementale, les suivantes ont notamment été détectées par cette recherche : la mobilisation et la conscientisation croissante de la société civile ; la mise en œuvre d'une intégration véritablement positive ; la création et le déploiement de mécanismes de coopération réglementaire destinés à accroître la transparence, la responsabilité et la participation démocratique ; la capacité des États à coopérer ; la prise en compte des divergences locales ainsi que des besoins particuliers des pays en développement...

En outre, un bilan essentiel de cette recherche est le suivant. Si la rationalité économique peut contribuer de façon subsidiaire à l'avancement de certains enjeux au niveau international, elle ne peut en aucun cas se substituer à la mise en œuvre d'une rationalité propre à l'environnement. Ultimement, et comme le souligne Edith Brown Weiss, il apparaît nécessaire de créer un cadre juridique international dans lequel principes commerciaux et environnementaux peuvent être incorporés de façon égale et intégrale<sup>626</sup>. Or pour cela, un enjeu clé demeure la volonté des États à mettre en œuvre cette coopération environnementale, ce qui tend à être difficile dans le contexte actuel<sup>627</sup>.

---

<sup>625</sup> Rosenau, *supra* note 561 à la p 204.

<sup>626</sup> Brown Weiss, *supra* note 38 à la p 729.

<sup>627</sup> J Samuel Barkin, *supra* note 58 à la p 452.

Finalement, cette recherche constitue une première étape pour dessiner un support et un cadre d'analyse de l'interaction entre intégration économique et protection environnementale, tel que ces dynamiques se profilent dans le paysage d'intégration contemporain. Face à l'ambivalence de nos conclusions, il apparaîtra crucial de scruter plus précisément l'évolution des différents segments d'intégration économique et réglementaire. Dans le présent contexte, les accords commerciaux régionaux de nouvelle génération émergent incontestablement comme les principaux catalyseurs de cette « tension fondamentale entre la désirabilité des politiques démocratiques, l'ouverture commerciale internationale et la marge de l'État-nation »<sup>628</sup>. C'est pourquoi une évaluation approfondie de ce segment d'intégration, de la mesure dans laquelle les conditions d'une synergie entre intégration économique et protection environnementale y sont réunies, et des autres facteurs précis et spécifiques aux ACR s'avère essentielle. Et si cette étude n'a pu être conduite dans le contexte de cette recherche, on peut d'ores et déjà souligner que l'intégration économique telle qu'elle se manifeste dans le cadre des accords économiques régionaux emportera le même paradoxe, la même dynamique contradictoire par rapport à la protection environnementale que celle qui a pu être mise en exergue ici.

---

<sup>628</sup> Notre traduction du passage suivant : « *The heated public debate on the proposed TTIP [...] addresses the fundamental tension between the desirability of democratic policies, open international markets, and the scope of the nation state* » extrait de Gabriel Felbermayer, Benedikt Heid et Mario Larch, « TTIP: Small Gains, High Risks? » (2014) 15:4 CESifo Forum 20 à la p 27.

# Bibliographie

## DOCUMENTATION INTERNATIONALE

### Traités internationaux

- Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce*, 30 Octobre 1947, 55 UNTS 187.
- Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 154.
- Accord relatif aux obstacles techniques au commerce*, 12 avril 1979, 1186 UNTS 276.
- Accord relatif aux procédures en matière de licences d'importation*, 15 avril 1994, 1868 UNTS 436.
- Accord sur l'agriculture*, 15 avril 1994, 1867 UNTS 410.
- Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*, 15 Avril 1994, 1867 UNTS 493.
- Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce*, 15 avril 1994, 1869 UNTS 299.
- Accord sur les obstacles techniques au commerce*, 15 Avril 1994, 1868 UNTS 120.
- Accord sur les règles d'origine*, 15 avril 1994, 1868 UNTS 397.
- Accord sur les subventions et les mesures compensatoires*, 15 Avril 1994, 1869 UNTS 14.
- Convention sur le Commerce International des Espèces de Faune et de Flore Sauvage menacées d'Extinction*, 161 UNTS 193, 3 mars 1973.
- Nations-unies, *Convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques*, 9 mai 1992, 1771 UNTS 107.
- , *Protocole de Kyoto à la convention-cadre des Nations-unies sur les changements climatiques*, 10 Décembre 1997, 37 ILM 32.
- Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'ozone (Protocole à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone)*, 16 septembre 1987, 1522 UNTS 3.
- United Nations, *Johannesburg Declaration on Sustainable Development*, A/CONF199/20, 4 septembre 2002, en ligne : <[www.un-documents.net/](http://www.un-documents.net/)> (consulté le 1 mars 2016).

### Documents de l'Organisation mondiale du commerce et de l'accord général sur les tarifs douaniers et le commerce

- Déc. sur le commerce et l'environnement*, LT/UR/D-6/2, 15 avril 1994, en ligne : <<https://docs.wto.org/>>.
- Division du commerce et de l'environnement. *Le commerce et l'environnement à l'OMC*, Organisation mondiale du commerce.
- GATT, *Report by the working party on border tax adjustments*, L/3464, 20 novembre 1970, en ligne : <<https://docs.wto.org/>>.
- Groupe spécial, *Canada - Mesures affectant l'exportation de harengs et de saumons non préparés (Plainte des États-Unis)*, (1988), GATT Doc S35, en ligne : (1988) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *Communautés Européennes - Désignation commerciale des sardines (Plainte du Pérou)*, (2002), OMC Doc WT/DS231/R, en ligne : (2002) <<https://docs.wto.org/>>.

- , *Communautés européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, (1997), OMC Doc WT/DS26/R/USA, en ligne : (1997) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Certaines mesures visant les importations de volaille en provenance de Chine (Plainte de la Chine)*, (2010), OMC Doc WT/DS392/R, en ligne : (2010) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Mesures affectant les boissons alcooliques et les boissons à base de malt (Plainte du Canada)*, (1992), GATT Doc DS23/R, en ligne : (1992) <<https://www.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits de thon (Plainte du Mexique)*, (2011), OMC Doc WT/DS381/R, en ligne : (2011) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Normes concernant l'essence nouvelle et ancienne formules (Plainte du Venezuela et du Brésil)*, (1996), OMC Doc WT/DS2/R, en ligne : (1996) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes (Plainte de l'Inde et al.)*, (1998), OMC Doc WT/DS58/R, en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Restrictions sur les importations de Thons (Plainte des Communautés Européennes)*, (1994), OMC Doc DS29/R444, en ligne : (1994) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Thon (Plainte du Mexique)*, (1991), GATT Doc DS21/R, en ligne : (1991) <<https://docs.wto.org/>>.
- Organe d'appel, *Communautés européennes - Mesures affectant l'amiante et les produits en contenant (Plainte du Canada)*, (2001), OMC Doc WT/DS135/AB/R, en ligne : (2001) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *Communautés Européennes - Mesures communautaires concernant les viandes et les produits carnés (Plainte des États-Unis)*, (1998), OMC Doc WT/DS26/AB/R, en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *Communautés européennes - Mesures prohibant l'importation et la commercialisation de produits dérivés du phoque*, (2014), OMC Doc WT/DS400/AB/R, en ligne : (2014) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Mesures affectant la production et la vente des cigarettes aux clous de girofle (Plainte de l'Indonésie)*, (2012), OMC Doc WT/DS406/AB/R, en ligne : (2012) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Mesures concernant l'importation, la commercialisation et la vente de thon et de produits du thon (Plainte du Mexique)*, (2012), OMC Doc WT/DS381/AB/R, en ligne : (2012) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes - Recours de la Malaisie à l'article 21:5 du Mémoire d'Accord sur le Règlement des Différends*, (2001), OMC Doc WT/DS58/AB/RW, en ligne : (2001) <<https://docs.wto.org/>>.
- , *États-Unis - Prohibition à l'importation de certaines crevettes et de certains produits à base de crevettes (Plainte de l'Inde et al.)*, (1998), OMC Doc WT/DS58/AB/R, en ligne : (1998) <<https://docs.wto.org/>>.
- Organisation mondiale du commerce. *Le commerce et l'environnement à l'OMC*, Genève, OMC, 2004, en ligne : <<http://www.wto.org/>>.
- « Regional trade agreements », en ligne : Site de l'Organisation mondiale du commerce <<https://www.wto.org/>> (consulté le 15 septembre 2016).

## **Autres**

- Consolidated CETA Text*, en ligne : <[www.international.gc.ca/](http://www.international.gc.ca/)> (consulté le 15 septembre 2016).
- European Commission. *Investment in TTIP and beyond - the path for reform. Enhancing the right to regulate and moving from current ad hoc arbitration towards an Investment Court*, European Commission, 2015.
- . *Report of the 14th Round of Negotiations for the Transatlantic Trade and Investment Partnership*, Brussels, 2016, en ligne : <[ec.europa.eu](http://ec.europa.eu)>.
- International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*, Paris, Organisation for Economic Co-operation and Development, en ligne : <<http://www.oecd-ilibrary.org/>>.
- OECD. *Looking Beyond Tariffs: The Role of Non-Tariff Barriers in World Trade*, coll OECD Trade Policy Studies, Paris, OECD, 2005.
- . *International Regulatory Co-operation: Addressing Global Challenges*, Paris, OECD, 2013, en ligne : <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.
- . *The relationship between Regional Trade Agreements and the multilateral trading system: Environment*, TD/TC/WP(2002)26/FINAL, 2002, en ligne : <<http://www.oecd.org>>.
- « Trans-Pacific Partnership Full Text » (15 septembre 2016), en ligne : Office of the United States Trade Representative <<https://ustr.gov/>> (consulté le 15 septembre 2016).
- UNCTAD. *The Universe of the Largest Transnational Corporations*, coll UNCTAD Current Studies and FDI and Development, New York, United Nations, 2007.
- United Nations Development Programme. *Human Development Report 2015. Work for Human Development*, New York, United Nations, 2015.

## DOCTRINE

### Monographies

- Alam, Shawkat. *Sustainable development and free trade: institutional approaches*, coll Routledge studies in development economics, n°63, Abingdon (R-U), Routledge, 2008.
- Alemanno, Alberto. *The Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) and Parliamentary Dimension of Regulatory Cooperation*, Brussels, European Parliament, 2014, en ligne : <<http://www.europarl.europa.eu/>>.
- Arbour, Jean-Maurice, Sophie Lavallée, Jochen Sohnle et Hélène Trudeau. *Droit international de l'environnement*, 3<sup>e</sup> éd, Montréal, Yvon Blais, 2016.
- Arthur P. J. Mol. *Globalization and Environmental Reform. The Ecological Modernization of the Global Economy*, Massachusetts Institute of Technology, London, 2001.
- Auby, Jean-Bernard. *La globalisation, le droit et l'État*, 2<sup>e</sup> éd, Paris, LGD J, 2010.
- Beck, Ulrich. *Pouvoir et contre-pouvoir à l'ère de la mondialisation*, Paris, Aubier, 2003.
- Bernasconi-Osterwalder, Nathalie, Daniel Magraw, Maria Julia Oliva, Marcos Orellana et Elisabeth Tuerk. *Environment and Trade: A Guide to WTO Jurisprudence*, London, Earthscan, 2006.
- Bisley, Nick. *Rethinking globalization*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2007.
- Bognar, Julia. *Regulating Risk: Explaining Diverging Labeling Policies Between Canada and the European Union and Whether These Differences Can Be Reconciled*, MA Thesis, The University of British Columbia (Vancouver), 2008.
- Bollyky, Thomas J. *A Role for the World Trade Organization on Regulatory Coherence*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015.

- Bretherton, Charlotte et John Vogler. *The European Union as a global actor*, 2<sup>e</sup> éd, Londres, Routledge, 2006.
- Bütthe, Tim et Walter Mattli. *The new global rulers: the privatization of regulation in the world economy*, Princeton, Princeton University Press, 2011.
- Cafruny, Alan W. et Magnus Ryner. *A Ruined Fortress: Neoliberal Hegemony and Transformation in Europe*, Oxford (RU), Rowman & Littlefield, 2003.
- Centre for International Environmental Law (CIEL). *Trade-related Measures and Multilateral Environmental Agreements*, UNEP Resources on Trade and Environment, United Nations Environment Program, 2007, en ligne: <[www.unep.org](http://www.unep.org)>.
- Cerny, Philip G. *Rethinking world politics: a theory of transnational neopluralism*, New York, Oxford University Press, 2010.
- CERT. *CERT Policy Priorities for the Canada-EU Trade and Investment Agreement*, 2009, en ligne: <[www.canada-europe.org](http://www.canada-europe.org)>.
- Cingotti, Natacha, Pia Eberhardt, Timothé Feodoroff et Antoine Simon. *No fracking way: how the EU-US trade agreement risks expanding fracking*, Brussels, Corporate Observatory Europe, 2014.
- Ciuriak, Dan et Harsha Vardhana Singh. *Mega-regionals and the Regulation of Trade: Implications for Industrial Policy*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015.
- Ciuriak, Natassia et Dan Ciuriak. *Climate Change and the Trading System: Implications of the Trans-Pacific Partnership*, Ciuriak Consultin Inc, 2016.
- Commission mondiale sur l'environnement et le développement. *Notre avenir à tous*, coll Les publications du Québec, Montréal, Éditions du Fleuve, 1988.
- Draper, Peter, Simon Lacey et Yash Ramkolowan. *Mega-Regional Trade Agreements: Implications for the African, Caribbean and Pacific Countries*, Brussels, European Centre for International Political Economy, 2014, en ligne : <<https://www.ecipe.org/>>.
- Drezner, Daniel W. *All politics is global: explaining international regulatory regimes*, Princeton, Princeton University Press, 2008.
- Dullien, Sebastian, Adriana Garcia et Josef Janning. *A Fresh Start for TTIP*, coll Policy Brief, n°124, London, European Council on Foreign Relations, 2015.
- Dunning, John H. et Sarianna M. Lundan. *Multinational Enterprises and the Global Economy*, 2e éd, Edward Elgar Publishing, 2008.
- Esty, Daniel C. *Greening the GATT: Trade, Environment and the Future*, Washington DC, Institute for International Economics, 1994.
- Fichter, Michael. « Recasting the Die: Towards Strengthening Democratic Control of the Power of Transnational Corporations » dans *International policy analysis*, Berlin: Friedrich-Ebert-Stiftung, 2014.
- Gareau, Brian J. *From Precaution to Profit: Contemporary Challenges to Environmental Protection in the Montreal Protocol*, coll Yale agrarian studies series, New Haven, Yale University Press, 2013.
- George, Clive. *Regional Trade Agreements and the Environment: Monitoring Implementation and Assessing Impacts: Report on the OECD Workshop*, coll OECD Trade and Environment Working Papers, n°2011/02, Paris, OECD, 2011, en ligne : <[www.oecd-ilibrary.org/](http://www.oecd-ilibrary.org/)>.
- . *Environment and Regional Trade Agreements: Emerging Trends and Policy Drivers*, coll OECD Trade and Environment Working Papers, n°2014/02, Paris, OECD, 2014, en ligne: <[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org/)>.
- Haggard, Stephan. *Developing Nations and the Politics of Global Integration*, Washington DC, Brookings Institution Press, 1995.



- Halpérin, Jean-Louis. *Profils des mondialisations du droit*, Paris, Dalloz, 2009.
- Harvey, David. *A brief History of Neoliberalism*, Oxford, Oxford University Press, 2005.
- Hoekman, Bernard. *Supply Chains, Mega-Regionals and Multilateralism: A Road Map for the WTO*, Research Paper, RSCAS 2014/27, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, 2014.
- Hoekman, Bernard M. et Michel M. Kostecki. *The Political Economy of the World Trading System: the WTO and beyond*, 2<sup>e</sup> éd, Oxford, Oxford University Press, 2001.
- Hoekman, Bernard et Petros C. Mavroidis. *Regulatory Spillovers and the Trading System: From Coherence to Cooperation*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015.
- Hudson, Stewart. *Trade, Environment and the Pursuit of Sustainable Development*, coll International Trade and the Environment, n°159, Washington DC, World Bank, 1992.
- Hülsemeyer, Axel. *International Political Economy: A Reader*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- Huwart, Jean-Yves et Loïc Verdier. *La mondialisation économique: Origines et conséquences*, coll Les essentiels de l'OCDE, Paris, OCDE, 2012, en ligne : <[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)>.
- « Initiative Européenne - Stop TTIP and CETA », en ligne : <<https://stop-ttip.org/>> (consulté le 15 août 2016).
- Kahler, Miles. *International Institutions and the Political Economy of Integration*, The Brookings Institution, Washington, 1995.
- Kant, Immanuel. *Project for a perpetual peace: A philosophical essay*, London, Printed by Stephen Couchman, for Vernor and Hood, Birchinn-Lane, Cornhill, 1796.
- Kauffmann, Céline et Nicolai Malyshev. *International Regulatory Co-operation: The Menu of Approaches*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015.
- Keohane, Robert O. *Power and governance in a partially globalized world*, Routledge, New York, 2002.
- Kieffer, Bob. *L'Organisation mondiale du commerce et l'évolution du droit international public*, Bruxelles, Larcier, 2008.
- Khan, Usman, Robert Pallot, David Taylor et Panos Kavanos. *Transatlantic Trade and Investment Partnership: international trade law, health systems and public health*, London, UK, The London School of Economics and Political Science, 2015, en ligne : <[eprints.lse.ac.uk](http://eprints.lse.ac.uk)>.
- Knill, Christoph et Duncan Liefferink. *Environmental Politics in the European Union: Policy-Making, Implementation and Patterns of Multi-Level Governance*, coll Issues in Environmental Politics, Manchester, Manchester University Press, 2007.
- Koivusalo, Meri, Ronald Labonte et Scott Sinclair. *The Proposed EU-Canada Trade Agreement Raises Health Concerns in Both Canada and European Union*, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2011.
- Kulovesi, Kati. *The WTO Dispute Settlement System: Challenges of the Environment, Legitimacy and Fragmentation*, coll Global Trade Law Series, n°37, Alphen-sur-le-Rhin (PB), Kluwer Law International, 2011.
- Landau, Alice. *Redrawing the Global Economy: Elements of Integration and Fragmentation*, Basingstoke (UK), Palgrave, 2001.
- Lejárraga, Iza. *Deep Provisions in Regional Trade Agreements: How Multilateral-friendly? An Overview of OECD Findings*, coll OECD Trade Policy Paper, n°168, Paris, OECD, 2014, en ligne: <[www.oecd-ilibrary.org](http://www.oecd-ilibrary.org)>.

- Michael Trebilcock, Robert Howse et Antonia Eliason. *The Regulation of International Trade*, 4<sup>e</sup> éd, Abingdon, Routledge, 2013.
- Mol, Arthur P. J. *Globalization and Environmental Reform: The Ecological Modernization of the Global Economy*, London, Massachusetts Institute of Technology, 2001.
- Nanda, Nitya. *Expanding frontiers of global trade rules: the political economy dynamics of the international trading system*, Abingdon, Routledge, 2008.
- Nordström, Håkan et Scott Vaughan. *Trade and Environment*, coll Special Studies, Geneva, World Trade Organization, 1999, en ligne: <[www.wto.org](http://www.wto.org)>.
- Ohmae, Kenichi. *The end of the nation state: the rise of regional economies*, London, HarperCollins, 1996.
- Peel, Jacqueline. *Science and Risk Regulation in International Law*, New York, Cambridge University Press, 2010.
- Prieur, Michel. *Droit de l'environnement, droit durable*, Bruxelles, Bruylant, 2014.
- Ricardo, David. *Principles of Political Economy and Taxation*, London, JM Dent & Sons, 1912.
- Rimmer, Matthew. « The Trans-Pacific Partnership, the environment and climate change » (2012), en ligne: East Asia Forum <<http://www.eastasiaforum.org/>>.
- Saunders, Caroline, Andrew Barber et Greg Taylor. *Food Miles: Comparative Energy/Emissions Performance of New Zealand's Agriculture Industry*, coll Research Report, n°285, Lincoln (NZ), Lincoln University, 2006.
- Segger, Marie-Claire Cordonier et Ashfaq Khalfan. *Sustainable Development Law: Principles, Practices and Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2004.
- Selin, Henrik et Stacy D. VanDeveer. *European Union and Environmental Governance*, coll Global Institutions, Londres, Routledge, 2015.
- Sklair, Leslie. *Globalization: capitalism and its alternatives*, Oxford, Oxford University Press, 2002.
- Steger, Manfred B. et Ravi K. Roy. *Neoliberalism: A Very Short Introduction*, Oxford, Oxford University Press, 2010.
- Stoler, Andrew L. *Will the WTO have Functional Value in the Mega-Regional World of FTAs?*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2013.
- Strange, Susan. *The Retreat of the state: the diffusion of power in the world economy*, coll Cambridge studies in international relations, n°49, New York, Cambridge University Press, 1996.
- The Group of Lisbon. *Limits to competition*, Cambridge, MIT Press, 1995.
- « TAFTA/TTIP - Coopération réglementaire: coopérer pour moins réglementer » (2015), en ligne : Corporate Observatory Europe <<http://corporateeurope.org/>>.
- « TTIP: Leaked EU trade proposal would prevent Paris climate promise to end fossil fuel era » (2016), en ligne : Transnational Institute <<https://www.tni.org/>>.
- Tongeren, Frank van, Véronique Bastien et Martin von Lampe. *International Regulatory Cooperation, a Trade-facilitating Mechanism*, coll The E15Initiative - Strengthening the Global Trade and Investment System for Sustainable Development, Geneva, International Centre for Trade and Sustainable Development, 2015.
- Trebilcock, Michael J. et Robert Howse. *The Regulation of International Trade*, 3<sup>e</sup> éd, New York, Routledge, 2005.
- United Nations. *Global Environment Outlook: Environment for the future we want*, 5<sup>e</sup> éd, Nairobi, United Nations Environment Programme, 2012, en ligne : <[www.unep.org](http://www.unep.org)>.
- Van Hooft, Stan. *Cosmopolitanism: A Philosophy for Global Ethics*, Abingdon (R-U), Routledge, 2014.

- Vranes, Erich. *Trade and the Environment: Fundamental Issues in International Law, WTO Law, and Legal Theory*, coll International economic law series, Oxford, Oxford University Press, 2009.
- Watson, James K. R. *The WTO and the Environment: Development of competence beyond trade*, coll Routledge Research in International Economic Law, Abingdon (R-U), Routledge, 2013.
- Wilson, Jacqueline. *Baith-and-Switch: The Trans-Pacific Pacific's Promised Environmental Protections do not Deliver*, coll What's the Big Deal? Understanding the Trans-Pacific Partnership, Ottawa, Canadian Centre for Policy Alternatives, 2016.
- World Commission on Environment and Development. *Our Common Future*, Oxford, Oxford University Press, 1987.
- Wunderlich, Jens-Uwe et Meera Warriar. *A Dictionary of Globalization*, London, Routledge, 2009.
- Yamin, Farhana et Joanna Depledge. *The International Climate Change Regime: A Guide to Rules, Institutions and Procedures*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.
- Zander, Joakim. *The Application of the Precautionary Principle in Practice: comparative dimensions*, Cambridge, Cambridge University Press, 2010.
- Ziegler, Jean. *Les nouveaux maîtres du monde et ceux qui leur résistent*, Paris, Fayard, 2002.
- The Transatlantic Free Trade Agreement: What's at Stake for Communities and the Environment*, Sierra Club, 2013, en ligne : <<http://action.sierraclub.org/>>.

#### Articles publiés dans des ouvrages collectifs

- Alam, Shawkat, Natalie Klein et Juliette Overland. « Achieving social and environmental justice through the many dimensions of globalisation: An elusive or achievable quest? » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice: The relevance of international law in an evolving world order*, Routledge, Oxon; New York, Routledge, 2011, 1.
- Bodansky, Daniel et Jessica C. Lawrence. « Trade And Environment » dans Daniel Bethlehem, Donald Mc Rae, Rodney Neufeld et Isabelle Van Damme, dir, *The Oxford Handbook of International Trade Law*, New York, Oxford University Press, 2009, 505.
- Bourblanc, Magalie. « The European Union and global environmental governance » dans Jens-Uwe Wunderlich et David J Bailey, dir, *The European Union and Global Governance: A Handbook*, Londres, Routledge, 2011, 131.
- Byrnes, Andrew, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen. « Introduction » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen, dir, *International in the New Age of Globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 1.
- Charnovitz, Steve. « Article I SPS and Annex A » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 375.
- Crawford, Jo-Ann et Roberto V. Fiorentino. *The Changing Landscape of Regional Trade Agreements*, Discussion paper, 8, Geneva, World Trade Organization, 2005.
- Davies, Gareth. « Is Mutual Recognition an Alternative to Harmonization? Lessons on Trade and Tolerance of Diversity from the EU » dans Lorand Bartels et Federico Ortino, dir, *Regional Trade Agreements and the WTO Legal System*, New York, Oxford University Press, 2006, 265.
- Eckersley, Robyn. « Understanding the Interplay between the Climate and Trade Regimes » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 11.

- Epps, Tracey. « Regulatory cooperation and Free Trade Agreements » dans Susy Frankel et Meredith Kolsky Lewis, dir, *Trade Agreements at the Crossroads*, London, Routledge, 2014, 141.
- Francioni, Francesco. « Realism, Utopia, and the Future of International Environmental Law » dans Antonio Cassese, dir, *Realizing Utopia: The Future of International Law*, Oxford, Oxford Scholarship Online, 2012, 442.
- Gantz, David A. « Regional Trade Agreements » dans Daniel Bethlehem, Donald Mc Rae, Rodney Neufeld et Isabelle Van Damme, dir, *The Oxford Handbook of International Trade Law*, New York, Oxford University Press, 2009, 238.
- Godden, Lee. « “Globalized localisms”: Three phases of international environmental governance for biodiversity protection » dans Shawkat Alam, Nathalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice: The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 11.
- Guevremont, Véronique. « L’exception environnementale: l’exemple du système commercial multilatéral » dans *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l’environnement entre mondialisation et fragmentation*, 16, coll Unité Mixte de Recherche de droit comparé de Paris, Paris, Société de législation comparée, 2009, 137.
- Hellio, Hugues. « Résolution ou prévention des conflits normatifs en droit international de l’environnement » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l’environnement entre mondialisation et fragmentation*, 16, coll Unité Mixte de Recherche de droit comparé de Paris, Paris, Société de législation comparée, 2009, 513.
- Hestermeyer, Holger. « Article III GATT1994 » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO: technical barriers and SPS measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 5- 45.
- Holman, Otto, Jean-Christophe Graz et Andreas Nölke. « Public-private partnerships and transnational governance in the European Union: the case of the Lisbon Strategy » dans *Transnational Private Governance and Its Limits*, Abingdon (R-U), Routledge, 2008.
- Howse, Robert. « Transatlantic regulatory cooperation and the problem of democracy » dans *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, Oxford University Press, New York, George A Bermann, Matthias Herdegen and Peter L Lindseth, 2000, 469.
- Islam, M. Refiqul. « Harbingering a new paradigm of global governance: The role of NGOs in shaping international law and relations in the 21st century » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice: The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 235.
- J. Samuel Barkin. « Trade and Environment » dans Lisa L Martin, dir, *The Oxford Handbook of the Political Economy of International Trade*, New York, Oxford University Press, 2015, 439.
- Jinnah, Sikina. « Trade-environment politics: the emerging role of regional trade agreements » dans Peter Dauvergne, dir, *Handbook of Global Environmental Politics*, 2<sup>e</sup> éd, Chetenham, Edward Elgar, 2012, 386.
- Kahler, Miles et David A. Lake. « Economic Integration and Global Governance: Why So Little Supranationalism? » dans Walter Mattli et Ngaire Woods, dir, *The Politics of Global Regulation*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 242.
- Kamal Gueye, Moustapha, Jonathan Hepburn, Manesh Sugathan et Marie Chamay. « Climate Adaptation and Trade: Key Challenges and Options for Agriculture in Small Developing Countries » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*,

- Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 43, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<https://www.unep.org/>>.
- Kanie, Norichika et Peter M. Haas. « Introduction » dans Norichika Kanie et Peter M Haas, dir, *Emerging Forces in Environmental Governance*, Tokyo, United Nations University Press, 2004, 1.
- Kaul, Inge, Pedro Conceição, Katell Le Goulven et Ronald U. Mendoza. « How to Improve the Provision of Global Public Goods » dans Inge Kaul, Pedro Conceição, Katell Le Goulven et Ronald U Mendoza, dir, *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*, New York, Oxford University Press, 2003, 21.
- Kim, Joy A. « Harnessing Regional Trade Agreements for the Post-2012 Climate Change Regime » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 57, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<http://www.unep.org/>>.
- Koebele, Michael. « Article I et Annex I TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 178.
- . « Preamble TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 167- 177.
- Kuhnhardt, Ludger. « Globalization, transatlantic regulatory cooperation, and democratic values » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 481.
- Kütting, Gabriela. « Exploring global governance from a critical political economy perspective » dans Peter Dauvergne, dir, *Handbook of Global Environmental Politics*, 2nde éd, Cheltenham (R-U), Edward Elgar, 2012, 275.
- Lanfranchi, Marie-Pierre. « Le principe d'intégration: quelles articulations entre les politiques commerciales et les politiques environnementales? » dans Sandrine Maljean-Dubois, dir, *L'outil économique en droit international et européen de l'environnement*, Paris, La documentation française, 2002, 127.
- Lorenzo Gradoni. « Systèmes juridiques internationaux et technique de prise en compte des valeurs et intérêts environnementaux » dans Hélène Ruiz Fabri et Lorenzo Gradoni, dir, *La circulation des concepts juridiques: le droit international de l'environnement entre mondialisation et fragmentation*, coll Unité mixte de recherche de droit comparé de Paris, n°16, Paris, Société de législation comparée, 2009, 27.
- Macey, Jonathan R. « The “demand” for international regulatory cooperation: a public-choice perspective » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 147.
- . « US and EU structures of governance as barriers to transatlantic regulatory cooperation » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 357.
- Majone, Giandomenico. « International regulatory cooperation: a neo-institutionalist approach » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 119.
- Mani, Muthukumara. « Incentive Mechanisms and Climate-Friendly Technologies » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations

- Environment Programme, 2009, 35, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<https://www.unep.org/>>.
- Marin Duran, Gracia. « NTBs and the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade: The Case of PPM-Based Measures Following US - Tuna II and EC - Seal Products » dans Christoph Hermann, Markus Krajewski et Jörg Philipp Terhechte, dir, *European yearbook of international economic law 2015*, Heidelberg, Springer, 2015, 86.
- Mark Halle. « WTO and Sustainable Development » dans Yasuhei Taniguchi, Alan Yonovich et Jan Bohanes, dir, *The WTO in the Twenty-first Century: Dispute Settlement, Negotiations, and Regionalism in Asia*, New York, Cambridge University Press, 2007, 395.
- Mattli, Walter et Ngaire Woods. « In Whose Benefit? Explaining Regulatory Change in Global Politics » dans Walter Mattli et Ngaire Woods, dir, *The Politics of Global Regulation*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 1.
- Matz-Lück, Nele et Rüdiger Wolfrum. « Article XX GATT 1994 g) » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 141.
- McAusland, Carol. « Globalisation's Direct and Indirect Effects on the Environment » dans *Globalisation, Transport and the Environment*, Paris, OECD, 2010, 31, en ligne : Globalisation, Transport and the Environment <[www.oecd.org](http://www.oecd.org)>.
- Mendoza, Ronald U. « The Multilateral Trade Regime: A Global Public Good for All? » dans Inge Kaul, Pedro Conceicao, Katell Le Goulven et Ronald U Mendoza, dir, *Providing Global Public Goods: Managing Globalization*, New York, Oxford University Press, 2003, 455.
- Nanda, Ved P. « The challenges of globalisation and international law: The way forward » dans Shawkat Alam, Natalie Klein et Juliette Overland, dir, *Globalisation and the Quest for Social and Environmental Justice: The relevance of international law in an evolving world order*, New York, Routledge, 2011, 254.
- Nottage, Luke. « Asia-Pacific regional architecture and consumer product safety beyond Free Trade Agreements » dans Susy Frankel et Meredith Kolsky Lewis, dir, *Trade Agreements at the Crossroads*, London, Routledge, 2014, 114.
- Pettricioni, Mauro. « Reconciling transatlantic regulatory imperatives with bilateral trade » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 205.
- Picciotto, Sol. « North Atlantic cooperation and democratizing globalism » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Problems and Political Prospects*, New York, Oxford University Press, 2000, 496.
- Sandholtz, Wayne et Alec Stone Sweet. « Neo-functionalism and Supranational Governance » dans *The Oxford Handbook of the European Union*, Erik Jones, Anand Menon, and Stephen Weatherill, 2012.
- Sassen, Saskia. « The locational and institutional embeddedness of the global economy » dans George A Bermann, Peter L Lindseth et Matthias Herdegen, dir, *Transatlantic regulatory cooperation: legal problems and political prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 47.
- Sbragia, Alberta M. « European Union and NAFTA » dans Mario Telo, dir, *European Union and New Regionalism: Regional Actors and Global Governance in a Post-Hegemonic Era*, Aldershot, Ashgate Publishing, 2013, 153.

- Scott, Joanne. « On Kith and Kine (and Crustaceans): Trade and Environment in the EU and WTO » dans JHH Weiler, dir, *The EU, the WTO, and the NAFTA: Towards a Common Law of International Trade?*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 125.
- Scott, Karen N. « Managing Fragmentation Trough Governance: International Environmental Law in a Globalized World » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Chris Michaelsen, dir, *International Law in the new age of globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 207.
- Seibert-Fohr, Anja. « Article 2 SPS » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 392.
- Snyder, Francis. « Global economic networks and global local pluralism » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic Regulatory Cooperation: Legal Prospects and Political Problems*, New York, Oxford University Press, 2000, 99.
- Spennithorne, The Right Honourable Lord Brittan of. « Transatlantic economic partnership: breaking down the hidden barriers » dans George A Bermann, Matthias Herdegen et Peter L Lindseth, dir, *Transatlantic regulatory cooperation: legal problems and political prospects*, Oxford, Oxford University Press, 2000, 17.
- Stirling, Andy. « Precaution, foresight and sustainability: reflection and reflexivity in the governance of science and technology » dans Jan-Peter Voss, Dierk Bauknecht et René Kemp, dir, *Reflexive Governance for Sustainable Development*, Cheltenham, Edward Elgar Publishing, 2006, 225.
- Stoll, Peter-Tobias et Lutz Strack. « Article XX GATT b) » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 96.
- Tamiotti, Ludvine. « Article 2 TBT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 210.
- Teubner, Gunther. « Global Bukowina: Legal Pluralism in the World Society » dans Gunther Teubner, dir, *Global Law Without a State*, Brookfield, Dartmouth, 1997, 3.
- Trachtman, Joel P. « FDI and the right to regulate: Lessons from trade law » dans *The development dimension of FDI: policy and rule-making perspectives*, New York, United Nations, 2003, 189.
- Weiler, Joseph H. H. « Epilogue Towards a Common Law of International Trade » dans Joseph H H Weiler, dir, *The EU, the WTO, and the NAFTA: Towards a Common Law of International Trade?*, 1, Oxford, Oxford University Press, 2000, 201.
- Weiss, Friedl. « The Principle of Non-Discrimination in International Economic Law: A Conceptual and Historical Sketch » dans Isabelle Buffard, James Crawford, Alain Pellet et Stephan Wittich, dir, *International Law between Universalism and Fragmentation: Festschrift in Honour of Gerhard Hafner*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2008, 269.
- Werksman, Jacob. « How Should a Post-2012 Climate Agreement Address Trade-Related Environmental Measures? » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Genève, United Nations Environment Programme, 2009, 27, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<https://www.unep.org/>>.
- Wiers, Jochem. « Multilateral Negotiations and Unilateral Discrimination from a World Trade Organization Legal Perspective » dans *Climate and Trade Policies in a Post-2012 World*, Geneva, United Nations Environment Programme, 2009, 86, en ligne : Climate and Trade Policies in a Post-2012 World <<https://www.unep.org/>>.

- Wolfrum, Rüdiger. « Article XI GATT » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 46.
- . « Article XX GATT 1994 [Introduction] » dans Rüdiger Wolfrum, Peter-Tobias Stoll et Anja Seibert-Fohr, dir, *WTO - Technical Barriers and SPS Measures*, coll Max Planck Commentaries on World Trade Law, n°3, Leiden, Martinus Nijhoff, 2007, 61.
- Zakri, A. H. « Foreword » dans Norichika Kanie et Peter M Haas, dir, *Emerging Forces in Environmental Governance*, Tokyo, United Nations University Press, 2004.

## Périodiques

- Abbott, Kenneth W. et Duncan Snidal. « International “standards” and international governance » (2001) 8:3 *Journal of European Public Policy* 345.
- Alemanno, Alberto. « The Regulatory Cooperation Chapter of the Transatlantic Trade and Investment Partnership: Institutional Structures and Democratic Consequences » (2015) 18:3 *J Int'l Econ L* 625.
- Altemöller, Frank. « A Future for Multilateralism?: New Regionalism, Counter-Multilateralism and Perspectives for the World Trade System after the Bali Ministerial Conference » (2015) 10:1 *Global Trade and Customs Journal* 42.
- Arbour, Maurice. « Le principe de précaution dans le contexte du commerce international: une intégration difficile » (2002) 43:1 *C de D* 5.
- Barnosky, Anthony D., Elizabeth A. Hadly, Jordi Bascompte, Eric L. Berlow, James H. Brown, Mikael Fortelius, Wayne M. Getz, John Harte, Alan Hastings, Pablo A. Marquet, Neo D. Martinez, Arne Mooers, Peter Roopnarine, Geerat Vermeij, John W. Williams, Rosemary Gillespie, Justin Kitzes, Charles Marshall, Nicholas Matzke, David P. Mindell, Eloy Revilla et Adam B. Smith. « Approaching a state shift in Earth's biosphere » (2012) 486 *Nature* 52.
- Bartenhagen, Erik P. « The Intersection of Trade and the Environment: An Examination of the Impact of the TBT Agreement on Ecolabelling Programs » (1997) 17:1 *Va Env'tl L J* 51.
- Bartley, Tim. « Institutional Emergence in an Era of Globalization: The Rise of Transnational Private Regulation of Labor and Environmental Conditions » (2007) 113:2 *American Journal of Sociology* 297.
- Belassa, Bela. « Towards a Theory of Economic Integration » (1961) 14:1 *Kyklos International Review for Social Science*.
- Biermann, Frank, Phillip Pattberg et Harro van Asselt. « The Fragmentation of Global Governance Architectures: A Framework for Analysis » (2009) 9:4 *Global Environmental Politics* 14.
- Birchfield, Vicki. « La négociation du Partenariat Transatlantique de Commerce et d'Investissement (TTIP): comparaison entre les motivations, les oppositions et l'opinion publique des États-Unis et de l'Union européenne » (2015) 26:2 *Politique Américaine* 129.
- Bøås, Morten. « The Trade-Environment Nexus and the Potential of Regional Trade Institutions » (2000) 5:3 *New Political Economy* 415.
- Bohanes, Jan. « Risk Regulation in the WTO Law: A Procedure-Based Approach to the Precautionary Principle » (2001) 40:2 *Colum J Eur L* 323.
- Brenner, Neil. « Between Fixity and Motion: Accumulation, Territorial Organization and the Historical Geography of Spatial Scales » (1998) 16:4 *Environment and Planning D: Society and Space* 459.
- Briese, Robyn. « Precaution and Cooperation in the World Trade Organization: An Environmental Perspective » (2002) 22 *Australian Year Book of International Law* 113.



- Bronckers, Marco et Natalie McNelis. « The EU Trade Barriers Regulation Comes of Age » (2001) 35:4 J World Trade 427.
- Brown Weiss, Edith. « Environment and Trade as Partners in Sustainable Development: A Commentary » (1992) 86:4 AJIL 728.
- Buch-Hansen, Hubert et Angela Wigger. « Revisiting 50 years of market-making: The neoliberal transformation of European competition policy » (2010) 17:1 Review of International Political Economy 20.
- Bull, Reeve T., Neysun A. Mahboubi, Richard B. Stewart et Jonathan B. Wiener. « New Approaches to International Regulatory Cooperation: The Challenge of TTIP, TPP and Mega-Regional Trade Agreements » (2015) 78:1 Law & Contemp Probs 1.
- Chang, Seung Wha. « GATting a Green Trade Barrier: Eco-Labeling and the WTO Agreement on Technical Barriers to Trade » (1997) 31:1 J World Trade 137.
- Charnovitz, Steve. « NAFTA's social dimension: lessons from the past and framework for the future » (1994) 8:1 The International Trade Journal 39.
- . « New WTO Paradigm for Trade and the Environment » (2007) 11 SYBIL 15.
- Chase, Peter H. « TTIP, investor-state dispute settlement and the rule of law » (2015) 14:2 European View 217.
- Church, Jon Marco. « Gouvernance environnementale régionale » [2014] CERISCOPE Environnement, en ligne : CERISCOPE Environnement <<http://ceriscope.sciences-po.fr>> (consulté le 19 mars 2016).
- Cole, Matthew A. « Examining the Environmental Case Against Free Trade » (1999) 33:5 J World Trade 183.
- Couvreur, Angéline. « New Generation Regional Trade Agreements and the Precautionary Principle: Focus on the Comprehensive Economic and Trade Agreement (CETA) Between Canada and the European Union » (2015) XV Asper Review of International Business and Trade Law 265.
- Coughlin, Cletus C. et Geoffrey E. Wood. « An Introduction to Non-Tariff Barriers to Trade » (1989) 71 Federal Reserve Bank of St Louis Review 32.
- Delmas-Marty, Mireille. « Le pluralisme ordonné et les interactions entre ensembles juridiques » (2006) 14 Dalloz 951.
- Dokken, Karin. « Environmental Conflict and International Integration » dans Nils Petter Gleditsch, dir, *Conflict and the Environment*, 33, coll NATO ASI series, n°Partnership sub-series 2, Boston, Kluwer Academic, 1997, 519.
- Drezner, Daniel W. « Globalization and Policy Convergence » (2001) 3:1 International Studies Review 53.
- Esty, Daniel C. « Bridging the Trade-Environment Divide » (2001) 15:3 The Journal of Economic Perspectives 113.
- Felbermayer, Gabriel, Benedikt Heid et Mario Larch. « TTIP: Small Gains, High Risks? » (2014) 15:4 CESifo Forum 20.
- Fisher, Elizabeth. « Precaution, Precaution Everywhere: Developing a Common Understanding of the Precautionary Principle in the European Community » (2002) 9:1 MJECL 7.
- Frey, Christopher. « Mega-Regional Trade Agreement and Post-2015 Climate Protection: Bridging the Gap » (2015) 12:3- 4 Journal for European Environmental & Planning Law 264.
- Gray, C. Boyden. « Upgrading Existing Regulatory Mechanisms for Transatlantic Regulatory Cooperation » (2015) 78:4 Law & Contemp Probs 31.
- Haas, Ernst B. « International Integration: The European and the Universal Process » (1961) 15:3 International Organization 366.
- Habermas, Jürgen. « The Constitutionalization of International Law and the Legitimation Problems of a Constitution for World Society » (2008) 15:4 Constellations 444.

- . « A Political Constitution for the Pluralist World Society? » (2013) 40 *Journal of Chinese Philosophy* 226.
- Halle, Mark. « Trade and Environment: Looking beneath the Sands of Doha? » (2006) 3:2 *J Eur Envtl & Plan L* 107.
- Heiskanen, Veijo. « The Regulatory Philosophy of International Trade Law » (2004) 38:1 *J World Trade* 1.
- Held, David. « Regulating Globalization? The Reinvention of Politics » (2000) 15:2 *International Sociology* 394.
- Holmes, Peter. « Trade and “domestic” policies: the European mix » (2006) 13:6 *Journal of European Public Policy* 815.
- Holzinger, Katharina, Christoph Knill et Thomas Sommerer. « Environmental Policy Convergence: The Impact of International Harmonization, Transnational Communication, and Regulatory Competition » (2008) 62:4 *International Organization* 553.
- Hornig, Der-Chin. « Reshaping the EU’s FTA Policy in a Globalizing Economy: The Case of the EU-Korea FTA » (2012) 46:2 *J World Trade* 301.
- Jacobs, Mark et Joachim Wiers. « The E in ICE: Is the Climate for Negotiations on Trade and Environment Heating Up? » (2002) 29:1 *LIEI* 83.
- Jarman, Holly. « Public health and the Transatlantic trade and investment partnership » (2014) 24:2 *European Journal of Public Health* 181.
- Jayasuriya, Kanishka. « Globalization, Law, and the Transformation of Sovereignty: The Emergence of Global Regulatory Governance » (1999) 6:2 *Indiana Journal of Global Legal Studies* 425.
- . « Globalization and the changing architecture of the state: the regulatory state and the politics of negative co-ordination » (2001) 8:1 *Journal of European Public Policy* 101.
- John H. Jackson. « World Trade Rules and Environmental Policies: Congruence or Conflict? » (1992) 49:4 *Wash & Lee L Rev* 1227.
- Kahler, Miles et David A. Lake. « Symposium: Governance in a Global Economy: Political Authority in Transition » (2004) 37:3 *Political Science and Politics* 409.
- Krstic, Stanko S. « Regulatory Cooperation to Remove Non-tariff Barriers to Trade in Products: Key Challenges and Opportunities for the Canada-EU Comprehensive Trade Agreement » (2012) 39:1 *LIEI* 3.
- Ku, Julian et John Yoo. « Globalization and Sovereignty » (2013) 31 *Berkeley J Int’l L* 210.
- Kuznets, S. « Economic growth and Income Inequality » (1955) 45:1 *American Economic Review*.
- Lazer, David. « Regulatory interdependence and international governance » (2001) 8:3 *Journal of European Public Policy* 474.
- Leal-Arcas, Rafael. « Climate Change Mitigation from the Bottom Up: Using Preferential Trade Agreements to Promote Climate Change Mitigation » [2013] 1 *Carbon & Climate L Rev* 34.
- . « Proliferation of Regional Trade Agreement: Complementing or Supplanting Multilateralism » (2011) 11:2 *Chicago J Int’l Law* 597.
- Liodakis, George. « Environmental Implications of International Trade and Uneven Development: Toward a Critique of Environmental Economics » (2000) 21:1 *Review of Radical Political Economics* 40.
- M. Gregg Bloche. « WTO Deference to National Health Policy: Toward an Interpretive Principle » (2002) 5:4 *J Int’l Econ L* 825.
- Marceau, Gabrielle et Joel P. Trachtman. « A Map of the World Trade Organization Law of Domestic Regulation of Goods: Technical Barriers to Trade Agreement, the Sanitary

- and Phytosanitary Measures Agreement, and the General Agreement on Tariffs and Trade » (2014) 48:2 J World Trade 351.
- McCarthy, James. « Privatizing conditions of production: trade agreements as neoliberal environmental governance » (2004) 35:3 Geoforum 327.
- McCarthy, James et Scott Prudham. « Neoliberal nature and the nature of neoliberalism » (2004) 35 Geoforum 275.
- McKenzie, Francine. « Faith, fear, and free trade » (2014) 69:2 International Journal 233.
- Moltke, Konrad von. « The Dilemma of the Precautionary Principle in International Trade » (1999) 3:6 Bridges (ICTSD).
- Muchlinski, Peter T. « The Rise and Fall of the Multilateral Agreement on Investment: Where Now? » (2000) 34 Int'l L 1033.
- Newell, Peter. « The political economy of global environmental governance » (2008) 34:3 Review of International Studies 507.
- Panagiotis, Delimatsis. « The Fragmentation of International Trade Law » (2011) 45:1 J World Trade 87.
- Pedersen, Ole W. « From Abundance to Indeterminacy: The Precautionary Principle and its Two Camps of Custom » (2014) 3:2 Transnational Environmental Law 323.
- Perez, Oren. « Multiple Regimes, Issue Linkage and International Cooperation: Exploring the Role of the WTO » (2005) 26:3 U Pa J Int'l Econ L 735.
- Picciotto, Sol. « Private Rights vs. Public Standards in the WTO » (2003) 10:3 Review of International Political Economy 377.
- Quick, Reinhard. « Do We Need Trade and Environment Negotiations or Has the Appellate Body Done the Job? » (2013) 47:5 J World Trade 957.
- . « Why TTIP Should Have an Investment Chapter Including ISDS » (2015) 49:2 J World Trade 199.
- Rauscher, Michael. « On Ecological Dumping » (1994) 46:4 Oxford Economic Papers 822.
- Reich, Annie. « The WTO As A Law-Harmonizing Institution » (2004) 25:1 U Pa J Int'l Econ L 321.
- Repetto, Robert. « Avoiding trade and environment conflicts » (2000) 5:4 Environment and Development Economics 483.
- Rigod, Boris. « TBT-Plus Rules in Preferential Trade Agreements » (2013) 40:3 LIEI 247.
- Rodrik, Dani. « How Far Will International Economic Integration Go? » (2000) 14:1 Journal of Economic Perspectives 177.
- Rosenau, James N. « Governing the ungovernable: The challenge of a global disaggregation of authority » (2007) 1 Regulation & Governance 88- 97.
- Rugman, Alan M., John Kirton et Julie Soloway. « NAFTA, Environmental Regulations, and Canadian Competitiveness » (1991) 31:4 J World Trade 129.
- Scharpf, Fritz W. « Games Real Actors Could Play: Positive and Negative Coordination in Embedded Negotiations » 6:1 Journal of Theoretical Politics 27.
- Schoenbaum, Thomas. « Free International Trade and Protection of the Environment: Irreconcilable Conflict? » (1992) 86:4 AJIL 700.
- Selin, Henrik. « Global Environmental Governance and Regional Centers » (2012) 12:3 Global Environmental Politics 18.
- Serfati, Claude. « The transatlantic bloc of states and the political economy of the Transatlantic Trade and Investment Partnership (TTIP) » (2015) 9:1 Work Organisation, Labour & Globalisation 7.
- Siroën, Jean-Marc. « Négociations commerciales multilatérales et cycle de Doha: les leçons d'un échec annoncé » (2011) 16:2 Négociations 9.

- Stone Sweet, Alec et Wayne Sandholtz. « European integration and supranational governance » (1997) 4:3 *Journal of European Public Policy* 297.
- Telesetsky, Anastasia. « Co-regulation and the Role of Transnational Corporations as Subjects in Implementing International Environmental Law » dans Andrew Byrnes, Mika Hayashi et Christopher Michaelsen, dir, *International in the New Age of Globalization*, Leiden, Martinus Nijhoff, 2013, 287.
- Trachtman, Joel P. « The International Economic Law Revolution » (1996) 17:1 *U Pa J Int'l Econ L* 33.
- Trakman, Leon E. « The Proliferation of Free Trade Agreements: Bane of Beauty? » (2008) 42:2 *J World Trade* 367.
- Vanda, Jakir. « The New WTO Tuna Dolphin Decision: Reconciling Trade and Environment? » (2013) 9:9 *Croatian yearbook of European law & policy* 143.
- Vanhamme, Jan. « Formation and Enforcement of Customary International Law: The European Union's Contribution » (2008) 39 *Netherlands Yearbook of International Law* 127.
- Vatna, Loic. « Regard Prospectif sur la Gouvernance Internationale du Développement Durable » (2011) 24:1 *RQDI* 217.
- Vogel, David. « Trading up and governing across: transnational governance and environmental protection » (1997) 4:4 *Journal of European Public Policy* 556.
- . « Environmental Regulation and Economic Integration » (2000) 3:2 *J Int'l Econ L* 265.
- Weiler, Todd. « International Regulatory Reform Obligations » (2000) 34:3 *J World Trade* 71.
- Weiner, Jarrod. « Globalization and Disciplinary Neoliberal Governance » (2001) 8:4 *Constellations* 461.
- Wiener, Jonathan B. et Alberto Alemanno. « The Future of International Regulatory Cooperation: TTIP as a Learning Process toward a Global Policy Laboratory » (2015) 78:4 *Law & Contemp Probs* 103.
- Young, Alasdair R. « Liberalizing trade, not exporting rules: the limits of regulatory co-ordination in the EU's "new generation" preferential trade agreements » (2015) 22:9 *Journal of European Public Policy* 1253.

### **Dictionnaire et encyclopédies**

- Bartels, Lorand. « Regional Trade Agreements », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.
- Benedek, Wolfgang. « General Agreement on Tariffs and Trade (1947 and 1994) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.
- Beylerlin, Ulrich et Jenny Grote Stoutenburg. « Environment, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.
- Brunnée, Jutta. « Environment, Multilateral Agreements », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.
- Carty, Anthony. « Sociological Theories of International Law », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.
- Choi, Won-Mog et Freya Baetens. « Like Products », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.
- Fabbriotti, Alberta. « Economic Organizations and Groups, International », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne : Max Planck Encyclopedia of Public International Law <opil.ouplaw.com>.
- Gatard, Marie, dir. *Dictionnaire du Français*, Paris, Hachette, 1987.
- Gebauer, Martin. « Unification and Harmonization of Laws », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.
- Herdegen, Matthias. « International Economic Law », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

JHH Weiler. « European Integration », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Köbele, Michael. « Free Trade Areas », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Koskenniemi, Martti. « International Legal Theory and Doctrine », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.

Ladeur, Karl-Heinz. « Governance, Theory of », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Mahiou, Ahmed. « Interdependence », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Mégret, Frédéric. « Globalization », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Muchlinski, Peter T. « Corporations in International Law », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Odendahl, Kerstin. « Nature, International Protection », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, 2010, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Oesch, Matthias. « Commercial Treaties », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Petersmann, Ernst-Ulrich. « World Trade, Principles », *Max Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.

Pushkareva, Elvira. « Environmentally Sound Economic Activity, International Law », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Röben, Volker. « Eco-Labeling », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Skordas, Achilles. « Supranational Law », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Slaughter, Anne-Marie et Thomas Hale. « International Relations, Principal Theories », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.

Stoll, Peter-Tobias. « World Trade Organization (WTO) », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Terhechte, Jörg Philipp. « Non-Tariff Barriers to Trade », *Max Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <www.opil.ouplaw.com>.

Weiss, Friedl et Silke Steiner. « Goods, Free Circulation of », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

Ziegler, Katja S. « Domaine Réservé », *Max Planck Encyclopedia of Public International Law*, en ligne: <opil.ouplaw.com>.

« 2. Potentiel n.m », *Le petit Larousse illustré 2015*, Larousse.